

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

QUELQUES ASPECTS DE L'ÉVOLUTION AGRICOLE
DEPUIS LA RÉVOLUTION

LE PAYS D'ARDENTES
EN BERRY

Etude économique et sociale d'un canton rural en 1926

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1926, à 2 heures

PAR

Georges CHARLEMAGNE

PRÉSIDENT : M. HITIER, *Professeur.*

ASSESSEURS : MM. DESCHAMPS } *Professeurs.*
PERREAU }

CHATEAUX
IMPRIMERIE LANGLOIS

1926

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

QUELQUES ASPECTS DE L'ÉVOLUTION AGRICOLE
DEPUIS LA RÉVOLUTION

LE PAYS D'ARDENTES
EN BERRY

Etude économique et sociale d'un canton rural en 1926

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1926, à 2 heures

PAR

Georges CHARLEMAGNE

PRÉSIDENT : M. HITIER, *Professeur.*

ASSESSEURS : MM. DESCHAMPS } *Professeurs.*
PERREAU }

CHATEAURoux
IMPRIMERIE LANGLOIS

1926

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LE PAYS D'ARDENTES EN BERRY

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU PHYSIQUE

I. — Généralités sur le Pays d'Ardentes.

RÉGIONS COMPOSANT LE BAS-BERRY. — La partie occidentale du Berry, appelée Bas-Berry, qui avec de petites fractions de la Marche, de la Touraine et de l'Orléanais a formé le département de l'Indre, se compose de trois zones bien distinctes d'économie rurale : la Champagne Berrichonne, la Brenne et le Boischaut.

La Champagne Berrichonne, comme toutes les régions portant ce nom, est une terre calcaire, plane, nue, pauvre en sources et en ruisseaux ⁽¹⁾. C'est un pays sans bois, sans haies vives ni mortes, sans fossés ⁽²⁾. Divisée en grandes exploitations, elle est une région de grande culture de céréales et de prairies artificielles, par excellence la terre du mouton berrichon.

Située sur la rive droite de l'Indre, elle s'étend entre cette rivière et celle de l'Arnon. Sa largeur est d'environ sept lieues, sur une longueur du Sud-Ouest au Nord-Est d'environ neuf lieues.

Elle est renfermée entre le bourg d'Etrechet, près de l'Indre, Châteauroux, Buzançais, Levroux, Vatan, Reuilly, Charost, Saint-Ambroix-sur-Arnon et Brives sur la Théols ⁽³⁾.

(1) A. JOANNE. — *Géographie de l'Indre*, Paris 1888, p. 7.

(2) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, Paris An XII, p. 23.

(3) Marquis de BARBANÇOIS. — *Ephémérides de la Société d'Agriculture de l'Indre*. An XIII, p. 34.

La Brenne, appelée aussi petite Sologne, occupe la partie Ouest du département. Formée de sables, d'argiles et d'arkoses sidérolitiques ⁽¹⁾ avec des efflorescences de grès, elle constitue des terres pauvres, peu propres à la culture des céréales. On s'y livre surtout à l'élevage des bovins et des porcs. Elle est caractérisée par l'imperméabilité de son sous-sol et le grand nombre de ses étangs. Ceux-ci, autrefois à l'état de marais, répandaient des miasmes dangereux qui faisaient régner la fièvre dans tout le pays.

Située entre l'Indre et la Creuse, la Brenne est généralement limitée à l'Ouest par une ligne courbe allant de Vendœuvres à Saint-Gaultier avec une panse englobant Neuillay-les-Bois ⁽²⁾. Cependant, sur les vieilles cartes ⁽³⁾, la région des étangs, située le long du cours de la moyenne Bouzanne, était fréquemment désignée sous le nom de « Queue de Brenne » et M. Jean Gaudefroy y comprend tout le pays arrosé par la Bouzanne jusqu'à Lys-Saint-Georges ⁽⁴⁾.

Dans le département de l'Indre, tout ce qui n'est pas Brenne ou Champagne est Boischaut ; aussi cette région, de beaucoup la plus étendue, a-t-elle moins d'homogénéité que les deux précédentes.

Couvrant les sept dixièmes de la surface du département ⁽⁵⁾ elle comprend deux fractions inégales que relie un couloir formé par la vallée de l'Indre : au Nord, la plus petite fraction renfermée entre les vallées du Cher et de l'Indre, la Champagne berrichonne et la Champagne tourangelles ; au Sud, la fraction la plus importante comprenant toute la partie du département située au-dessous d'une ligne à peu près droite que forment la vallée de la Creuse du Blanc à Saint-Gaultier, la forêt de Châteauroux, les bois d'Ambrault et la forêt de Bommiers.

Le paysage du Boischaut se distingue de celui de la Champagne par l'humidité de son sol qui se traduit par l'abondance des arbres et des haies et une plus grande variété dans le relief, mais

⁽¹⁾ GROSSOUVRE et JACQUOT. — *Carte géologique détaillée de l'Etat-Major*, Paris 1888, Châteauroux.

⁽²⁾ Jean GOYON. — *Essai sur la Brenne agricole*, Paris 1925.

⁽³⁾ *Cartes de Jolivet* (1545), *Jean Chaumeau* (1566), *Nicolas de Nicolai* (1547), *Ortelius* (1570), *Mercator* (1585), *Bouguereau* (1594), *Nicolas Sanson d'Abbeville* (1650).

⁽⁴⁾ Jean GODEFROY. — *Leçons de choses sur le Département de l'Indre*, Châteauroux 1885.

⁽⁵⁾ Malte BRUN. — *La France illustrée*, tome IV, Paris, Jules Rouff.

il est également différent de celui de la Brenne qui souffre d'un excès d'humidité et où les eaux demeurant stagnantes à la surface du sol rendent le terroir infécond ⁽¹⁾. En Boischaut la grande quantité d'arbres n'exclue pas les cultures riches. C'est à la fois un pays de céréales et d'élevage.

Le centre de cette région reposant sur une bande de lias est particulièrement fertile. George Sand lui a donné le nom de Vallée Noire. « C'est une prairie coupée à l'infini par des buissons splendides et des bordures d'arbres ramassés, semée de bestiaux superbes et arrosée de ruisseaux qu'on voit ça et là courir sous l'épaisse végétation qui les ombrage » ⁽²⁾.

LE PAYS D'ARDENTES. — Au centre du département, un peu au sud de Châteauroux, s'étendant sur les deux rives de l'Indre, se trouve une région qui n'est vraiment ni Champagne, ni Brenne, ni Boischaut, tout en ayant ici les caractères de la Brenne et du Boischaut réunis, là ceux du Boischaut et de la Champagne. C'est une zone de transition entre les trois régions géographiques du Berry. Nous l'appellerons le « Pays d'Ardentes », du nom de la petite ville qui en occupe le centre.

Situation. — Correspondant à peu près au canton de ce nom, le Pays d'Ardentes est limité au Nord-Ouest et au Nord par le canton de Châteauroux, à l'Est par le canton d'Issoudun-Sud, au Sud-Est et au Sud par les cantons de La Châtre et de Neuvy-Saint-Sépulcre, enfin à l'Ouest par celui d'Argenton. Il recouvre 34.819 hectares et comprend neuf communes : Ardentes, Sassièges-Saint-Germain, Mâron, Etrechet, Le Poinçonnet, Velles, Arthon, Buxières-d'Aillac et Jeu-les-Bois.

Situé sur les bords de l'Indre, au croisement de routes importantes, assez éloigné d'autres centres (à 14 kilomètres de Châteauroux, 22 de La Châtre, 28 d'Issoudun), Ardentes prit vite un plus grand développement que les communes avoisinantes. Ses foires servaient de point de contact et d'échanges entre habitants du Boischaut et de Champagne ; elles avaient, surtout autrefois, une importance considérable. Aussi, en 1790, Saint-Vincent-d'Ardentes fut-il érigé en chef-lieu de canton. A cette époque Ardentes com-

(1) Antoine VACHER. — *Le Berry*, Paris 1908, p. 472.

(2) George SAND. — *La Vallée Noire*, Paris 1854, p. 59.

prenait deux communes distinctes : Saint-Vincent sur la rive droite de l'Indre et Saint-Martin sur la rive opposée, et ce ne fut qu'en 1839 qu'une loi du 25 juillet décida la réunion des deux communes en une seule ⁽¹⁾.

En 1882, Ardentes devint une station de chemin de fer de la ligne de Châteauroux à Montluçon. C'est aujourd'hui une petite ville de 2.317 habitants ⁽²⁾, mais la population agglomérée, la seule qui ne soit pas exclusivement agricole, n'est que de 887 habitants.

Unité économique. — Bien que ne constituant pas un tout homogène puisqu'il est une région de transition, le Pays d'Ardentes présente une certaine unité économique et agricole.

Une vaste forêt (la forêt de Châteauroux), située à la limite de la Brenne, du Boischaut et de la Champagne, étant entièrement comprise dans son territoire, les habitants qui vivent au Nord et au Sud de la zone boisée ont un peu la même existence, celle que procurent la proximité et l'exploitation des bois.

D'autre part, tout en ne se livrant pas absolument aux mêmes spéculations, la nature du terrain n'étant pas partout identique, les habitants du Pays d'Ardentes dirigent presque complètement leur activité vers l'exploitation du sol, le pays étant exclusivement rural. Et quel lien peut être plus fort et plus puissant que la culture qui partout exige de ceux qui s'y livrent des efforts similaires et entraîne pour eux les mêmes soucis et les mêmes préoccupations ! Mais ce lien est encore renforcé par la situation de la ville d'Ardentes où, chaque semaine au marché et chaque mois à la foire, Boischotins, Champagneux et Brennoux viennent parler entre eux de leurs affaires et échanger leurs produits.

En outre, se trouvant au point de jonction entre les trois régions géographiques du Bas-Berry, le Pays d'Ardentes où le Boischaut se mêle à la fois à la Champagne berrichonne et à la Brenne permet de donner dans un cadre restreint l'image de la vie agricole de tout un département. Il est en quelque sorte le miroir du Bas-Berry, puisque Boischaut, Brenne et Champagne dont celui-ci est formé, viennent s'entrecouper dans ce canton agricole.

C'est pourquoi, désireux d'entreprendre l'étude économique et sociale d'une région rurale, nous avons choisi le Pays d'Ardentes,

(1) Eugène HUBERT. — *Le Bas-Berry*, tome I, Paris 1902, p. 21.

(2) *Archives communales d'Ardentes.* — *Dénombrement de la population* 1926.

d'autant plus que, y résidant depuis de nombreuses années, nous étions à même de le mieux connaître et de recueillir sur lui des renseignements plus détaillés ⁽¹⁾.

Division en Boischaut-Brenne et Boischaut-Champagne. — Nous avons dit que dans le Pays d'Ardentes, le Boischaut venait se mêler à la Brenne et à la Champagne. En effet, dans sa partie sud-ouest le territoire des communes de Velles, d'Arthon et de Buxières-d'Aillac se rapproche de la Brenne par la trop grande humidité de son sol, par ses étangs et çà et là par quelques monticules, témoins respectés par l'érosion d'un terrain plus puissant et plus développé, tandis que par le nombre de ses cours d'eau, la qualité de ses prairies naturelles, ses haies, ses bois, il annonce déjà le Boischaut.

Le nord et le nord-est du pays (les communes de Mâron et d'Etrechet) participent au contraire de la nature de la Champagne. Le calcaire y est abondant, les sources rares, les terres sans clôtures, avec seulement le long des chemins quelques rangées d'ormes, mais les bois plus nombreux montrent que le Boischaut est tout proche. Par contre, nulle part la Champagne ne se trouve en contact direct avec la Brenne. Ces deux régions, l'une calcaire, l'autre argileuse, sont trop différentes pour que, si elles se rencontraient, on ne pût immédiatement établir d'une façon précise leur ligne de démarcation.

Aussi, pouvons-nous diviser le pays d'Ardentes en deux parties : l'une au nord-est que nous appellerons Boischaut-Champagne, l'autre au sud-est à laquelle nous donnerons le nom de Boischaut-Brenne. De l'ouest à l'est la limite entre Boischaut-Champagne et Boischaut-Brenne passe par la forêt de Châteauroux, le nord d'Ardentes et le sud de Sassierges-Saint-Germain.

En effet, au point de vue géologique, la région située au nord de cette ligne est presque uniquement formée par les terrains secondaires qui constituent la Champagne berrichonne, tandis que

(1) Nous tenons ici à adresser nos plus vifs remerciements et l'expression de notre gratitude à tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans cette tâche, prêtres et instituteurs du canton, maires, secrétaires de mairie, percepteur et agriculteurs de toute la région. Près de tous nous avons rencontré le meilleur accueil, mais nous sommes tout particulièrement reconnaissants à M. Eugène Hubert, archiviste départemental, et à M. Ratouis de Limay, président de la Société d'Agriculture de l'Indre, des conseils éclairés et des renseignements intéressants qu'ils ont eu l'amabilité de nous donner.

les terrains tertiaires de la Brenne s'étendent sur une grande partie de la région sud, des dépôts des plateaux composés d'argiles sableuses et de cailloutis siliceux en occupant l'autre partie ⁽¹⁾.

En somme, au nord, sous-sol calcaire et perméable ; au sud, sous-sol silico-argileux et imperméable.

Le sainfoin qui ne pousse que dans les terres saines et calcaires est cultivé en Boischaut-Champagne ; on ne le rencontre pas en Boischaut-Brenne.

De même, le noyer qui, surtout autrefois, était abondant dans la région du Poinçonnet, de Mâron et de Sassièrges, fait place au châtaignier dans la région sud. L'examen des noms de lieux sur une carte d'Etat-Major montre aussi la différence des terrains. On peut, en effet, remarquer dans la commune de Buxières-d'Aillac l'étang et le domaine de Brenne ; dans celle d'Ardentes, sur la route de Jeu-les-Bois, le village de Brenne et les domaines de Petite et Grande Brenne ⁽²⁾. Dans les anciens documents, le village de Villebommiers était désigné sous l'appellation caractéristique de Villebommiers en Brenne ⁽³⁾.

Toutefois, sur la rive droite de l'Indre, les parties sud des communes de Sassièrges et d'Ardentes ne sont pas considérées comme appartenant à la Brenne. Nous les avons rangées dans le Boischaut-Brenne parce que les argiles sableuses qui constituent leur sol en font un pays à peu près analogue à la Brenne. Les terres souffrent d'un excès d'humidité et d'un manque presque complet de calcaire, aussi les cultures y sont-elles maigres et les bois souvent envahis par la bruyère.

Nature du sol. — Le sol qui compose le Pays d'Ardentes appartient à des formations très différentes. La mer qui a recouvert la région à l'époque secondaire (bathonienne) a laissé, au nord d'une ligne allant de Touvent au Grand-Villemongin par les Deffends, Etrechet et Piou, des dépôts de calcaires lithographiques (de l'astartien et du corallien) qui correspondent à la Champagne berrichonne. Au sud-est de cette ligne et jusqu'à la forêt de Châteauroux, sur la rive gauche de l'Indre, se prolongeant sur la rive droite par une bande mince qui, à Resay, n'atteint que 100 mètres

⁽¹⁾ GROSSOUVRE et JACQUOT. — *Op. cit.*

⁽²⁾ Carte d'Etat-Major au 50.000^e, Châteauroux-sud-est.

⁽³⁾ E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, tome I, p. 7.

de largeur, se trouvent des affleurements de calcaire corallien formant des dépôts de marnes blanches qui ont été laissés par la mer revenue à nouveau à l'époque Oxfordienne ⁽¹⁾.

De chaque côté de la vallée de l'Indre, à Clavières et à La Cueilie ainsi qu'entre le Grand-Villemongin, Sassièrges et Châtre, l'on rencontre encore le bathonien recouvrant un massif puissant de calcaires oolithiques très peu fossilifères qui sont exploités comme matériaux de construction et pierres à chaux. Ce sont les terrains appartenant à ces trois formations que nous avons rangés dans le Boischaut-Champagne.

Toute la partie recouverte par la forêt de Châteauroux et la débordant légèrement au sud ainsi que, sur la rive droite de l'Indre, toute la région située au sud de Clavières, de Châtre et de Sassièrges, sont constituées par les dépôts des plateaux formés d'argiles sableuses avec cailloutis siliceux de quartz blanc laiteux ; dans la forêt, des blocs assez volumineux de chailles jurassiques sont exploités pour l'empierrement des routes.

Plus au Sud, les plateaux situés sur les deux rives du Creusanaçais et entre la Bouzanne et l'Indre sont formés, partout où les limons ne les recouvrent pas, par des sables, des argiles et des arkoses de formation sidérolithique, analogues à ceux qui constituent la Brenne. Ils s'étendent à l'Est jusqu'aux Buttes de l'Age, passant entre Jeu-les-Bois et l'extrémité de la forêt de Châteauroux. Des alluvions anciennes, formées de sables quartzeux plus ou moins grossiers et mélangés de graviers, les recouvrent sur la rive gauche de l'Indre, en amont d'Ardentes, ainsi que sur la rive gauche de la Bouzanne et sur celle du Creusanaçais, autour de Velles et du domaine du Casson.

A l'extrémité sud, entre Jeu-les-Bois et Lys-Saint-George, se trouve une petite étendue de calcaires d'eau douce. Enfin, tout le fond des vallées est formé de sables plus ou moins limoneux provenant d'alluvions modernes ⁽²⁾.

Relief. — Le relief du pays d'Ardentes est peu mouvementé. S'abaissant progressivement du sud vers le nord et l'ouest, il représente d'assez faibles différences de niveau. Le point le plus élevé

⁽¹⁾ Renseignements fournis par M. Charbonnier, instituteur à Sassièrges-Saint-Germain.

⁽²⁾ GROSSOUVRE et JACQUOT. — *Op. cit.*

est à Villaumier, au sud de Buxières-d'Aillac (206 m.), les points les plus bas se trouvent aux endroits où l'Indre et la Bouzanne sortent du canton, la première près de Menas (148 m.), la seconde près du moulin de Villedoin (125 m.) au sud-ouest de Velles ⁽¹⁾. C'est un vaste plateau qu'entrecoupent des vallées ; nombreuses et sinueuses dans la partie sud-ouest, celles-ci sont rares dans la partie nord et est.

Hydrographie et Climat. — Trois des affluents de gauche de la Loire reçoivent les eaux du Pays d'Ardentes. Ce sont : le Cher qui, par l'un de ses petits sous-affluents, le Liennet, draine une grande partie des territoires de Mâron et de Sassièrges.

L'Indre qui traverse le canton du sud au nord sur une étendue de 18 kilomètres, du Magnet à Menas. Elle ne reçoit pendant ce parcours aucun affluent, et son bassin, à la hauteur d'Ardentes, se réduit à une largeur de 5 à 6 kilomètres. C'est une large rivière, tranquille, dont les eaux sont retenues sur divers points par des barrages ; sa pente qui, du confluent de la Vauvre à Ardentes, atteint 1 m. 09 par kilomètre, est ensuite inférieure à ce chiffre.

Enfin, la Vienne par l'un de ses sous-affluents de droite, la Bouzanne. Celle-ci entre dans le Pays d'Ardentes, près de Villaumier, commune de Buxières-d'Aillac et en sort au moulin de Villedoin après avoir décrit un large arc de cercle. Elle reçoit à droite le Gourdon et à gauche l'Auzon et le Creusanaçais. Ces quatre rivières qui prennent leur source en dehors du Pays d'Ardentes, sur les dernières pentes septentrionales du Massif Central présentent peu de courant et un faible débit, mais sont sujettes à de fortes crues pendant l'hiver et le printemps. Seule, la Bouzanne est susceptible d'actionner des moulins.

Le climat du Pays d'Ardentes est le climat général du Berry. La hauteur annuelle de la pluie est en moyenne de 0 m. 60 à 0 m. 65 avec deux maxima, un d'été et un d'automne, ce dernier correspondant toujours au mois d'octobre. Le régime pluviométrique du Berry est donc analogue à celui de Paris. C'est un régime mixte qui fait transition entre le régime océanique et le régime continental. Ce sont les vents d'ouest qui prédominent au cours de l'année. A Châteauroux la température de l'année moyenne est

(1) Carte d'Etat-Major 50.000^e feuille 133 Châteauroux Sud-Est.

de 12°2 avec une moyenne de 20°1 en juillet et de 2°9 en janvier. La date de la moisson du blé d'hiver oscille entre le 11 et le 17 juillet ⁽¹⁾.

II. — La Forêt.

SITUATION. ETENDUE. NATURE DU SOL. ESSENCES. — Au centre du Pays d'Ardentes, recouvrant une partie du plateau qui sépare la vallée de l'Indre de celle de la Bouzanne, se trouve une vaste forêt domaniale, « l'une des plus belles et nectes forêts de France » au dire de Nicolaï : la forêt de Châteauroux.

Partagée entre les territoires des communes d'Ardentes, du Poinçonnet, de Velles, d'Arthon et de Jeu-les-Bois, elle comprend 5.142 hectares ⁽²⁾. Son sol est constitué par un mélange de sable et d'argile très propre à l'éducation des futaies. L'argile se trouve fréquemment déposée à la surface, en bandes longitudinales, si bien que dans les plus beaux cantons l'on peut remarquer des zones où les arbres prennent un aspect languissant, mais lorsque les racines ont pu percer la couche imperméable, la végétation reprend une vigueur surprenante.

La surface de la forêt est à peu près plane ; à peine y trouve-t-on quelques vallonnements.

On n'y rencontre aucun cours d'eau, à part un petit ruisseau ou riau appelé Riaud de la Motte qui traversait autrefois plusieurs étangs aujourd'hui desséchés, mais de nombreux fossés facilitent l'écoulement des eaux dans les régions imperméables. On y voit néanmoins en assez grande quantité des cuvettes où l'eau séjourne et d'où elle ne disparaît que par l'évaporation. Quelquefois des fissures se produisent dans les roches, la couche imperméable s'effondre et les cuvettes font place à des entonnoirs appelés gouffres ou emposieux.

Le peuplement de la forêt est à peu près uniforme. Le chêne domine nettement (37 parties de chêne sur deux de charme et une de hêtre). Les taillis sont généralement vigoureux et les futaies belles et nombreuses. Les sous-bois où poussent des épines

⁽¹⁾ A. VACHER. — *Le Berry. Op. cit.*, p. 294 et suiv.

⁽²⁾ Sa superficie cadastrale, routes non comprises, n'est que de 5.052 hectares.

dures, des coudriers et des cornouillers sont formés principalement de charmes dans leurs parties calcaires, et, tandis que sur l'argile et le sable croissent l'asphodèle, la fougère et le houx, les parties plus humides sont recouvertes de carex et de grosses fétriques appelées fenasses ou augions, mais surtout de bourdaine qu'on y trouve en grande abondance ⁽¹⁾.

AMÉNAGEMENT. ANCIENS PLANS. REVENU. EXPLOITATION. — L'aménagement de la forêt était fait autrefois dans le but exclusif de l'alimentation des forges qui se trouvaient toutes proches, le long de l'Indre. Quatre massifs étaient en futaies : les trois Fouineaux, Mortague, le Maine et la Verrerie ; le reste formant la partie la plus importante, en taillis. Les exploitations annuelles portaient sur le 1/22 de la superficie totale ⁽²⁾.

Le bois était transformé en charbon et servait ainsi à la fusion du minerai.

Mais bientôt les forges ne purent absorber toute la production de charbon, aussi les aménagements de 1841 et de 1860 augmentèrent-ils la proportion des futaies. Enfin, le dernier aménagement qui remonte à 1886 divise la forêt en quatre séries dites d'Ardenes, du bois Simon, du Poinçonnet et de la Bonne-Dame, et envisage sa conversion entière en futaies après une période préparatoire devant s'étendre jusqu'à 1933.

Jadis, les arbres de la forêt étaient employés par la marine et expédiés par le canal du Berry, mais, ce débouché ayant disparu à la fin du siècle dernier, ils furent en grande partie convertis en merrains pour servir à la fabrication des fûts. La Charente en était le principal acquéreur. Quant au charbon de bois, depuis la fermeture des forges, il est vendu à Paris par les adjudicataires des coupes ⁽³⁾.

Le revenu de la forêt de Châteauroux qui, en 1902, était de 125.000 francs, devait atteindre 250.000 francs en 1933 au moment de l'application du nouvel aménagement. La dépréciation du franc

(1) E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, tome I, op. cit., p. 3.

(2) *Archives de l'Inspection des forêts de Châteauroux*. « Cahier qui contient les plans des 27 cantons de bois faisant partie des bois de Châteauroux, Saint-Maur, Bommiers, Brives, pour être exploités pendant le bail des forges de Clavières, 1744-1752. »

(3) E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, tome I, p. 2.

a naturellement gonflé artificiellement ces chiffres. Le revenu net annuel moyen des années 1920 à 1924 s'est élevé à 282.000 fr. ⁽¹⁾.

SES RAPPORTS AVEC L'HOMME. — L'exploitation du bois a de tout temps occupé un grand nombre d'ouvriers. Ceux-ci habitaient autrefois des loges qui n'étaient autres que des huttes construites en planches, en terre et en mottes de gazon. Elles formaient de véritables villages : les Loges de Dressais, Loges de la Cueilie, Loges de Brenne, Loges de Jopeau.

Au dix-huitième siècle, ces ouvriers, bûcherons, charbonniers, voituriers, ne jouissaient pas d'une très bonne réputation. « Ils forment une espèce de république qui n'a aucune discipline, ne connaît aucun maître, ne paye ni taille, ni gabelle au roi, ni aucunes autres impositions. » « Si un homme en a tué un autre, il se réfugie dans ces loges et personne ne l'y va chercher ; si un particulier d'une paroisse voisine se trouve trop chargé d'impôts, il quitte son domicile et va bâtir une loge dans quelques-uns de ces endroits. Il est même avéré qu'on a trouvé dans le voisinage de ces loges des hommes assassinés dont les cadavres ont été découverts par des chiens » ⁽²⁾.

Aujourd'hui ces loges ont fait place à de petits villages où les maisons sont construites en pierres et entourées de jardins. Les bûcherons sont en même temps agriculteurs, beaucoup sont propriétaires et ne travaillent au bois que pendant la morte-saison ; d'autres, simples ouvriers, quittent la forêt à l'époque des travaux de fenaïson et de moisson. Ils ne sont pas d'ordinaire spécialisés dans l'exploitation du bois et sont rarement syndiqués.

Il existe toutefois au Poinçonnet une Association ouvrière de carriers et bûcherons. Ce petit syndicat dont l'objectif semblait être, au début du siècle, de marcher sous la bannière du socialisme agraire, fortement organisé dans le Cher et la Nièvre ⁽³⁾, paraît avoir abandonné aujourd'hui une partie de son programme politique. Il ne comprend que peu de membres. On ne compte en 1926 que 35 sociétaires propriétaires d'actions et 15 auxiliaires. Son

⁽¹⁾ Archives de l'Inspection des forêts.

⁽²⁾ Archives Départementales de l'Indre. — Inventaire série A, n° 75. Mémoires de 1735 sur les Loges de Dressais.

⁽³⁾ Eugène BROUËT. — *La production agricole et son organisation dans le Bas-Berry*, Paris 1907.

chiffre d'affaires, dans lequel l'exploitation du caillou entre pour une part supérieure à celle qu'apporte l'exploitation du bois et qui était de 500.000 francs en 1922, est tombé à 274.000 francs en 1925 ⁽¹⁾.

Rouliers, bûcherons et charbonniers travaillent à la tâche, au compte des adjudicataires des coupes de la forêt. Ceux-ci ont rarement recours à la main-d'œuvre étrangère, de sorte que les ouvriers indigènes, qui, une partie de l'année, consacrent leur activité aux travaux agricoles, ont ainsi un emploi assuré pendant la morte-saison. La forêt, sans nuire à l'agriculture, lui sert de cette façon d'auxiliaire en régularisant les prix de la main-d'œuvre et en maintenant à la campagne bon nombre de bras qui sans cela pourraient être attirés par les usines.

La forêt apporte encore bien d'autres avantages aux habitants du Pays d'Ardentes. Le bois se trouvant sur place et en abondance leur permet de se chauffer à meilleur compte que les habitants de contrées moins favorisées sous ce rapport. La corde de bois de 3 stères et demi se vendait 60 francs en 1925 et 80 francs en 1926, tandis qu'aux mêmes époques elle atteignait 100 et 120 francs en Champagne berrichonne.

Les branches servant à confectionner les bourrées sont ordinairement cédées gratuitement et ne coûtent par conséquent au consommateur que le prix de la façon et du transport. Enfin, l'Administration des Forêts autorise les ouvriers des communes avoisinantes à ramasser le bois mort deux jours par semaine.

Les habitants de l'ancienne commune de Saint-Martin-d'Ardentes ainsi que ceux des domaines de Boisay dans la commune de Velles ont un droit de pâturage et panage. Ils peuvent donc envoyer leurs vaches, leurs ânes et leurs porcs chercher leur nourriture dans la forêt. Jusqu'à la guerre la municipalité d'Ardentes nommait même deux pâtres pour la garde des bestiaux, l'un pour la section de la Cueille, l'autre pour celle de Dressais ⁽²⁾. Depuis la guerre les exigences des petits pâtres ont fait abandonner cet usage. Les communes d'Arthon et du Poinçonnet ne possèdent qu'un droit de panage ⁽³⁾.

Outre les différents avantages dont nous venons de parler, la

⁽¹⁾ *Archives communales du Poinçonnet.*

⁽²⁾ *Archives d'Ardentes.* — Registre des délibérations du conseil municipal.

⁽³⁾ *Archives de l'Inspection des forêts de Châteauroux.*

forêt fournit à titre gratuit un certain nombre d'autres produits qui donnent lieu à un commerce actif. Des champignons de toutes sortes y poussent en abondance : l'oronge, la lépiote élevée, les lactaires et les clavaires, mais surtout le cèpe, la chanterelle et l'hydre sinué, ces deux derniers connus communément sous les noms de girolle et de pied de mouton. On y trouve aussi de la mousse et du houx, des églantiers, recherchés par les pépiniéristes pour les greffes, et au mois de mai le muguet qui attire quantité de promeneurs.

Tous ces produits sont recueillis principalement par les riverains qui les portent aux marchés de Châteauroux et d'Ardentes où ce qui excède la consommation locale est acheté par des marchands qui en font l'expédition sur Paris.

Au Poinçonnet, qui est particulièrement bien placé pour ce genre de commerce, puisque, touchant la forêt, il n'est éloigné de Châteauroux que de 6 kilomètres, champignons, muguet, houx et mousse font vivre presque exclusivement une vingtaine de femmes qui en 1926 ont réalisé 6.000 francs de recettes avec la seule vente du muguet.

CHAPITRE II

LA VIE AGRICOLE

I. — La production agricole.

L'AGRICULTURE EN BOISCHAUT-CHAMPAGNE ET EN BOISCHAUT-BRENNE. — La nature de la terre n'étant pas la même dans les deux parties du Pays d'Ardentes, les procédés de culture et les spéculations agricoles varient, suivant qu'il s'agit du Boischaut-Champagne ou du Boischaut-Brenne.

En Boischaut-Champagne la terre végétale est légère et le sous-sol perméable, aussi la culture se fait-elle avec des chevaux, et même, dans quelques grandes exploitations, avec des tracteurs, car les champs sont de vastes dimensions, rarement coupés de haies ou de fossés. L'assolement est quadriennal ou triennal, même quelquefois biennal, les céréales alternant avec les prairies artificielles.

Les prés naturels font presque totalement défaut, aussi l'élevage des bovins n'est-il pas très répandu. Par contre, les grandes plaines sèches de cette région sont extrêmement favorables à l'élevage du mouton. Dans chaque domaine le troupeau ovin est de 150 à 200 têtes.

Les bovins sont représentés par des vaches normandes dont les veaux sont vendus pour la boucherie. Les porcs s'y trouvent en faible quantité. Achetés jeunes, ils sont engraisés dans la ferme pour servir à la consommation de ses habitants.

L'élevage des chevaux n'y est guère pratiqué, mais par contre,

tous les travaux de culture se faisant avec ces animaux, ceux-ci sont nombreux dans chaque domaine.

En Boischaut-Brenne, au contraire, les terres sont fortes et souffrent presque toutes d'un excès d'humidité. Aussi les champs sont-ils de faible étendue et très coupés de fossés ; dans toute la région qu'arrosent la Bouzanne et ses affluents ils sont entourés de haies vives, et leur superficie, très rarement supérieure à 4 ou 5 hectares, est souvent inférieure à 1 hectare. Aussi les tracteurs qui, pour donner un bon rendement, ont besoin de grands espaces sont-ils inutilisables en Boischaut-Brenne où l'on continue, ainsi qu'on l'a fait de tout temps, à employer les bœufs pour la culture.

Ces animaux, bien que travaillant plus lentement que les chevaux, sont susceptibles de fournir un travail plus régulier dans des terres humides et fortes où souvent les chevaux s'embourberaient. Ils présentent également l'avantage d'exiger une nourriture moins coûteuse et de conserver une valeur stable tout en prenant des années. Toutefois, dans les communes d'Ardentes et de Sassierges, à côté de deux ou trois attelages de bœufs, les fermiers et les métayers utilisent aussi les chevaux, surtout depuis ces dernières années où le prix de la main-d'œuvre s'est sensiblement élevé.

Toujours pour la même raison de trop grande humidité, la culture se fait en planches ou en billons afin de permettre aux eaux de s'écouler plus facilement. L'assolement est d'ordinaire quadriennal ou quinquennal : première année, guérets et plantes sarclées ; deuxième année, blé ; troisième année, avoine et marseche ; quatrième année, prairies artificielles (trèfles, minette et ray-grass) ; cinquième année, jachères.

Les prés naturels sont en abondance le long des cours d'eau et il est souvent possible de créer des prairies temporaires. Aussi la principale spéculation porte-t-elle sur les bovins de races Charolaise et Limousine et surtout d'un croisement de ces deux races. Dans chaque domaine, le troupeau se compose de huit à douze bœufs et d'un nombre un peu plus considérable de vaches, outre les génisses et les bouvillons. Ces derniers sont élevés dans la ferme où ils servent les uns au travail, les autres à la reproduction, puis ils sont engraisés et vendus pour la boucherie vers l'âge de six à sept ans.

On ne voit plus en Boischaut-Brenne que très peu de moutons ;

une épidémie de cachexie aqueuse survenue pendant l'hiver 1910-1911 ayant détruit la presque totalité du troupeau. Les porcs, au contraire de ce qui se passe en Boischaut-Champagne, sont élevés dans le domaine, et, sauf les animaux nécessaires à la consommation de la ferme, vendus vers l'âge de deux à trois mois.

La culture se faisant presque exclusivement avec les bœufs, les chevaux sont rares, toutefois il existe dans chaque domaine une ou deux poulinières dont les fermiers et métayers se servent pour aller aux foires.

Dans les deux régions, les oiseaux de basse-cour sont les mêmes : poulets, canards, oies et dindons. Les ânes et les chèvres sont aussi très répandus ; ce sont en général les animaux de petits propriétaires et même des non propriétaires. Ils pacagent d'ordinaire le long des routes et dans les chemins ruraux qui, en Boischaut-Brenne, sont larges et couverts de gazon.

Les Cultures. — Depuis la Révolution, les cultures ont subi bien des transformations et à partir de 1850 notamment les améliorations foncières produisirent un heureux résultat. En consultant les statistiques agricoles on s'aperçoit qu'un changement important s'est manifesté aussi bien dans le genre que dans le rendement des cultures.

Les Céréales. — Au temps des statistiques Dalphonse, c'est-à-dire sous le Consulat, le seigle et l'avoine étaient plus répandus que le blé. Voici d'ailleurs la proportion des surfaces cultivées en céréales pour l'ensemble du département ⁽¹⁾ : (froment 60.129 arpents ⁽²⁾ ; avoine : 84.838 arpents ; seigle : 191.488 arpents ; orge : 60.129 arpents ; méteil ⁽³⁾ : 668 arpents). Pour le Pays d'Ardentes les proportions devaient être inférieures à la moyenne en ce qui concernait le froment et l'orgé et supérieures pour le seigle et l'avoine, car Dalphonse signale qu'en Boischaut on ensemence plus de seigle que de froment et plus d'avoine que d'orge ⁽⁴⁾.

Si en 1852, tandis que l'avoine était de plus en plus cultivée, le

⁽¹⁾ DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 205.

⁽²⁾ L'arpent équivalait à 100 perches carrées de 22 pieds de côté, soit 5.107 mètres carrés.

⁽³⁾ Mélange de seigle et de froment.

⁽⁴⁾ DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 204.

blé dépassait le seigle, laissant l'orge très en arrière, c'est que le blé avait pris la place de l'orge pour la fabrication du pain.

Voici à cette époque les étendues en céréales dans le canton d'Ardentes, la superficie des terres labourables étant de 17.500 hectares ; (froment : 1.240 hectares, soit 7,08 % seigle : 1.223 hectares, soit 6,98 % ; méteil : 16 hectares, soit 0,09 % ; avoine : 2.402 hectares, soit 13,78 % ; orge : 287 hectares, soit 1,64 %) ⁽¹⁾.

Depuis le commencement du second Empire la culture du blé a pris de plus en plus d'extension. Elle occupait 3.100 hectares en 1868 ; 4.200 hectares en 1882 ; 4.600 hectares en 1892 ; 4.800 hectares en 1902 ; 5.300 hectares en 1912 pour retomber à 4.900 hectares en 1925.

De 1852 à 1925 sa proportion par rapport aux terres labourables est passée de 7 % à un peu plus de 24 %, bien que celles-ci pendant la même période aient augmenté de plus de 2.700 hectares (17.500 hectares en 1852 et 20.210 hectares en 1925). De même le rendement moyen qui n'atteignait que 11 hectolitres à l'hectare en 1852 était de 15 hectolitres en 1892 et de 18 hectolitres en 1925.

Par contre, pendant ce même temps le méteil disparaissait complètement et le seigle perdait du terrain, 1.223 hectares en 1852 ; 770 hectares en 1892 et 368 hectares en 1925). L'avoine et l'orge en gagnaient, mais dans de moins fortes proportions que le blé ; en effet, elles occupaient respectivement 2.402 hectares et 287 hectares en 1852 ; 4.150 hectares et 810 hectares en 1892 ; 4.667 hectares et 888 hectares en 1925. Le sarrasin, quoique peu cultivé dans la région, recouvrait cependant en 1925, une étendue de 93 hectares ⁽²⁾.

Sans attribuer une valeur exagérée aux statistiques, elles nous permettent néanmoins d'apprécier dans une certaine mesure l'évolution de la production agricole. D'après les quelques chiffres indiqués ci-dessus nous pouvons constater que les céréales, fort négligées dans le Pays d'Ardentes jusqu'au commencement du second Empire, ont acquis dans la deuxième moitié du XIX^e siècle un développement considérable, tant par l'étendue cultivée que par la sélection des espèces et leur rendement. Ce mouvement,

⁽¹⁾ Archives de l'Indre. Série M. 13, statistique agricole de 1852, questionnaire.

⁽²⁾ Archives de l'Indre. — Statistiques agricoles de 1868, 1882, 1892, 1912 et 1925.

déjà fort ralenti dans les premières années du XX^e siècle, a fait place pendant la guerre à un mouvement rétrograde et en 1925, sans doute par suite de la disette de main-d'œuvre, la culture des céréales n'a pas reconquis complètement la situation qu'elle occupait en 1912.

Par rapport à l'étendue cultivable, la superficie ensemencée en céréales d'hiver (blé, seigle, avoine d'hiver) est à peu près identique en Boischaut-Champagne et en Boischaut-Brenne. Dans les communes d'Etrechet et de Buxières-d'Aillac qui peuvent être comparées l'une à l'autre en tant qu'étendue de terres labourables, le blé et le seigle, en 1925, couvraient respectivement 320 hectares et 12 hectares à Etrechet, 325 hectares et 20 hectares à Buxières.

Au contraire les céréales de printemps (avoine et marsèche) sont bien plus répandues en Boischaut-Champagne. Pour les deux mêmes communes, pendant la même année 1925, l'étendue ensemencée en marsèche était de 120 hectares à Etrechet et de 55 hectares à Buxières, et en avoine respectivement de 270 hectares et de 230 hectares, la différence portant principalement sur l'avoine de printemps.

Les rendements moyens sont loin aussi d'être identiques et l'emportent sensiblement en Boischaut-Champagne. Tandis que pour le blé ils étaient en 1925 de 14 à 16 quintaux à l'hectare à Buxières-d'Aillac, ils atteignaient 18 à 20 quintaux à Etrechet.

Les plantes sarclées. — Les pommes de terre étaient encore inconnues dans le Bas-Berry en l'an XII. Dalphonse ne les mentionne pas parmi les produits en nature des terres labourables ⁽¹⁾. Ce ne fut que vers la fin du Premier Empire qu'elles furent introduites dans le Pays d'Ardentes où en 1852 elles occupaient 166 hectares ⁽²⁾. Leur culture se développa surtout à partir de 1882 où toutefois les surfaces qui leur étaient consacrées n'excédaient pas 400 hectares ; elles passèrent aux environs de 700 hectares en 1892, de 800 hectares en 1902 pour atteindre 1.000 hectares en 1912 et 1.020 hectares en 1925 ⁽³⁾.

La culture du topinambour occupait en 1925, 114 hectares et celle du chou fourrager 130 hectares. Cette dernière plante a été

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 204.

(2) Statistique agricole de 1852, *Op. cit.*

(3) Statistiques agricoles, *Op. cit.*

introduite dans le pays sous le Second Empire par des métayers vendéens. Elle rend en Boischaut-Brenne de grands services pour l'alimentation du bétail.

On cultive aussi la carotte fourragère, la rave du Limousin, mais principalement la betterave fourragère qui en 1852 n'occupait que 45 hectares et qui en 1925 en recouvrait 413.

En 1812, pour répondre au désir du Gouvernement impérial, une usine destinée à extraire le sucre des betteraves fut organisée à Châteauroux ⁽¹⁾. Pour alimenter cette sucrerie 300 hectares de betteraves à sucre devaient être cultivés dans l'Indre et le contingent du canton d'Ardentes fut fixé à 24 hectares ⁽²⁾ ; mais la sucrerie de Châteauroux ne survécut pas au blocus continental.

A la fin du siècle dernier M. Charles Balsan chercha à développer de nouveau dans l'Indre la culture de la betterave à sucre et il créa dans ce but une nouvelle sucrerie à Châteauroux. Aussi voit-on dans la statistique agricole de 1892 15 hectares de betteraves à sucre à Ardentes et 10 au Poinçonnet, mais les paysans de l'Indre ne trouvèrent pas cette culture suffisamment rémunératrice et bientôt l'usine dut fermer.

En 1812 on essaya aussi de cultiver dans le département de l'Indre le pastel, pour la fabrication de l'indigo. Mais Ardentes ne faisait pas partie des cantons devant participer à cette culture ⁽³⁾.

Prairies naturelles et artificielles. — Le Pays d'Ardentes est loin d'être dépourvu de prairies naturelles. En 1925 on en comptait 1.612 hectares. Occupant le fond des vallées, elles sont souvent inondées pendant l'hiver par suite des crues des cours d'eau. Leur qualité est moyenne ; elles produisent environ 40 à 50 quintaux de foin à l'hectare et un chiffre supérieur dans les communes de Jeu et de Buxières où se trouvent les meilleurs herbages. Mais elles sont très inégalement réparties ; nombreuses au sud-ouest dans la plus grande partie du Boischaut-Brenne, elles n'existent à l'est que dans la vallée de l'Indre. A elles seules les quatre communes de Jeu, Buxières, Arthon et Velles en possèdent près des trois quarts (1.124 hectares), tandis que le Poinçonnet n'en a que

⁽¹⁾ *Ephémérides de la Société d'Agriculture de l'Indre.* Année 1811, p. 16.

⁽²⁾ *Archives de l'Indre.* Série M 14, arrêté du 3 février 1812.

⁽³⁾ *Archives de l'Indre.* Série M 14, arrêté du 3 février 1812.

20 hectares et Sassierges, 32. Aussi, le Pays d'Ardentes, surtout dans sa partie Boischaut-Champagne, a-t-il beaucoup gagné à l'introduction des prairies artificielles.

En l'an XII ce genre de culture était encore dans l'enfance. « On pourrait, écrit Dalphonse, suppléer à l'insuffisance des fourrages par des prairies artificielles et cette ressource deviendrait extrêmement précieuse, surtout pour la Champagne, mais c'est une innovation et une innovation est difficile à introduire » (1). « Cependant depuis quelques années, on fait des essais et ces essais ne sont pas sans succès » (2).

Il fallut toutefois encore plus de cinquante ans pour que cette innovation s'établît d'une façon à peu près générale.

En 1864, M. Bignon constate que l'introduction des prairies artificielles compte parmi les progrès les plus importants accomplis dans ces derniers temps (3).

En 1852 il n'y avait encore que 536 hectares de prairies artificielles produisant seulement 7.610 quintaux de fourrage (4). Mais, dès 1860, ce genre de culture s'étendait sur 800 hectares ; il en comprenait plus de 1.500 en 1892, près de 3.000 à la veille de la guerre et 3.150 en 1925.

Dans ce dernier chiffre le trèfle entre pour 1.117 hectares, la luzerne pour 582 hectares, le sainfoin pour 392 hectares, les vesces et trèfles incarnats pour 609 hectares, enfin les mélanges de graminées et de légumineuses pour 450 hectares.

La luzerne et surtout le sainfoin qui supportent mal l'humidité ne sont guère cultivés qu'en Boischaut-Champagne. Les quatre communes de Mâron, Sassierges, Etrechet et Le Poignonnet renferment les trois quarts de l'étendue cultivée en luzerne dans tout le canton d'Ardentes et la presque totalité de celle semée en sainfoin.

Dans cette région les prairies artificielles sont du reste bien plus nombreuses qu'en Boischaut-Brenne ; en effet, tandis qu'à Mâron elles atteignent 10 % des terres labourables, elles ne dépassent guère 6 % dans la commune d'Arthon et 4 % dans celle de

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 159.

(2) DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 159.

(3) *Société du Berry*. 12^e année 1864-1865. M. L. Bignon, *Mémoire sur le métayage*, p. 48.

(4) *Statistique agricole 1852*, Quest. *Op. cit.*

Jeu. C'est que là elles ne sont qu'un complément au contingent de fourrage fourni par les prairies naturelles.

L'étendue consacrée au pacage n'a pas sensiblement varié depuis un siècle. En 1833, lors de la confection du cadastre, elle était de 1.675 hectares ⁽¹⁾ et de 1.705 hectares d'après la statistique agricole de 1925.

Les pacages n'existent guère d'ailleurs qu'en Boischaut-Brenne où l'on fait l'élevage des bovidés. Là aussi l'on cultive le maïs pour le donner aux animaux comme fourrage vert.

Graines fourragères. — Le Boischaut-Champagne où, comme nous l'avons vu, les légumineuses sont très cultivées, est une région grosse productrice de graines fourragères, de sainfoin, de minette, de luzerne, et, en moindre proportion, de graines de trèfle violet, de trèfle hybride et de lotier corniculé. Par contre, le Boischaut-Brenne ne produit guère que les graines de trèfle violet, de minette et de ray-grass.

Culture maraîchère et fruitière. — Les légumes et les arbres fruitiers sont peu cultivés dans le Pays d'Ardentes. Ils ne sont pas l'objet de spéculations commerciales, mais suffisent généralement à la consommation des habitants. Chaque maison est entourée d'un jardin auquel l'ouvrier agricole consacre ses soins, le soir, après la fin de sa journée.

En 1925, la culture maraîchère, très divisée en petites parcelles de quelques ares, s'étendait sur 29 hectares.

Les noyers qui se trouvent presque exclusivement en Boischaut-Champagne ont donné 60 quintaux de noix en 1925 et les châtaigniers qui, au contraire, ne se rencontrent qu'en Boischaut-Brenne 123 quintaux de châtaignes.

Les autres arbres fruitiers sont le pommier, le poirier, le sorbier, le cerisier, le prunier et le pêcher, mais ce dernier en plus petit nombre.

En 1925, on a récolté 685 quintaux de pommes à cidre et 70 quintaux de pommes à couteau ⁽²⁾.

Avant la guerre, les paysans recueillaient parfois les fruits des poiriers, des pommiers et des pruniers sauvages pour en fabriquer

⁽¹⁾ Matrices cadastrales primitives des neuf communes du canton.

⁽²⁾ Statistique agricole 1925.

une boisson rafraîchissante qu'ils utilisaient pendant l'hiver, mais actuellement cet usage tend à disparaître, les ouvriers agricoles ne voulant plus guère consommer que du vin.

La poire la plus répandue est la poire Curé. C'est un fruit gros, allongé, renflé au milieu, de couleur vert-clair, à chair blanche et pas très fine, assez bon cru, très bon cuit et d'excellente conservation pour l'hiver.

C'est vers 1760 que M. Leroy, curé de Villiers-en-Brenne, découvrit le poirier sauvage avec lequel il greffa dans son jardin le pied-mère des nombreux poiriers de poires Curé que l'on voit aujourd'hui dans toute la région ⁽¹⁾.

La vigne. — La vigne n'a jamais occupé qu'une place très secondaire dans le Pays d'Ardentes. Cependant le paysan lui attribue une très grande importance et presque tous les petits propriétaires ont leurs clos de vigne auxquels ils apportent un soin jaloux, mais ces clos n'ont qu'une très faible étendue, et, sauf dans la commune du Poinçonnet, leur production dépasse rarement la consommation de leurs propriétaires.

En 1852, on comptait dans tout le canton 31 hectares plantés en ceps, mais ce chiffre grandit rapidement, et en 1882 il y avait 243 hectares de vigne, dont 100 hectares dans la seule commune du Poinçonnet.

Malheureusement, bientôt, là comme partout ailleurs, le phylloxéra vint faire ses ravages, et, en 1892, les vignobles du Poinçonnet n'occupaient plus que 12 hectares et ceux de l'ensemble du canton 30 hectares à peine. Mais le paysan ne se découragea pas et se mit peu à peu à reconstituer au moyen de plants greffés une partie de ses vignes détruites.

En 1925, le vignoble, sans atteindre le chiffre de 1882, s'étendait sur 157 hectares dont 54 pour le Poinçonnet seul ⁽¹⁾.

Le vin, dont la consommation est locale, n'est pas de très bonne qualité ; il est aigrelet et assez faible en alcool.

Cultures disparues. — Quelques cultures, autrefois pratiquées dans la région, ont aujourd'hui totalement disparu. Le méteil qui en 1852 occupait encore une petite étendue s'est complètement

⁽¹⁾ Société du Berry. Année 1861-1862, La poire Curé, par M. de la Tremblais, p. 43.

⁽¹⁾ Statistiques. Op. cit.

effacé devant le blé et l'avoine, de même que l'ingrain qui n'était autre que le nom vulgaire donné à l'épeautre, variété de blé dur à grains fortement adhérents à la balle. Le chanvre surtout, jadis très répandu dans le Pays d'Ardenles comme dans tout le Bas-Berry, n'est plus, depuis de nombreuses années, qu'un souvenir que rappelle le nom de chènevières porté encore actuellement par certains champs dans maintes exploitations.

Sous le Consulat, chaque maison avait sa chènevière à côté de son jardin ; on lui réservait même le terrain le meilleur. « Le chanvre est beau, écrit Dalphonse, mais il est mal manœuvré » (1).

En 1833, dans le canton d'Ardenles, 60 hectares étaient encore consacrés à la culture du chanvre, mais bientôt la navigation à vapeur se substitua à la navigation à voile et restreignit ainsi la consommation des toiles et des cordages. De même, l'industrie textile prit peu à peu l'habitude de remplacer dans les tissus la fibre de chanvre par celle de coton. Aussi, en Bas-Berry, la culture du chanvre qui avait perdu ses principaux débouchés disparut-elle rapidement.

Le bois. — Les haies et les arbres épars. — Les bois ont toujours tenu une place considérable dans le Pays d'Ardenles. En 1852 on comptait 7.804 hectares se répartissant ainsi : hautes futaies : 2.611 hectares ; taillis sous futaies : 3.500 hectares ; taillis simples : 1.693 hectares (2).

Par suite du reboisement d'une partie des landes et des bruyères, les bois occupent en 1926 une superficie de 9.105 hectares.

L'Etat est propriétaire de plus de la moitié de cette étendue, soit 5.166 hectares dont 5.052 en un seul bloc : la forêt de Châteauroux dont nous avons parlé. Il possède en outre dans le canton 114 hectares de bois situés sur la rive droite de l'Indre, dans la commune de Sassièrges-Saint-Germain. Ceux-ci forment une partie du massif de Bois-Ramier qui, avec celui de Vouillon, constitue actuellement la quatrième série de la forêt de Bommiers. La commune de Mâron est également propriétaire de 80 hectares de taillis (3).

Les bois appartenant à des particuliers (3.939 hectares) sont

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 174.

(2) *Statistique agricole de 1852*.

(3) *Archives de l'Inspection des forêts*.

loin d'avoir la qualité de la forêt de Châteauroux. Ce sont des taillis sous futaies où les arbres, du moins dans la majeure partie, poussent médiocrement.

Jusqu'à ces dernières années les propriétaires avaient coutume de vendre leurs taillis trop jeunes, vers l'âge de douze ans ; aussi la bruyère tendait-elle à s'en emparer. Ces bois ayant eu en outre à subir les atteintes des vers blancs et, de ce fait, leur croissance en ayant été fortement retardée, les propriétaires inclinent actuellement à espacer la fréquence des coupes et à n'exploiter les taillis qu'à l'âge de dix-huit ou vingt ans. Mais beaucoup d'entre eux se sont laissé tenter par les hauts prix que, depuis la guerre, ont atteints les arbres de vieille écorce, de telle sorte que les réserves ont sensiblement diminué.

Ces bois sont situés en bordure de la forêt de Châteauroux ou épars un peu dans tout le Boischaut-Brenne. Les massifs les plus importants sont ceux du Plessis, de Beauregard, de Fougères, de Mâron, de Greuille, des Buttes de l'Age et du Gouffre.

Aux bois, il faut ajouter dans la portion du Boischaut-Brenne, située dans le bassin de la Bouzanne, les haies fort nombreuses qui servent de clôtures aux champs et qui sont formées d'épines blanches et noires, de ronces et de plants d'acacias, de frênes, de chênes, d'ormeaux et de noisetiers. Chaque champ est ainsi entouré d'une petite muraille qui a l'avantage de fournir du bois, d'assainir les terres, mais surtout d'interdire aux bestiaux l'accès des héritages voisins.

Les animaux peuvent ainsi être laissés au pacage sans avoir besoin de la surveillance d'un gardien, ce qui présente un réel intérêt.

Par contre, les haies ont l'inconvénient d'allonger les trajets, de transformer les chemins communaux ou d'exploitation en chemins creux et surtout de nuire aux cultures par leurs racines et leur ombrage. Elles obligent, de plus, à un entretien constant, car, abandonnées à elles-mêmes, elles élargissent et envahissent les cultures, tandis qu'en certains points elles se dégarnissent, laissant des brèches par lesquelles peuvent passer les animaux.

Jadis, elles étaient presque de petites forêts ; aujourd'hui, elles ont diminué, sinon en nombre, du moins en épaisseur, et les paysans, qui en reconnaissent les avantages, les entretiennent avec soin, malgré les sacrifices pécuniaires qu'il leur en coûte.

Les arbres épars que l'on rencontre principalement sont le chêne, l'orme et le frêne. Ce sont, pour la plupart, des têtards que les paysans élaguent périodiquement en vue de leur chauffage personnel. Ils sont en telle abondance dans les haies du Boischaut que, vu de loin et d'un lieu un peu élevé, le pays ressemble à un véritable bocage. En outre, le long des cours d'eau, les aunes et les peupliers poussent avec force.

En Boischaut-Champagne, au contraire, les arbres épars sont rares. On n'y rencontre guère que des ormeaux plantés en bordure des routes et des chemins d'exploitation.

Les animaux. — L'élevage s'est développé parallèlement à la culture. Le cheptel du Pays d'Ardenes est principalement constitué par des équidés, des bovidés, des ovidés et des suidés.

Les équidés. — Avant la Révolution, les chevaux, provenant d'un mélange de races et généralement abandonnés à eux-mêmes, étaient sans vigueur et sans qualités.

Des efforts, cependant, avaient été faits pour leur sélection. En 1764, des haras furent établis et, en octroyant des privilèges aux particuliers, on encouragea ceux-ci à avoir des étalons. La race se perfectionna et acquit de la réputation.

Les remontes trouvaient dans l'Indre des chevaux de dragons et de hussards, mais l'assemblée provinciale du Berry supprima les privilèges, et l'Assemblée Constituante les haras. A partir de ce moment, la surveillance étant abandonnée, les soins furent négligés ; les réquisitions enlevèrent tout ce qu'il était possible, si bien que la race dégénéra complètement ⁽¹⁾.

Dans le courant du XIX^e siècle, les grands propriétaires, aidés par la Société d'Agriculture, cherchèrent à restaurer la race équine. On abandonna les chevaux fins dont la vente devenait de plus en plus difficile et l'on conserva comme poulinières les juments les plus fortement membrées. On les fit saillir par des étalons perchons des haras d'Argenton ou par des étalons de gros trait appartenant à des propriétaires du pays ⁽²⁾. On obtint ainsi un croisement de la race perchonne avec la race du pays, donnant des sujets assez forts qui pouvaient être attelés à la fois à la char-

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 184.

(2) *La Terre du Plessis*, p. 62.

rue, au tombereau et à la petite voiture. Ce sont encore les chevaux élevés actuellement dans la région Boischaut-Brenne ; vendus vers l'âge de un an à dix-huit mois aux foires du Pont et d'Ardentes, ils sont souvent achetés par les agriculteurs de la Brenne ou de la Champagne berrichonne.

Au nombre de 828 en 1852, les chevaux atteignaient 1.262 unités en 1892, 1.600 en 1913 et 1.545 en 1925 ⁽¹⁾.

Si, malgré un fléchissement certain pendant la guerre, les chevaux ont à peu près regagné leur effectif de 1913, c'est que, pour parer à la crise de la main-d'œuvre, beaucoup d'agriculteurs de la région de Sassièrges et d'Ardentes ont substitué à une partie de leurs bœufs de trait de solides percherons qui ont l'avantage de travailler plus vite.

Il est d'ailleurs à signaler que le cheval de trait léger est sans cesse en diminution, tandis que le cheval du type percheron voit son effectif augmenter.

En 1925, les mulets étaient au nombre de 16 et les ânes de 802 ⁽²⁾. Ces derniers sont très répandus, surtout chez les petits agriculteurs auxquels ils rendent des services signalés.

Les bovidés. — Dalphonse distinguait deux espèces de bœufs : ceux employés au labour des terres à froment et ceux employés au labour des terres à seigle ⁽³⁾ ; les premiers, plus forts et d'un plus grand corsage, provenant des départements de la Vienne et de la Haute-Vienne ; les seconds, tirés de la Creuse et du Cher ou élevés dans le pays. Les vaches n'étaient pas d'une belle espèce.

Partout, taureaux, vaches et génisses erraient à l'aventure dans les bois, les brandes et les jachères. Maigre, mal soigné, aucune précaution n'étant prise pour sa reproduction, le troupeau était dans un état lamentable.

Depuis lors, de grands efforts furent faits pour son amélioration. Taureaux et vaches charolais et limousins furent achetés dans leur pays d'origine. Introduits d'abord dans la région de La Châtre, ils pénétrèrent peu à peu dans les régions avoisinantes. Aujourd'hui, beaucoup de taureaux charolais de la partie du canton d'Ardentes située en Boischaut-Brenne sont achetés aux foires de La Châtre ou viennent de cette région.

⁽¹⁾ Statistiques agricoles.

⁽²⁾ Statistiques agricoles.

⁽³⁾ DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 184.

En plein Pays d'Ardentes, dans sa Terre de Greuille et à Laleuf, dans la Vallée Noire, M. Jean de Vasson, secondé par son fils, M. Jacques de Vasson, sélectionna tout particulièrement la race charolaise. De nombreux reproducteurs inscrits au « Herd book » et provenant de ces deux propriétés se répandirent dans maintes exploitations du pays et contribuèrent ainsi pour beaucoup à l'amélioration du cheptel bovin.

Ce sont les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse qui fournissent les taureaux limousins de la contrée.

Actuellement, la plupart des troupeaux bovins de la région Boischaut-Brenne sont constitués par un mélange des deux races limousine et charolaise. On obtient ainsi un animal blond, plus énergique que le charolais et plus gros que le limousin.

Dans le Boischaut-Champagne, on fit venir des vaches et des taureaux de Normandie, si bien qu'à l'heure actuelle les bovidés y sont presque exclusivement représentés par des vaches normandes.

En 1852, le troupeau bovin comprenait 3.313 têtes, se répartissant ainsi : taureaux 315, bœufs 1.182, vaches 1.215, élèves 601.

La race dominante était encore la race berrichonne et celle le plus souvent introduite la race limousine (1).

En 1925, on comptait 6.365 têtes, comprenant 161 taureaux, 1.447 bœufs, 2.686 vaches, 1.175 élèves de plus d'un an et 896 élèves de moins d'un an (2).

En 1913, le troupeau bovin n'atteignait pas tout à fait ces chiffres.

Si, malgré une diminution assez appréciable pendant la guerre, il a regagné et au-delà le terrain perdu, c'est que les agriculteurs ont été amenés par le coût élevé et la rareté de la main-d'œuvre à négliger un peu la culture pour se consacrer plus particulièrement à l'élevage, fort rémunérateur, surtout en 1920.

Ovidés. — Les bêtes à laine du Berry ont toujours eu une grande réputation. « Leur laine est courte, fine et douce. Mais, ce sont seulement les bêtes de Champagne qui ont ces qualités ; les

(1) Stat. agr. 1852, questionnaire.

(2) Archives de l'Office agricole. Stat. agr. de 1925, tableau de dépouillement cantonal.

mêmes, transportées en Boischaut, ont rapidement une laine grosse et dure. » ⁽¹⁾.

On essaya divers croisements de Southdown et de Dishley-Mérinos, mais grâce à la création en 1895, par la Société d'Agriculture de l'Indre, d'un livre généalogique (*flock-book*), la race berri-chonne de l'Indre a conservé son individualité. C'est une race rustique, très prolifique, dont la chair est excellente. On en distingue encore deux variétés, celle de Champagne, la plus répandue, et celle de Crevant.

En 1852, le troupeau ovin comprenait dans le canton d'Ardentes 40.147 têtes ⁽²⁾, dont : béliers, 134 ; moutons, 25.464 ; brebis, 8.784 ; agneaux, 6.035.

En 1925, il ne comptait plus que 12.291 têtes, soit : béliers, 121 ; brebis, 7.660 ; moutons, 700 ; agneaux, 3.810.

C'est que des épidémies de cachexie aqueuse, dont la dernière survenue pendant l'hiver 1910-1911 fut la plus violente, détruisirent en Boischaut-Brenne la presque totalité des moutons.

Depuis lors, bien peu de propriétaires et de fermiers ont reconstitué leur troupeau.

A Arthon, en 1925, on n'en compte que 55 brebis ; à Velles, 140 ; à Jeu, 75.

La presque totalité du contingent actuel est fournie par le Boischaut-Champagne. En 1925, la seule commune de Mâron possédait 3.000 brebis, 50 moutons et 1.500 agneaux. Mais là aussi, la cherté de la main-d'œuvre et la difficulté de se procurer des bergers ont contribué à la réduction de l'élevage ovin.

Les chèvres sont encore assez nombreuses. En 1925, il y en avait 1.409, outre 21 boucs. Elles existaient déjà en grande quantité avant la Révolution.

Une loi du 6 octobre 1791 avait enlevé le droit de les tuer et Dalphonse constate ironiquement qu'elle leur a donné le droit de détruire ⁽³⁾.

Elles causent, en effet, des dégâts considérables aux haies et aux arbres fruitiers. Aussi, chercha-t-on à en réduire le nombre. Actuellement, bien que dans tous les baux il soit interdit aux

⁽¹⁾ DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 184.

⁽²⁾ *Statist. agr.* 1852, *Op. cit.*

⁽³⁾ DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 182.

métayers de posséder des chèvres, beaucoup en ont une ou deux. Les petits particuliers ont aussi presque tous des chèvres.

En Champagne, elles permettent de faire un fromage excellent connu sous le nom de Levroux ou de Valençay. Dans le canton d'Ardentes, les fromages de Sanguille (communes d'Etrechet et d'Ardentes) ont de la réputation, mais dans la région Boischaut-Brenne les fromages de chèvre, presque toujours mélangés de lait de vache, sont de qualité très médiocre.

Suidés. — Dalphonse parle peu des porcs. D'après lui, ces animaux ne sont pas de grande taille et on ne donne pas à cette branche de commerce toute l'étendue dont elle serait susceptible ⁽¹⁾.

Depuis, la race a été considérablement améliorée grâce à l'introduction de verrats craonnais.

Le nombre des porcs est actuellement de 4.000 têtes environ, dont : verrats, 64 ; truies, 682 ; animaux à l'engrais, 1.040 ; porcs jeunes de moins de six mois, 2.225.

Volailles. — Les poulets et les canards sont nombreux. Il n'est guère de ménagères qui ne possèdent quelques poules, même lorsqu'elles ne disposent d'aucun enclos ; aussi, ces volailles vont-elles chercher leur nourriture dans les champs et sur les routes. Les poulets sont généralement, mais principalement en Boischaut-Brenne, de médiocre qualité et toutes les races s'entrecroisent.

On faisait autrefois en grand l'élevage des dindes et des oies, les premiers plutôt en Champagne, les secondes plus particulièrement en Boischaut.

Depuis la guerre, les dindons sont en notable diminution, surtout en Boischaut-Champagne, ces oiseaux exigeant une surveillance continuelle et les gardiens de volailles étant devenus fort rares et d'un prix élevé. En Boischaut-Brenne néanmoins, les dindons se rencontrent en plus grand nombre, car ils sont laissés en liberté dans les champs entourés de haies.

Les oies sont toujours l'objet d'un marché actif. On les engraisse souvent pour les convertir en confits. C'est une coutume qui existait déjà avant la Révolution et qui s'est maintenue jusqu'à nos jours.

(1) DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 182.

Pour conserver la chair des oies, on les fait rôtir, on lève les ailes et les cuisses que l'on met dans un pot de grès après les avoir recouvertes de leur propre graisse ; mais la consommation des confits se fait sur place, on ne les expédie pas et, en somme, cet usage n'a pas donné naissance à une industrie.

Abeilles. — Quelques années après la Révolution, les abeilles étaient encore peu répandues dans la région.

Elles habitaient des cabanes faites de baguettes de coudrier et de terre. On ne prenait primitivement aucune précaution pour la taille et les essaims ne recevaient aucun soin, mais peu à peu quelques propriétaires se mirent à avoir des ruches et à mieux soigner leurs abeilles.

Aujourd'hui, dans la région Boischaut-Champagne, les abeilles sont nombreuses et fournissent un excellent miel doré. Dans le Boischaut-Brenne, le miel est brun et d'une qualité inférieure ; aussi, les ruches sont-elles en plus faibles quantité.

ANIMAUX NUISIBLES. — *Gibier et chasse.* — De tout temps, les vastes étendues boisées du Pays d'Ardentes furent peuplées d'animaux sauvages.

Sous le Directoire et le Consulat, loups, renards et sangliers foisonnaient dans toute la contrée. Il y avait aussi des chevreuils et quelques cerfs.

Les loups faisaient un tort considérable à l'agriculture. La loi du 20 Messidor an V accorda aux destructeurs de loups des primes variant de 20 à 50 francs suivant qu'il s'agissait d'un louveteau, d'un loup ou d'une louve pleine.

En l'an X, 21 loups et louveteaux furent détruits dans l'arrondissement de Châteauroux ⁽¹⁾.

On organisait des battues auxquelles tout le pays prenait part. Le 13 janvier 1810, le Garde général forestier donnait l'ordre au maire de Buxières d'avoir à fournir pour une prochaine battue quinze de ses meilleurs tireurs et vingt-cinq traqueurs. Neuvy, Le Lys, Gournay, Jeu et Bouesse devaient en fournir autant. Le rendez-vous était à Villaumier. M. Loquin, juge de paix à Ecueillé,

(1) DALPHONSE. — *Op. cit.*

amenait ses chiens à loups. On détruisit dans la journée 9 bêtes, soit 6 loups et 3 louves et le préfet envoya ses félicitations ⁽¹⁾.

Grâce à la lutte acharnée menée contre eux et grâce aussi aux nombreux défrichements, les loups disparurent peu à peu.

En 1877 cependant, un loup enragé parcourut la partie ouest du canton et surtout ceux d'Argenton et de Saint-Gaultier. Il fut abattu dans la commune de Mosnay, après avoir fait plusieurs victimes. Ce fut l'un des derniers signalés dans la région.

Les renards existent encore dans les bois de quelque étendue ; mais, fortement piégés, leur nombre a considérablement diminué.

On ne voit presque plus de cerfs ; c'est à peine si l'on signale l'un de ces animaux de passage dans la forêt de Châteauroux. Bien qu'ils n'y soient pas chassés ordinairement, l'absence de cours d'eau et d'étangs ne leur permet pas d'y vivre d'une façon permanente.

Le sanglier et le chevreuil existent, au contraire, en grand nombre. Ces derniers surtout, rares avant la guerre, se sont beaucoup multipliés depuis une dizaine d'années. Les sangliers, moins abondants que les chevreuils, sont encore assez nombreux pour causer des dommages à l'agriculture ; aussi, cherche-t-on à les détruire.

Il y a dans le canton ou sur ses confins deux équipages de chasse à courre : un vautrait et un équipage de chevreuil. Quoique ce genre de chasse, vestige de mœurs féodales, semble un anachronisme en notre siècle de démocratie, le paysan et l'ouvrier ne lui sont pas hostiles. Il leur semble même que les grands bois paraîtraient vides et tristes s'ils n'étaient éveillés de temps en temps par le bruit de la meute et des trompes, mais surtout beaucoup sont sensibles aux soins que les chasseurs mettent à ne pas abîmer les récoltes et aux quelques morceaux de venaison distribués au moment de la curée.

Il existe aussi des blaireaux, des putois et des fouines et l'on rencontre même, en forêt de Châteauroux, une fouine à collet jaune qu'on appelle la martre.

Bien que les propriétaires s'efforcent d'encourager la destruction des buses et des corbeaux, les premières, destructeurs de menu-gibier et de petits oiseaux, et les seconds particulièrement

(1) M. l'abbé CHAUSSE. — *Monographie de Buxières-d'Aillac*.

nuisibles à l'agriculture, les uns et les autres sont encore en quantité considérable dans le canton.

Malgré le nombre toujours croissant des chasseurs, le petit gibier est encore assez abondant. Dans les vastes plaines du Boischaut-Champagne, l'on trouve des lièvres et des perdreaux gris ; dans les champs plus coupés du Boischaut-Brenne, surtout le perdreau rouge ordinaire et la bartavelle, partout le lapin, et comme gibier de passage, la caille et la bécasse. Sur les étangs, le canard, la judelle et la bécassine sont assez nombreux.

Le coq de bruyère, répandu jadis dans les vastes brandes qui couvraient la région, a totalement disparu. De même, le faisan n'existe plus guère que dans les propriétés très gardées où l'on pratique l'élevage et le lièvre lui-même auquel les chiens de ferme font une guerre impitoyable a sensiblement diminué.

II. — La conquête du sol par la culture

SITUATION AGRICOLE JUSQU'EN 1852. — Ce n'est pas sans travail et sans efforts de la part de ses habitants que le Pays d'Ardentes a atteint le développement agricole auquel il est aujourd'hui parvenu. Une notable partie du Berry devait être autrefois recouverte de forêts, de landes et de marais, principalement dans la région Boischaut-Brenne.

Il est hors de doute que, dans les temps reculés, les bois occupaient une bien plus grande superficie ; les immenses brandes que l'on parcourt dans le deuxième arrondissement (c'est précisément l'arrondissement de Châteauroux dans lequel se trouve le canton d'Ardentes) ne sont que d'antiques forêts tombées sous la main du temps ou détruites par la main des hommes ⁽¹⁾.

C'est aussi l'image que nous en donne M. Antoine Vacher. La zone humide, où la fertilité du sol ne saurait être qu'une qualité acquise, abandonnée à elle-même se couvre de bois, de broussailles, de marais ⁽²⁾.

La Champagne du Berry est, au contraire, un pays sec où la forêt ne pousse que là où le calcaire disparaît. A l'époque où les hommes prirent possession du sol, elle devait être une vaste clai-

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du départ. de l'Indre*, p. 65.

(2) A. VACHER. — *Le Berry*. *Op. cit.* p. 36.

rière fertile, entourée d'une ceinture de forêts, de landes et d'étangs ⁽¹⁾.

Dans la région Boischaut-Brenne, les noms des hameaux, des domaines, des terres, relevés sur le cadastre, attestent une origine boisée : Le Breuil ⁽²⁾, Le Bois, La Brande.

Il est difficile d'établir l'époque à laquelle l'homme a commencé le défrichement du sol, mais il est probable que le recul de la forêt est dû à deux causes principales : l'établissement des moines et l'industrie du fer.

C'est à partir du VIII^e siècle que des monastères d'hommes ont été fondés dans le Berry. Les couvents étaient construits au milieu des bois. Ils étaient généralement placés sous la règle de saint Benoît qui impose aux moines le travail manuel. Ceux-ci ont donc défriché et mis en culture le territoire forestier ⁽³⁾.

Le minerai de fer existait le long de la vallée de l'Indre. Il fut exploité plus tard à la Forge de l'Île, à la Forge Haute, à la Forge Basse non loin d'Ardenes. Mais, avant l'invention du haut-fourneau, la fusion du minerai se faisait dans des creusets rudimentaires. Les forgerons établissaient des installations volantes et se transportaient au milieu des bois selon leurs besoins en combustible ⁽⁴⁾. Il est donc fort probable que la forêt a sensiblement reculé sous leurs atteintes.

Mais, peu avant la Révolution, le sol était en grande partie laissé à la végétation spontanée. En parcourant les terriers et livres dressés au XVIII^e siècle et les états du territoire des communes établis au début de la Révolution, il est facile de se rendre compte de la grande abondance des terres en friche ⁽⁵⁾.

Si la région Boischaut-Champagne, plus fertile, était à peu près régulièrement cultivée, il existait encore dans la région Boischaut-Brenne de vastes étendues de brandes incultes, où de maigres troupeaux paissaient une herbe rare. Les cultivateurs ne labouraient guère que les terres se trouvant à proximité de leur habitation. Ils travaillaient peu et se contentaient d'une vie misérable, mangeant du pain d'orge et vivant dans de pauvres demeures.

(1) A. VACHER. — *op. cit.*, p. 37.

(2) Breuil signifie petit bois enclos de murs, du bas-latin *Brogilum*, *Broilum*.

(3) RAYNAL. — *Histoire du Berry*, Bourges 1845, tome I, p. 279 à 322 et 412 à 461.

(4) Antoine VACHER. — *Op. cit.*, p. 35.

(5) *Archives de l'Indre*. Série S.

res couvertes de chaume. La viande, exclusivement de porc, n'entrait dans leur alimentation qu'environ une fois l'an, à l'époque de la moisson.

« Pauvres cultures, gens misérables » s'écrie Arthur Yung en traversant cette partie du Berry ⁽¹⁾. Cet état lamentable était en grande partie dû à l'existence de la vaine pâture et de communautés taisibles.

La coutume avait consacré un droit de vaine pâture poussé à un tel point que nul n'était parfaitement propriétaire. Le bois ne pouvait être défendu que trois mois ; les prés, les prairies artificielles étaient dévorés par le bétail du voisin ⁽²⁾. Les agriculteurs n'avaient donc aucun intérêt à améliorer et à travailler un sol qui devait profiter à autrui. Ils trouvaient, en revanche, dans le droit de vaine pâture la possibilité de vivre, sans grand travail, du produit de leur troupeau.

Les communautés taisibles avaient des effets aussi funestes. Elles étaient ainsi définies par la coutume du Berry : « Entre frères et sœurs, ou autres demeurant ensemble, vivant à même dépens, ayant communication de gains, profits et pertes par an et jour, s'ils sont capables de contracter société, est induite taisible société quant à la communication des meubles et conquêts, faits et acquis durant et constant la dite taisible société. » ⁽³⁾ Ces communautés empêchaient tout progrès, chacun ayant la prétention de profiter de tous les bénéfices de l'association et rejetant le plus possible sur les autres sa part de charges communes.

L'anarchie régnait ainsi dans une ferme où chacun était maître au même titre. Joignons à cela la mauvaise éducation des habitants qui passaient toute leur enfance à garder les troupeaux. le vagabondage des valets de ferme qui changeaient de maître à chaque saison, et nous aurons une image de l'état de nos campagnes avant la Révolution : quelques maigres cultures, mais surtout des terres abandonnées à la végétation spontanée, une population résignée, mais sans énergie ⁽⁴⁾.

La Révolution supprima les communautés taisibles et restreignit le droit de vaine pâture, mais le bouleversement économique

⁽¹⁾ ARTHUR YUNG. — *Voyages en France*, juin 1787.

⁽²⁾ DE GIRARDOT. — *Essais sur les Assemblées provinciales*, Bourges 1845, p. 270.

⁽³⁾ *Anciennes coutumes du Berry*, chapitre XXII, p. 149-151.

⁽⁴⁾ DE GIRARDOT. — *Op. cit.*, p. 270.

qui l'accompagna ne fut guère favorable au développement de l'agriculture, si bien que sous le Consulat et l'Empire l'état agricole n'était pas meilleur qu'en 1789.

Le premier préfet de notre département, le comte Dalphonse, auteur de statistiques des plus précieuses, parle des vastes étendues de terres incultes qui se trouvaient surtout entre Châteauroux et les limites sud et ouest du département ⁽¹⁾. Elles s'étendaient donc sur toute la partie du canton que nous avons appelée Boischaut-Brenne.

Pendant la période révolutionnaire, si le gouvernement se préoccupa de l'état lamentable de nos campagnes, il n'organisa rien de pratique pour développer les cultures. Le commissaire établi à la surveillance du canton d'Ardenes écrivait dans son rapport mensuel : « On s'en tient aux vieilles routines. » « Les habitants ont la fausse idée que les terres en brandes sont plus propres à nourrir les bêtes » ⁽²⁾ et il rendait ainsi les habitants responsables de leur misère. Mais il oubliait de dire que les ressources nécessaires à l'amélioration de leurs cultures et de leurs troupeaux leur faisaient complètement défaut et que le petit nombre de routes et le mauvais état des chemins ruraux rendaient tout échange presque impossible.

L'insalubrité du pays ne permettait pas non plus aux habitants le labeur qu'eût exigé l'amélioration de leur sort. Dans toute la région du canton que nous avons appelée Boischaut-Brenne et qui portait fréquemment le nom de « Queue de Brenne », se trouvaient de nombreux étangs, peu profonds, marécageux, d'où s'échappaient des émanations malsaines, des miasmes délétères. De même que dans la Brenne, la fièvre intermittente y régnait à l'état endémique, faisant chaque année de nombreuses victimes parmi la population des campagnes ⁽³⁾, laquelle, par suite de son extrême pauvreté, étant réduite à ne vivre que de pain d'orge, ne pouvait résister à la maladie ⁽⁴⁾. Aussi, le chiffre de la mortalité moyenne était-il très élevé.

Pour 1.000 habitants, il était de 20,2 % à Etretchet ; 28,6 à Sas-sierges ; 29,8 à Lourouer-les-Bois ; 33,3 à Mâron (c'est-à-dire en

⁽¹⁾ DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 173.

⁽²⁾ *Archives de l'Indre*, L. 138, rapport de Frimaire an VIII.

⁽³⁾ *Ephémérides Société agr. de l'Indre. Op. cit.*, 1838, p. 99 et 1839, p. 44.

⁽⁴⁾ *Id.* 1831, p. 40.

Boischaut-Champagne); de 30,5 à Ardentes; 30,6 à Buxières-d'Aillac; 34,6 à Velles; 38 à Arthon; 40,4 à Jeu-les-Bois (c'est-à-dire en Boischaut-Brenne), tandis que dans le département de l'Indre pris en masse il n'atteignait que 24,6 % ⁽¹⁾.

La situation des cultivateurs se présentait sous un jour absolument lamentable. Il leur eût fallu travailler pour lutter contre le marais et la brande, mais leur état de dénuement, la faiblesse de leur tempérament, miné par la fièvre, leur interdisaient tout effort.

Ce n'est qu'avec le second Empire que commença la transformation agricole de la région qui nous occupe. Grâce au labeur tenace et persévérant des agriculteurs, à l'initiative éclairée de quelques propriétaires, à l'aide de la Société d'Agriculture et aux encouragements du Gouvernement, on se rendit maître de la fièvre en desséchant les étangs et les marais; on défricha les brandes, on en reboisa; on chaula et draina les terres; on fit enfin du Pays d'Ardentes, ainsi que nous l'avons vu, une région susceptible de fournir des moissons moyennes et de nourrir un troupeau assez abondant. En comparant, comme nous l'avons déjà fait, la statistique agricole de 1852 à celle de 1892 et aux suivantes, nous pouvons juger de toute l'étendue du chemin parcouru.

George Sand note déjà le commencement de cette transformation. Elle parlait en ces termes de la région située au sud d'Ardentes: « Entre Châteauroux et Nohant, recommence une espèce de Sologne qui se prolonge jusqu'à l'entrée de la Vallée Noire. Ce désert, car il est à peine semé de quelques fermes et de quelques chaumières aujourd'hui, et à l'époque de mon récit il n'en contenait pas une seule, est appelé dans le pays « La Brande ». Vers l'extrémité qui regarde Châteauroux est une bourgade qu'on appelle Ardentes. » ⁽²⁾.

La Bonne Dame de Nohant, comme on l'appelait dans le pays, constatait déjà les améliorations apportées depuis son enfance à ces terres longtemps abandonnées, puisque des fermes et des chaumières avaient été construites là où il n'y avait rien quelques années auparavant.

⁽¹⁾ *Société du département de l'Indre*, tome II, 1854-1855. Statistique sur la mortalité, par M. de la Tremblais, p. 77.

⁽²⁾ George SAND. — *Histoire de ma vie*, tome II, nouvelle édition Calmann-Lévy, Paris 1879, p. 336.

Et poursuivant : « C'est beaucoup moins pauvre et moins laid que la Sologne, surtout aujourd'hui que presque tous les abords de la route sont cultivés. » ⁽¹⁾.

Nous allons aborder maintenant l'étude des améliorations foncières et culturales apportées peu à peu, depuis la Révolution, aux terres et aux cultures du canton.

AMÉLIORATIONS FONCIÈRES. — *Dessèchements et drainages.* — Le mauvais état des cultures venant principalement de l'apathie des habitants qui, dévorés par la fièvre, n'avaient ni le courage ni la force de cultiver leurs terres, pour supprimer le mal il fallait avant tout en faire disparaître la cause, c'est-à-dire les marais et les étangs qui avaient une si fâcheuse influence sur l'état sanitaire.

En effet, il y a un peu plus d'un demi-siècle, les étangs étaient nombreux dans toute la région Boischaut-Brenne. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir une ancienne carte du pays. Dans la seule commune d'Arthon, il existait seize étangs. Neuf ont été desséchés et mis en culture dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1833, dans les quatre communes situées dans le bassin de la Bouzanne, les étangs s'étendaient sur 490 hectares ⁽²⁾. Ils n'en occupent pas 150 aujourd'hui.

Mais les marais avaient une influence encore plus fâcheuse. Ils ont tous été assainis par de larges fossés permettant l'écoulement régulier des eaux.

Il fallut, en outre, en Boischaut-Brenne où le sous-sol est imperméable, empêcher l'eau de séjourner dans les terres labourables. On augmenta alors le nombre des fossés, divisant parfois les champs en plusieurs parties, mais surtout, dans quelques propriétés, on draina les terres les plus humides.

Les drains sont des caniveaux de pierres ou plus souvent des tuyaux de poterie placés bout à bout, au-dessous de la couche arable. Leurs interstices n'étant pas cimentés permettent aux eaux du champ de pénétrer dans le tuyau. Celles-ci, grâce à une légère inclinaison de trois centimètres par mètre environ, sont conduites dans un caniveau plus grand et de là dans des fossés d'assainissement. Malheureusement, le drainage coûtant déjà cher avant la

⁽¹⁾ George SAND. — *Id.*, p. 336.

⁽²⁾ Matrices cadastrales de 1833.

guerre ⁽¹⁾, beaucoup de propriétaires reculèrent devant la dépense, aussi aujourd'hui à peine un sixième des terres humides sont-elles drainées. Actuellement le drainage a atteint des prix si élevés qu'il n'est plus nulle part pratiqué. Il a d'ailleurs l'inconvénient de ne produire d'effets que pendant quelques années car les terres et surtout les racines arrivent rapidement à obstruer les drains.

Défrichement et reboisement. — Au début du siècle dernier, de vastes brandes couvraient une partie du Boischaut-Brenne. On en comptait encore 4.750 hectares en 1833 dans les communes de Velles, Arthon, Buxières-d'Aillac, Jeu-les-Bois, Ardentes, Saint-Martin et Sassierges-Saint-Germain ⁽²⁾.

Dalphonse nous indique comment de son temps l'on commençait à en cultiver quelques petites portions au moyen du pelage ou écobuage. Cela consistait à enlever à l'aide d'un long et large pic des gazons de 0 m. 50 environ et à les renverser sur la terre de manière que l'air puisse circuler à travers et à en sécher toutes les parties. Ils étaient ensuite réunis en forme de cônes, puis on y mettait le feu. Ils se réduisaient en cendres que l'on répandait sur le terrain le plus également possible, ensuite on semait du seigle qui poussait avec une grande vigueur ⁽³⁾.

Dans le courant du XIX^e siècle, beaucoup de propriétaires avaient usé de ce procédé pour mettre leurs terres en culture. D'autres employaient le retranchement direct.

Il y eut vers 1840 un grand effort de défrichement. Dans la commune de Velles, M. Muret de Bort, propriétaire de la Terre de la Madrolle, faisait défricher 23 hect. par pelage et 1 hect. à tranche ouverte. Dans la même commune et dans celle d'Arthon, M. Petit défrichait 26 hect. ⁽⁴⁾. Il avait établi sur sa terre de Vauzelle une colonie Saint-Simonienne ⁽⁵⁾. Dans la commune de Jeu-les-Bois, en 1845, M. Aubé avait défriché 40 hect. sur 100 hect. de brandes lui appartenant ⁽⁶⁾. Beaucoup d'autres propriétaires

⁽¹⁾ Le prix de revient était en 1897 de 100 à 120 francs par hectare. *La terre du Plessis*, Paris 1801, p. 18.

⁽²⁾ Cadastre 1833, *op. cit.*

⁽³⁾ DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 17.

⁽⁴⁾ *Ephémérides Société d'Agriculture de l'Indre*, année 1840, p. 35.

⁽⁵⁾ E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, tome I, p. 115.

⁽⁶⁾ *Ephémérides Société d'Agriculture de l'Indre*, année 1846, p. 74.

s'engagèrent dans la même voie, si bien qu'à la fin du siècle, dernier il n'existait plus guère de brandes dans le canton, à part quelques dizaines d'hectares dépendant de la Terre de Beauregard sur la commune de Velles ⁽¹⁾.

Les brandes qui ne furent pas défrichées furent reboisées. C'était d'ailleurs l'avis de Dalphonse. « L'emploi le meilleur à faire de ces brandes serait de les rendre à leur première destination ; il faut les remettre en bois » ⁽²⁾. Des semis de pins et de glands furent faits dans les bruyères. Ils ont en général réussi.

Il s'agissait aussi de préserver les bois déjà existants. Après la Révolution, rongés par la dent des animaux qui y pacageaient presque en tout temps, ils poussaient difficilement. De plus, d'après une coutume assez bizarre, on liait les gerbes de blé avec des harts de différentes espèces de bois et l'on choisissait pour cet usage les branches les plus filées, les mieux venues. Comme cette consommation se renouvelait chaque année, les taillis étaient ainsi livrés tous les ans au même pillage ⁽³⁾.

Les incendies causaient également des dégâts considérables. Les paysans mettaient le feu à la brande pour la défricher et celui-ci se communiquait fréquemment aux bois voisins. Comme ces derniers étaient très fourrés et presque sans chemins, il était très difficile de se rendre maître du sinistre.

L'usage des harts fut interdit et les bois furent entourés de fossés et clos par des combles empêchant les troupeaux d'y pénétrer. Puis, de larges allées furent percées, divisant les taillis en quartiers de faible étendue ⁽⁴⁾. Aussi aujourd'hui les incendies sont devenus relativement rares et, lorsque par hasard il s'en produit, les dégâts peuvent être aisément circonscrits.

AMÉLIORATIONS CULTURALES : *Amendements calcaires*. — Tandis que les terres du Boischaut-Champagne sont riches en calcaires, celles du Boischaut-Brenne en manquent souvent complètement. Aussi, cet élément étant indispensable pour la bonne assimilation des engrais par les plantes, il fallait apporter du calcaire aux terres qui en étaient dépourvues.

(1) Statistique agricole de 1912 (commune de Velles).

(2) DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 173.

(3) *Id.*, p. 165.

(4) Bois de Beauregard, de Greuille et du Magnet.

Autrefois l'on utilisait surtout le marnage. Là où la marne calcaire existait à proximité, elle était extraite et transportée dans les champs trop argileux. On rencontre encore de nombreuses marnières, surtout à Sassierges et à Mâron, mais elles sont abandonnées aujourd'hui, car la chaux remplaça vite la marne.

En effet, si le calcaire apparaît peu dans les cultures, il n'est pas rare dans le sous-sol du Boischaut-Brenne. On l'exploite dans des carrières sous forme de moellons. Le bois ne manquant pas non plus, on bâtit rapidement des fours en vue de l'extraction de la chaux et de la pierre calcaire.

On chaulait autrefois à raison de 8 à 10 mètres cubes à l'hectare, mais il est un vieux dicton : « La chaux enrichit le père et ruine l'enfant. » Elle n'apporte pas, en effet, au sol, d'éléments fertilisants, mais permet seulement à ceux-ci de s'incorporer aux plantes. Peut-être a-t-on un peu abusé de la chaux dans le courant du XIX^e siècle. Aujourd'hui on chaule d'ordinaire à raison de 4 à 5 mètres cubes à l'hectare tous les 8 ou 10 ans ou de 2 à 3 mètres cubes au commencement de chaque assolement.

Engrais. — Les engrais ont permis aussi d'obtenir de meilleurs rendements. Autrefois on ne connaissait que le fumier de ferme. Fourni en Champagne presque exclusivement par les moutons et les chevaux, il était de meilleure qualité qu'en Brenne où il provenait principalement des bœufs et des porcs ⁽¹⁾.

Le fumier de ferme constitue certainement l'engrais le plus complet, supérieur à tous points de vue à tous les autres, mais il offre l'inconvénient d'être limité en quantité ; beaucoup de terres ne pouvaient donc pas être fumées. Les engrais chimiques sont venus suppléer le fumier. Le plus employé est de beaucoup le superphosphate, à raison de 400 à 500 kilos à l'hectare. On use aussi de sulfate d'ammoniaque ou de nitrates et d'engrais potassiques. Les Syndicats et Coopératives agricoles rendent sous ce rapport les plus grands services en fournissant au plus juste prix des engrais scrupuleusement dosés.

Irrigations. — Tandis que beaucoup de terres étaient assainies pour permettre d'y pratiquer la culture des céréales, d'autres étaient irriguées et transformées en prairies naturelles.

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 155.

Bien que le terrain, souvent plat, ne facilitât pas cette opération, il fut quelquefois possible, grâce à des conduits d'irrigation, de diriger vers les prairies les eaux provenant du drainage des terres ou du trop-plein des étangs. On se servit aussi, à cet effet, des eaux des rivières assez nombreuses en Boischaut-Brenne. Sur la Terre du Plessis (commune de Velles) M. Balsan, à la fin du siècle dernier, put ainsi créer plus de 40 hectares de prairies naturelles ⁽¹⁾. Il utilisa dans ce but les eaux de la Bouzanne qu'il fit monter à l'aide de deux pompes Feray dans un grand bassin de 700 mètres cubes. Des rigoles tracées autour de ce bassin assuraient l'irrigation des prairies environnantes. Ailleurs on employait les eaux provenant des drainages et l'action bienfaisante de l'eau fut si manifeste qu'il en résultait souvent la yerse ⁽²⁾.

INSTRUMENTS AGRICOLES. — Comme toutes les autres régions, le Pays d'Ardentes a bénéficié des progrès de l'industrie. De nombreux instruments agricoles sont venus faciliter la tâche des cultivateurs.

En l'an XII on labourait à la charrue et à l'areau. L'areau était une charrue entièrement en bois où il n'entrait aucun ferrement ⁽³⁾. On hersait les terres avec des herses de bois. Charrues, areaux, herses et rouleaux étaient les seuls instruments aratoires. On coupait les céréales à la faucille et on battait le grain au fléau.

Actuellement, outre les charrues, herses, rouleaux, tombereaux et charrettes, chaque domaine possède au moins un coupe-racines, un laveur de racines, un scarificateur, un tarare, souvent un concasseur, un hache-paille mécanique.

Les fourrages naturels et artificiels sont partout coupés à la faucheuse et les céréales le plus souvent à la moissonneuse-lieuse. Dans le Boischaut-Brenne, l'humidité exigeant la culture en billons a longtemps retardé l'usage de la moissonneuse, mais aujourd'hui celle-ci est employée communément.

Les battages se font à la batteuse à vapeur. Ces machines appartiennent à des entrepreneurs et parcourent la campagne depuis la fin de la moisson jusque dans le courant de l'hiver. Quelquefois

(1) *La Terre du Plessis. Op. cit.*, p. 51.

(2) *Id.*, p. 55.

(3) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 153.

même, dans les grandes fermes de Champagne, les fermiers ont une batteuse leur appartenant en propre.

Ces nombreux instruments sont venus fort heureusement remplacer la main-d'œuvre en partie défailante. Loin de supplanter l'ouvrier agricole et de créer le chômage ils ont permis d'augmenter les surfaces ensemencées tout en diminuant la durée et la fatigue de la journée de travail.

ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES. — L'électricité n'est pas encore très répandue dans le canton où elle éclaire actuellement les seuls bourgs d'Ardentes, de Mâron et d'Etrechet. Mais un projet d'électrification des campagnes est en ce moment à l'étude et sa réalisation est espérée pour le courant de l'hiver 1927-1928.

Les bourgs, les gros villages et les fermes groupées ou se trouvant sur le passage de la ligne pourraient recevoir la lumière et la force électriques. La dépense totale d'installation est estimée à 400 francs par tête d'habitants éclairés. L'Etat prend à sa charge 42 % de ces frais, le département 30 % et chaque commune 28 %, soit pour ces dernières 112 francs par tête d'habitants éclairés. Mais tout en garantissant le paiement de l'intégralité de leur part, les communes pourront récupérer sur les usagers, au moyen de taxes à la consommation 13 % des dépenses totales, ne conservant à leur charge propre que 15 % de celles-ci. Un emprunt 7 % brut remboursable en quinze ans sera destiné à couvrir les frais du département et des communes (1).

Les prix auxquels la Société fournirait la force et la lumière ne semblent pas devoir être très élevés. Sans pouvoir fixer exactement le prix de l'hectowatt, l'indice général des prix restant aux environs de l'indice actuel (février 1926), une lampe de 25 bougies reviendrait à 0 fr. 09 à l'heure ; 100 kilos de betteraves passées au coupe-racines à 0 fr. 05 ou 0 fr. 06 ; la mouture de 100 kilos d'orge à 2 fr. 50 ou 3 francs ; le concassage de 100 kilos du même grain à 1 fr. 50 environ. Une pompe monterait 100 litres d'eau à 10 mètres de hauteur moyennent deux à trois centimes (1).

(1) Renseignements fournis par la Compagnie Centrale d'Energie Electrique chargée de l'électrification des arrondissements de Châteauroux et d'Issoudun.

(2) *Id.*

III. — Les Etablissements humains.

La maison présente un phénomène d'adaptation réciproque entre l'homme et son milieu. Tandis que sa disposition indique les services qu'on lui demande, les matériaux avec lesquels elle est construite sont un produit du sol qui la porte ; aussi est-il nécessaire, pour connaître la vie agricole et économique d'un pays, d'étudier les demeures de ses habitants et les bâtiments qui servent à son exploitation.

LE DOMAINE. — Dans le Pays d'Ardentes les domaines sont composés de trois ou quatre bâtiments s'élevant autour d'une cour rectangulaire. Presque tous ont été reconstruits dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Les maisons des fermiers sont isolées ; elles comprennent une grande pièce où se fait la cuisine et se prennent les repas ; deux ou trois chambres complètent ce logement. Au-dessus se trouve un grenier avec ravalement d'un mètre environ destiné à contenir le grain. Un four pour cuire le pain, depuis quelque temps de plus en plus abandonné, s'ouvre généralement sur la cuisine.

Les étables sont spacieuses et surmontées de greniers ayant jusqu'à deux mètres de ravalement et susceptibles de renfermer une grande quantité de fourrages. Ce sont : la bouverie, l'écurie, la bergerie et la porcherie.

La bouverie, en Boischaut-Brenne, est d'ordinaire le bâtiment le plus moderne du domaine. Séparée dans le sens de la longueur par un couloir d'alimentation avec des crèches soignées, souvent en ciment, elle peut contenir de 25 à 40 bêtes. En Boischaut-Champagne elle est remplacée par une vacherie de dimensions moins considérables. Au contraire, l'écurie est ici vaste et bien organisée tandis qu'en Boischaut-Brenne elle est souvent petite et négligée.

La bergerie, très grande en Boischaut-Champagne, pouvant fréquemment renfermer 200 à 300 moutons, est beaucoup plus modeste en Boischaut-Brenne où, depuis l'épidémie de cachexie, elle est souvent transformée en poulaillers, en porcherie ou en annexe de la bouverie.

Les porcs et les volailles sont généralement logés dans de simples toits construits aux pignons des autres bâtiments. Cepen-

dant, avant la guerre, le porc était devenu en Boischaut-Brenne une ressource importante, aussi, dans bien des domaines. se mit-on à bâtir des porcheries assez spacieuses avec chambres pour isoler les mères, et cuisine pour la préparation des aliments.

Une grange, la plupart du temps ancienne, complète cet ensemble, mais on lui préfère aujourd'hui de vastes hangars que l'on expose à l'est et que des murs abritent des trois autres côtés. Ils sont élevés sur des chaumes en dehors des domaines, mais souvent aussi l'on s'en passe et on se contente alors de faire des meules en plein air pour entasser les récoltes.

Les fumiers sont presque toujours dans un coin de la cour où ils ne sont l'objet d'aucuns soins ; les domaines ayant une fosse à purin sont encore rares.

LA PETITE EXPLOITATION RURALE. — En dehors des domaines,, Dalphonse distinguait deux autres types d'exploitations : les borderies et les locatures. Il appelait borderie un corps de bâtiments composé d'une maison d'habitation et d'une grange avec quelques étables ⁽¹⁾. Ce sont actuellement les exploitations des paysans propriétaires.

La locature est encore moins vaste ; c'est une maison de minime importance avec quelques étables plus ou moins exigües. Elles sont habitées par de tout petits propriétaires ou appartiennent soit à de grands soit à de moyens propriétaires qui y logent des ouvriers agricoles.

Autrefois ces habitations respiraient la misère. Elles consistaient en une « chambre basse, humide et sans autre ouverture qu'une mauvaise porte et étaient souvent placées dans le voisinage des fumiers et des mares qui répandaient une odeur incommode et insalubre. » ⁽²⁾. L'aire était en terre naturelle durcie. « Les cultivateurs sont logés dans des habitations mal construites, où ils grelottent la fièvre » ⁽³⁾, écrit en 1855 un propriétaire du département.

Aujourd'hui les petites exploitations ont été bien améliorées. Si le paysan propriétaire n'attache pas une grande importance

⁽¹⁾ DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 175.

⁽²⁾ *Ephémérides Société d'Agriculture de l'Indre*, 1823, p. 40.

⁽³⁾ *Société du Département de l'Indre*, op. cit., 1855-1856.

à l'élégance de sa demeure, du moins tient-il à ce que ses animaux et ses récoltes soient bien logés.

La maison est d'ordinaire composée de deux pièces, dont l'une, plus grande, avec une énorme cheminée, contient deux ou trois lits. L'autre pièce, plus petite, sert de chambre pour les enfants devenus grands.

LA MAISON DE L'OUVRIER. — Ces habitations ressemblent beaucoup aux locatures, car il est bien rare qu'elles n'aient pas quelques dépendances, poulailler, toit à porcs, petite écurie. Elles n'étaient pas autrefois plus confortables que les bâtiments des petites exploitations. Aujourd'hui les conditions de construction sont différentes.

Les maisons sont placées de préférence au bord des routes ; un jardinet s'étend en arrière. Leur façade est formée d'une porte au milieu, flanquée de deux fenêtres de hauteur moyenne avec six grands carreaux. La pièce la plus grande dans laquelle on entre sert de cuisine et souvent de chambre à coucher. Elle est alors meublée de deux lits de noyer cirés ou vernis, avec des rideaux à couronnes ⁽¹⁾.

LES MATÉRIAUX DE LA MAISON. — Les bâtiments sont construits en pierres ; on emploie presque uniformément les moellons calcaires réunis par du mortier et recouverts d'enduit. Les ouvertures sont entourées de pierres de taille. Tous ces matériaux : moellons, chaux, sable, sont extraits dans la région, le sous-sol de la Champagne et aussi celui du Boischaut-Brenne présentant des couches calcaires. Les pierres de taille sont plus rares, mais on les trouve à proximité des limites du canton, dans la région de Saint-Gaultier, de Mosnay et d'Ambrault.

Les solivages et les charpentes sont généralement en chêne ou en peuplier. Le sapin, bien moins abondant dans la contrée que le peuplier, revient à un prix sensiblement plus élevé, aussi est-il peu employé.

Les couvertures, au moment de la Révolution, étaient en chaumes ou en ais de chêne ou de châtaignier, mais déjà on se servait couramment de la tuile du pays. Ce sont de petites tuiles de

(1) De FOVILLE. — *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, tome I, Paris 1894.

0 m. 26 sur 0 m. 16. Jusque vers 1880 on en fit presque exclusivement usage ; plus tard on eut très souvent recours aux tuiles de Bourgogne et de Montchanin ⁽¹⁾. Enfin, l'ardoise s'imposa à peu près partout.

Depuis la guerre le coût élevé de la main-d'œuvre engage à éviter les travaux exigeant beaucoup de temps, aussi emploie-t-on assez fréquemment, pour les constructions, les briques de mâchefer et le fibro-ciment, et, pour les couvertures, des tôles galvanisées. D'ailleurs on a fort peu bâti jusqu'en 1924, sans doute dans l'espoir qu'une baisse des prix surviendrait. Cet espoir s'étant aujourd'hui changé en crainte d'une nouvelle hausse, les constructions ont repris, mais surtout parmi la population paysanne. Les moyens et les grands propriétaires dont les revenus sont fort atteints par la baisse du franc se contentent généralement de faire les dépenses indispensables d'entretien.

RÉPARTITION DES MAISONS. — Comment les maisons dont nous venons de parler se répartissent-elles sur le terrain ? Sont-elles isolées ou groupées ?

Il nous faut pour cela distinguer encore entre les deux régions Boischaut-Champagne et Boischaut-Brenne. Dans cette dernière les habitations sont plutôt dispersées. Le rapport entre la population agglomérée et la population éparse ainsi qu'un coup d'œil sur la carte d'Etat-Major donnent la facilité de faire cette constatation. C'est que l'approvisionnement en eau étant aisé permet cette dispersion. Grâce, en effet, à l'imperméabilité du sol, des mares peuvent être creusées un peu partout et les puits ne sont jamais bien profonds. Aussi l'homme a-t-il tout naturellement cherché à se rapprocher le plus possible des terres qu'il devait exploiter et des pacages où se trouvaient ses animaux.

En Boischaut-Champagne, au contraire, la profondeur des nappes d'eau entraîne la construction de puits coûteux. Les habitants se sont donc groupés de préférence autour des puits et des abreuvoirs.

Les écarts ainsi formés par des agglomérations de maisons portent le nom de villages et celui de bourgs, lorsqu'ils sont le siège d'une commune. Le village comme le domaine, est exclusivement agricole, tandis que le bourg est à la fois agricole et commerçant.

Les bourgs évitent d'ordinaire la grande route, témoin ceux

(1) De FOVILLE. — *Op. cit.*

d'Ardentes et d'Etrechet construits à proximité de la route de Châteauroux à Clermont-Ferrand, mais pas exactement sur celle-ci. Les petites routes sont plus récentes que les bourgs ; ce sont elles qui les ont recherchés. Les bourgs ont des formes très diverses, globulaires ou allongés. A leur centre, se trouve généralement l'église. Beaucoup datent du Moyen Age et à cette époque ils s'étendaient autour d'un château qui leur servait de protecteur.

IV. — Les Associations et la Mutualité.

Si le Pays d'Ardentes a atteint le degré de prospérité agricole auquel il est aujourd'hui parvenu, il le doit pour une bonne part à l'Association et à la Coopération.

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE L'INDRE. — SYNDICAT DES AGRICULTEURS. — COOPÉRATIVE AGRICOLE. — La Société d'agriculture de l'Indre, fondée le 14 Nivôse an IX par le marquis de Barbançois Villegongis et le préfet Dalphonse est de beaucoup la plus ancienne et la plus prospère des sociétés agricoles du département. Elle compte actuellement plus de 1.000 membres.

Chaque année, elle organise en faveur de ses sociétaires des ventes, aux enchères et à perte, d'animaux reproducteurs de race pure. Elle fait aussi de nombreuses ventes d'instruments agricoles. Son action s'étendant sur tous les arrondissements du département, elle y établit annuellement, suivant un roulement, un concours principal suivi de concours spéciaux, d'aviculture, d'horticulture et de pisciculture.

En 1895, elle créa un livre d'origine (flook-book) de la race ovine berrichonne (variétés de Champagne et de Crevant) qui fut le premier imaginé en France.

Son centenaire, célébré en 1901 et présidé par le Marquis de Vogué, est resté mémorable. A cette occasion des démonstrations scientifiques d'essais de machines destinées à la préparation des terres furent faites en plein Pays d'Ardentes, sur la Terre du Plessis (1).

(1) *L'illustration économique et financière*, 1926, n° 3. La Société d'Agriculture de l'Indre et ses œuvres, par H. Ratouis de Limay.

C'est en 1885 que fut constitué le Syndicat départemental des Agriculteurs de l'Indre. Il compte aujourd'hui 7.500 adhérents. Sa Coopérative, fondée en 1903, rend à ses membres les plus grands services par la facilité qu'elle leur offre d'acheter dans les meilleures conditions tout ce qui est nécessaire à leur profession.

ASSOCIATION DES ELEVEURS, AGRICULTEURS ET VITICULTEURS DE L'INDRE. — Cette Société, fondée en 1899 par quelques agriculteurs, prit rapidement un développement important. Elle s'est consacrée principalement à l'amélioration de la race ovine berri-chonne. En 1902, elle fonda la caisse de Crédit agricole de l'Indre et depuis quelques années, elle s'est adjoint également une Coopérative d'approvisionnement ⁽¹⁾.

SYNDICAT LOCAUX. — Il existe aussi dans le Pays d'Ardentes ou dans son voisinage immédiat quelques petits syndicats de moindre envergure : le Syndicat d'Elevage d'Ardentes, fondé le 28 mai 1919 par M. Jean de Vasson en vue de l'achat de reproducteurs et du contrôle laitier ; le Syndicat d'Elevage de Bouesse, fondé le 9 juin 1919 pour l'amélioration de la race porcine ; enfin, le Syndicat d'Elevage du Poinçonnet, s'occupant plus particulièrement de la race normande.

Des efforts sont actuellement tentés pour organiser dans chaque commune des Syndicats d'Elevage créés sur le modèle des Syndicats suisses et destinés à l'achat de taureaux. L'Office agricole verse 50 % du prix de l'animal et le Syndicat l'autre moitié. Le taureau est confié à un agriculteur, qui touche une pension pour sa nourriture, et le prix des saillies revient au Syndicat.

Les petits propriétaires pourraient retirer un sensible avantage de ces nouvelles organisations en s'assurant à peu de frais un reproducteur d'élite indispensable pour la sélection de leur troupeau ; cependant ces Syndicats ne semblent pas avoir eu un grand succès jusqu'à présent. La grosse difficulté réside dans le choix du détenteur du taureau et généralement personne ne veut assumer cette charge.

L'OFFICE AGRICOLE DÉPARTEMENTAL. — Substitué au Service agricole départemental par la loi du 6 janvier 1919, l'Office agricole de

⁽¹⁾ *L'Illust. écon. et fin. Op. cit. Assoc. des Elèv. Agric. et Vitic.*, par E. Charpentier.

L'Indre s'est efforcé depuis sa création de développer la production végétale et animale du département. Il facilita l'importation de semences sélectionnées, combattit la maladie de la pomme de terre, fit des essais comparatifs de fumure. Au moyen de subventions il rendit plus aisé l'achat de nombreux reproducteurs des races bovine et ovine et améliora les espèces chevalines et porcines par l'organisation de ventes aux enchères de pouliches percheronnes et par des primes décernées aux meilleurs reproducteurs porcsins.

L'Office apporte aussi ses encouragements aux nombreuses associations agricoles de la région par l'octroi de subventions et de primes. Enfin, il ne néglige pas l'enseignement agricole qu'il cherche à étendre par des conférences, des brochures, des tracts ⁽¹⁾.

LA MUTUALITÉ AGRICOLE. — La Mutualité agricole est peu développée dans l'Indre. La seule société importante et prospère est la « Mutuelle de l'Indre », société d'assurances contre l'incendie. Fondée en 1829 par un petit groupe de propriétaires elle prit vite une grande extension. En 1925 elle comptait 58.500 sociétaires et les valeurs assurées atteignaient 2 milliards 500 millions.

N'envisageant, lors de sa fondation, que l'assurance des immeubles elle étendit en 1855 sa garantie aux meubles et aux récoltes. Par le taux avantageux de ses primes et la forte garantie qu'elle offre, « La Mutuelle de l'Indre » rend les plus grands services aux agriculteurs de la région qui, pour la plupart, y sont assurés ⁽²⁾.

Malheureusement, le nombre des autres Mutuelles, qu'il s'agisse des accidents, de la grêle ou de la mortalité du bétail, est bien restreint.

Une caisse d'assurances mutuelles contre les accidents agricoles a été fondée récemment par la Société des Eleveurs, Agriculteurs et Viticulteurs de l'Indre ; 229 membres en faisaient partie en 1925. La Société d'agriculture de l'Indre a, de son côté, créé une caisse d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail. Il en existe une autre, mais celle-ci en dehors du Pays d'Ardentes, à Briantes, près de La Châtre, et c'est tout.

En somme, la Mutualité agricole est fort peu répandue dans le département, et cependant les petits propriétaires surtout gagne-

(1) Compte rendu des travaux de l'Office Agricole de l'Indre, 1925.

(2) *Illust. écon. et fin. Op. cit.*, p. 40.

raient beaucoup à la diffusion de cette institution. En effet, quand un paysan propriétaire vient à perdre une vache ou un cheval, c'est bien souvent le quart ou le tiers de son capital qui disparaît tout d'un coup et par conséquent c'est la gêne qui survient inopinément pour lui et les siens. S'il pouvait s'assurer contre la mortalité du bétail, cet inconvénient serait supprimé et le bien-être d'une famille ne serait pas comme aujourd'hui à la merci d'un accident ou d'une malchance.

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ ET L'EXPLOITATION

I. — La Propriété dans le Pays d'Ardentes.

HISTOIRE DE LA PROPRIÉTÉ. — Presque tous les fiefs et les censives dont les terres se trouvent actuellement dans le canton d'Ardentes relevaient des seigneurs de Châteauroux, qui en possédaient le domaine direct comme bailleurs à fief, à cens ou à emphythéose ou avaient sur eux soit un droit de rente foncière, soit des servitudes.

Peu avant la Révolution, le domaine utile, au contraire, appartenait pour une bonne part à la petite noblesse et surtout à la bourgeoisie riche qui faisait cultiver ses terres par des métayers ⁽¹⁾.

La Révolution supprimant le domaine direct au profit des possesseurs du domaine utile ⁽²⁾; la propriété resta entre les mains de la bourgeoisie. La part du clergé et quelques parties possédées par la noblesse furent vendues nationalement, mais souvent rachetées par cette dernière ou par la bourgeoisie qui trouva ainsi un moyen d'arrondir ses domaines. Seule, la forêt de Châteauroux, propriété du Comte d'Artois, fut conservée par l'Etat comme Bien national.

Actuellement, c'est encore la bourgeoisie qui possède une notable partie des terres, mais, tandis que dans la France du Nord ce

⁽¹⁾ E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, tome I.

⁽²⁾ E. CHENON. — *Les démembrements de la propriété foncière en France*, p. 25. Théorie générale du domaine direct et du domaine utile.

sont les habitants des villes qui sont devenus propriétaires de biens ruraux et qui, ne résidant pas, constituent une catégorie de propriétaires « forains » ⁽¹⁾, les bourgeois du Pays d'Ardentes se sont mis vite à résider et ont cherché à se fondre à la noblesse en prenant le nom de leurs domaines. Beaucoup d'ailleurs y ont depuis longtemps réussi. De vieille date, cette fusion est à peu près complète. M. René Musset constate que dans le Bas-Maine ces deux classes se sont confondues « parce que la base de leur puissance et de leur domination était la même : une grande fortune territoriale constituée autour d'un château » ⁽²⁾. En Berry, les mêmes causes ont eu les mêmes résultats.

DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ DE L'ÉTAT ET PROPRIÉTÉS DES COMMUNES. — Le domaine public de l'Etat est négligeable dans le Pays d'Ardentes. L'Indre qui le traverse du sud au nord n'est ni navigable, ni flottable sur ce parcours ; son lit, comme celui des autres rivières du canton, appartient donc aux riverains. A peine peut-on signaler une route nationale, celle de Châteauroux à Clermont par La Châtre, comme faisant partie du domaine public.

Par contre, le domaine privé de l'Etat tient une place importante. Il comprend la forêt de Châteauroux (5.142 hectares) et les bois de Bois-Ramier dont une portion s'étend sur la commune de Sassierges. Nous en avons déjà précédemment parlé ⁽³⁾.

Les communes, outre les bâtiments communaux, les routes et chemins (de grande communication, vicinaux ordinaires et ruraux) qui forment un réseau important, possèdent souvent en propre d'assez grandes étendues de terrains appelés communaux.

Ceux-ci occupent dans l'ensemble du canton 297 h. 67 ares, ils sont très inégalement répartis. Tandis que Sassierges et Mâron en ont respectivement 173 h. 48 ares et 83 h. 10 ares, Jeu et Buxières n'en possèdent que 18 h. 05 ares et 16 h. 90 ares, Ardentes 4 h. 59 ares et les autres communes des parcelles insignifiantes.

Les communaux n'ont jamais donné de revenus importants. Après la Révolution ils se composaient presque uniquement de marais et de terrains incultes qui servaient de pacages ou plutôt

(1) Albert DEMANGEON. — *La Picardie et les régions voisines*, Paris 1925, p. 337.

(2) René MUSSET. — *Le Bas-Maine*, Paris, 1924.

(3) Voir ci-dessus, chapitre I, La Forêt, et chapitre II, Le Bois.

de parcours ⁽¹⁾. On lit sur le registre des délibérations du Conseil municipal de Sassièrges de 1838 : « Ces biens sont des brandes inégales bouleversées par des trous d'où l'on a tiré anciennement des mines. Ce sont de mauvais pacages qui produisent des ôgeons (ajoncs) et qui servent à faire des litières dans les cours » ⁽²⁾.

Actuellement, les communaux sont généralement mis en culture et affermés par adjudication. Les baux sont de 9 à 12 ans, mais le revenu que les communes en retirent est minime, car les adjudicataires se connaissant tous ne cherchent guère à se disputer les lots. En 1918 à Sassièrges 167 hectares ont été affermés pour 4.749 francs ; en 1919, à Buxières, 21 hectares pour 592 francs ; en 1920, à Jeu, 14 hectares et demi pour 1.130 fr. ⁽³⁾.

Ce sont des bois qui constituent la majeure partie des communaux de Mâron (79 h. 1/2 sur 83 h.). Autrefois ces bois, sans gardes et sans régime, étaient livrés au pillage et dévorés par les bestiaux. Un arrêté du 19 Ventose de l'an XII les a soumis au même régime que les bois nationaux ⁽⁴⁾. Ils sont aujourd'hui gérés par l'administration des Eaux et Forêts qui les a divisés en douze coupes réglées et en a réservé le quart pour parer à des dépenses extraordinaires. La commune de Mâron peut maintenant vendre tous les deux ans une coupe de 5 hectares qui, ces dernières années, lui a rapporté environ 5.000 francs.

PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE. — Il est difficile de se renseigner d'une façon précise sur la répartition de la propriété. Nous ne connaissons pas et nous n'avons jamais connu le nombre exact des propriétaires ruraux, ni l'importance des propriétés possédées par chacun d'eux. C'est, qu'en effet, le nombre des cotes foncières ne correspond pas à celui des propriétaires. L'examen des matrices cadastrales est donc bien loin de nous renseigner sur le nombre de ceux-ci.

Il en est de même de la division en petites, moyennes et grandes propriétés ; un même propriétaire pouvant posséder des terres sur le territoire de plusieurs communes. « Voici par exemple une

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 171.

(2) SASSIÈRGES. — *Registre des délibérations du Conseil municipal*, 25 février 1838.

(3) Archives communales de Sassièrges, Buxières et Jeu.

(4) DALPHONSE. — *Op. cit.*, p. 171.

petite propriété rurale de 5 hectares, morcelée, dont les parcelles sont dispersées sur le territoire de trois communes ; cette petite propriété correspond à trois cotes foncières inférieures à 2 hectares et classées dans les très petites propriétés. » « De même, une grande propriété de 200 hectares s'étendant sur trois communes pourra être représentée par trois cotes foncières de 60 à 70 hectares classées dans la catégorie des propriétés inférieures à 100 hectares ⁽¹⁾. »

Les Statistiques de l'Administration des Contributions directes ne nous indiquent que le nombre des cotes foncières. Dans la dernière évaluation des propriétés non bâties (1913) le nombre des propriétaires urbains et ruraux est estimé à 56 % cotes foncières ⁽²⁾, mais ce chiffre approximatif pour la France entière devient tout à fait inexact lorsqu'il s'agit d'une région déterminée.

Nous nous contenterons donc de l'examen détaillé des matrices cadastrales, facile à faire pour une région limitée à l'étendue d'un canton. En comparant les noms des propriétaires, nous pouvons corriger les erreurs données par l'examen des cotes foncières ; nous aurons ainsi la répartition aussi exacte que possible de la propriété à l'intérieur du canton, mais une telle répartition, même établie pour tous les cantons de France, donnerait encore des chiffres complètement erronés pour la répartition générale de la propriété, car bon nombre de propriétaires possédant des terres dans un canton peuvent en avoir également dans d'autres cantons, voire même d'autres départements.

RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DANS L'ENSEMBLE DU CANTON. — Si nous examinons l'ensemble du canton d'Ardentes nous constatons que 34,820 hectares ⁽³⁾ sont partagés entre 2,606 cotes foncières, soit une moyenne de un peu moins de 13 h. 1/2 par cote foncière ⁽⁴⁾. En réunissant les cotes foncières appartenant à un même propriétaire, nous remarquons qu'il y a dans le canton 2,428 propriétaires. Ce chiffre semble très élevé par rapport à celui des cotes

⁽¹⁾ P. CAZIOT. — *La terre à la famille paysanne*, Paris 1919, p. 36.

⁽²⁾ *Id.*, p. 36.

⁽³⁾ Le chiffre fourni par les matrices cadastrales est celui de la superficie totale du canton dont on a déduit les routes et les chemins.

⁽⁴⁾ D'après SOUCHON, l'Indre en 1882 avait 11 ha. 36 a. comme étendue moyenne des exploitations.

foncières, puisqu'il atteint 93 % de ces dernières, alors que les proportions admises par M. Caziot ⁽¹⁾ et par M. Souchon ⁽²⁾ sont respectivement de 56 % et 57 % pour la moyenne générale de la France, mais il s'explique, car il s'agit d'un canton de faible étendue où la propriété est très fortement groupée.

Il est, en effet, exceptionnel de voir le nom d'un même propriétaire figurer dans la même commune sur deux cotes foncières différentes. La pluralité des cotes foncières pour un même propriétaire n'existe donc en général que pour les domaines qui s'étendent à la fois sur deux ou plusieurs communes du canton. Ceci est de nature à réduire sensiblement la différence entre le nombre des cotes foncières et celui des propriétaires, surtout si nous comparons cette région du Berry à la Lorraine par exemple où les fermes d'un seul tènement sont l'exception.

Nous suivrons pour la répartition de la propriété la division généralement admise et qu'adopte M. Caziot ⁽³⁾ :

- 1° Toute petite propriété au-dessous de 1 hectare ;
- 2° Petite propriété paysanne de 1 hectare à 10 hectares ;
- 3° Moyenne propriété paysanne de 10 hectares à 40 hectares ;
- 4° Moyenne propriété non paysanne de 10 hectares à 40 hectares ;
- 5° Grande propriété de plus de 100 hectares.

Cette répartition nous paraît, en effet, tout à fait appropriée au canton que nous étudions où la richesse de la terre est moyenne. M. Souchon pose comme principe que les paysans propriétaires assez riches pour être nourris par la terre sans cesser de la travailler eux-mêmes exploitent des domaines dont la surface varie entre 5 et 20 hectares ⁽⁴⁾. Dans le Pays d'Ardenes, les terres susceptibles de nourrir une famille et de l'occuper exclusivement sont comprises entre 10 et 40 hectares et par conséquent sont bien celles qui forment le troisième groupe de notre division : moyenne propriété paysanne.

Comme la forêt de Châteauroux d'une superficie cadastrale de

(1) P. CAZIOT. — *Op. cit.*, p. 36.

(2) A. SOUCHON. — *La propriété paysanne*, Paris 1899. Généralités. Division de la propriété en 1883.

(3) P. CAZIOT. — *Op. cit.*, p. 38.

(4) A. SOUCHON. — *Op. cit.*, p. 70.

5.054 h. 43 a. 45 c., fait partie du domaine de l'Etat et qu'elle est comprise entièrement dans le canton, nous avons cru ne pas devoir en tenir compte, pour ne pas fausser la physionomie générale de la répartition de la propriété.

Voici donc, forêt de Châteauroux non comprise, la répartition générale de la propriété dans le canton d'Ardentes ⁽¹⁾ :

CATÉGORIES	NOMBRE de Cotes foncières	NOMBRE de Propriétaires	CONTENANCE TOTALE DANS CHAQUE CATÉGORIE	PROPORTION entre les Catégories	PROPORTION entre les Propriétaires
Toutes petites propriétés de 1 hectare.....	1.184	1.118	382° 88' 65"	1,3 %.	46 %.
Petites propriétés paysannes de 1 à 10 hectares.....	1.092	998	3.469° 13' 98"	11,7 %.	44 %.
Moyennes propriétés paysannes de 10 à 40 hectares.	209	207	3.911° 22' 77"	13,4 %.	8,5 %.
Moyennes propriétés non paysannes de 40 à 100 hectares.....	63	54	3.984° 88' 28"	13,4 %.	2,2 %.
Grandes propriétés de plus de 100 hectares.....	53	50	18.017° 48' 21"	60,5 %.	2,3 %.
TOTAUX....	2.601	2.427	29.765° 61' 89"	100 %.	100 %.

Il se dégage très nettement du tableau ci-dessus que la propriété est extrêmement concentrée dans le canton. La grande propriété comprend sensiblement plus de la moitié de la superficie totale (60,5 %), alors que pour la France entière elle ne dépasse guère le tiers (36 %) ⁽²⁾. Cette concentration existe surtout au détriment de la petite et de la moyenne propriété paysanne. Ces deux catégories n'arrivent, en effet, qu'à 11,7 % et 13,1 % de la superficie

(1) D'après les matrices cadastrales des neuf communes du canton.

(2) P. CAZIOT. — *Op. cit.*

totale, alors que pour la France entière elles atteignent : la première 21 % et la seconde 27 % ⁽¹⁾.

Toutefois, il faut remarquer que dans la grande propriété sont compris beaucoup de bois qui ont une importance réelle moins grande que leur importance apparente. La petite et la moyenne propriété paysanne au contraire comprennent presque exclusivement des prés et des terres dont la valeur vénale est bien plus élevée que celle des bois.

En ne tenant pas compte de ces derniers, nous obtenons la répartition suivante ⁽²⁾ :

CATÉGORIES	CONTENANCE TOTALE DANS CHAQUE CATÉGORIE	PROPORTION ENTRE LES CATÉGORIES
Toutes petites propriétés de 1 hectare.	366 hectares	1,4 %.
Petites propriétés paysannes de 1 à 10 hectares.....	3.373 —	13,2 %.
Moyennes propriétés paysannes de 10 à 40 hectares.....	3.736 —	14,6 %.
Moyennes propriétés non paysannes de 40 à 100 hectares.....	3.405 —	13,3 %.
Grandes propriétés de plus de 100 hectares.....	14.724 —	57,5 %.
TOTAUX.....	25.604 —	100 %.

La proportion de la grande propriété (57,5 %), moins élevée dans ce tableau que dans le précédent, est encore nettement supérieure à la moyenne de la France. De même, les chiffres de la petite et de la moyenne propriété paysanne (13,2 % et 14,6 %), bien qu'en progression, sont très inférieurs aux chiffres moyens de la France. Cette répartition hétéroclite n'est certainement pas sans influence sur la dépopulation du Pays d'Ardenes avec sa conséquence logique : la crise de la main-d'œuvre.

RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DANS DIFFÉRENTES COMMUNES. — Toutes les communes du canton ne présentent pas une répartition

⁽¹⁾ P. CAZIOT. — *Op. cit.*

⁽²⁾ Matrices cadastrales des neuf communes du canton.

indentique. L'une d'elles, le Poinçonnet, offre sous ce rapport un caractère absolument différent des autres. Située à 6 kilomètres de Châteauroux, elle comprend une forte proportion de population ouvrière allant chaque matin aux usines de la ville voisine pour en revenir chaque soir. Beaucoup d'ouvriers sont propriétaires d'une maison et d'un jardin, ce qui explique la place importante qu'occupe au Poinçonnet la toute petite propriété de moins d'un hectare.

Commune du Poinçonnet (Forêt non comprise) (1)

CATÉGORIES	NOMBRE de Propriétaires	CONTENANCE TOTALE DES PROPRIÉTÉS DE CHAQUE CATÉGORIE	PROPORTION entre les Catégories	PROPORTION entre les Propriétaires
Toutes petites propriétés de moins de 1 hectare.....	353	115 ^a 06 ^a 54 ^a	6,3 %	61,6 %
Petites propriétés paysannes de 1 à 10 hectares.....	181	560 ^a 42 ^a 27 ^a	30,5 %	31,5 %
Moyennes propriétés paysannes de 10 à 40 hectares.	33	644 ^a 31 ^a 86 ^a	35,2 %	5,7 %
Moyennes propriétés non paysannes de 40 à 100 hectares.....	4	246 ^a 28 ^a 52 ^a	13,5 %	5,7 %
Grandes propriétés de plus de 100 hectares.....	2	262 ^a 69 ^a 43 ^a	14,5 %	0,4 %
TOTAL.....	573	1.828 ^a 78 ^a 62 ^a	100 %	

La grande propriété n'atteint que 14,3 % de la superficie totale tandis que dans l'ensemble du canton elle est de 60,5 %. Par contre, la petite et la moyenne propriété paysanne occupent chacune un tiers environ de la superficie de la commune contre 11,7 % et

(1) Matrice cadastrale de la commune du Poinçonnet.

13,1 % dans l'ensemble du canton. Cette situation est due en partie à l'importance des vignes dans la commune du Poinçonnet, alors qu'Ardentes mis à part, les autres communes n'en possèdent qu'une très faible étendue ⁽¹⁾.

Le voisinage de la ville n'est pas non plus étranger à ce beau développement de la propriété paysanne. Les femmes et les jeunes filles trouvent, en effet, à Châteauroux, dans la lingerie, les manufactures de drap et de tabac, les salaires d'appoint permettant à la famille paysanne de vivre plus largement. Elles y trouvent aussi des distractions que n'ont pas leurs semblables de la vraie campagne, aussi ne sont-elles pas, comme celles-ci, tentées d'abandonner l'austérité des champs pour la vie plus bruyante et moins uniforme des villes.

Pour les autres communes du canton, la répartition de la propriété offre à peu près une même physionomie. Nous donnons, à titre d'exemple, la répartition détaillée pour deux communes : l'une, Mâron, située dans le Boischaut-Champagne ; l'autre, Buxières-d'Aillac en Boischaut-Brenne.

Répartition de la propriété dans la commune de Mâron ⁽¹⁾

CATÉGORIES	CONTENANCE TOTALE	PROPORTION
	DANS CHAQUE CATÉGORIE	ENTRE LES CATÉGORIES
Toutes petites propriétés de 1 hectare.....	45 ^a 44 ^a 40 ^e	1,6 %.
Petites propriétés paysannes de 1 à 10 hectares.....	429 ^a 17 ^a 52 ^e	15,6 %.
Moyennes propriétés paysan- nes de 10 à 40 hectares...	268 ^a 27 ^a 20 ^e	9,8 %.
Moyennes propriétés non pay- sannes de 40 à 100 hectares.	515 ^a 05 ^a 78 ^e	18,8 %.
Grandes propriétés de plus de 100 hectares.....	1.473 ^a 36 ^a 39 ^e	53,9 %.

(1) Le Poinçonnet a 54 hectares de vignes sur une superficie cultivable de 1.828 hectares.

(2) Matrice cadastrale de la commune de Mâron.

Répartition de la propriété dans la commune de Buxières-d'Aillac (1)

CATÉGORIES	CONTENANCE TOTALE DANS CHAQUE CATÉGORIE	PROPORTION ENTRE LES CATÉGORIES
Toutes petites propriétés de 1 hectare.....	19 ^h 16 ^a 61 ^c	0,8 %
Petites propriétés paysannes de 1 à 10 hectares.....	244 ^h 02 ^a 12 ^c	9,8 %
Moyennes propriétés paysan- nes de 10 à 40 hectares...	251 ^h 12 ^a 24 ^c	10 %
Moyennes propriétés non pay- sannes de 40 à 100 hectares.	688 ^h 36 ^a 80 ^c	27,6 %
Grandes propriétés de plus de 100 hectares	1.292 ^h 98 ^a 94 ^c	51,8 %

Il n'y a pas de différences sensibles entre ces deux communes. Dans l'une et l'autre, la propriété paysanne, petite et moyenne, n'occupe guère qu'un quart de la superficie totale, alors que la propriété non paysanne, moyenne et grande, en occupe les trois quarts environ. Cependant, dans le Boischaut-Brenne, les exploitations agricoles étant moins étendues, la moyenne propriété paysanne tient une place plus importante qu'en Champagne où la contenance des domaines atteint et dépasse 100 hectares.

Ardentes étant le chef-lieu de canton et déjà une petite ville de 2.317 habitants, la toute petite propriété de moins de un hectare qui comprend beaucoup de cotes urbaines ou de maisons rurales avec jardins y occupe une place assez grande.

CAUSES DE LA CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ. — C'est à deux causes principales qu'est due, dans le Pays d'Ardentes, la prédominance marquée de la grande propriété sur la petite : l'étendue des exploitations agricoles et la place importante tenue dans celles-ci par le métayage.

L'unité d'exploitation de la région est le domaine. Or, l'étendue

(1) Matrice cadastrale de Buxières-d'Aillac.

ordinaire d'un domaine étant de 60 à 80 hectares dans la partie ouest du canton (Boischaut-Brenne) et dépassant souvent 100 hectares en Boischaut-Champagne, il suffit à un propriétaire d'en posséder un seul ici, là deux à peine, pour se voir ranger dans la catégorie des grands propriétaires. Or, les domaines sont nombreux dans chaque commune et chacun d'eux forme fréquemment une unité dont les terres sont bien groupées et difficiles à morceler.

D'autre part, le métayage étant le mode d'exploitation le plus généralement adopté, les propriétaires ont vu depuis la guerre leurs revenus croître à peu près dans la proportion de la dépréciation du franc. Ils n'ont donc pas été contraints, pour augmenter leurs ressources, de vendre leurs domaines, comme l'ont fait beaucoup de propriétaires de terres affermées dont les baux, souvent de 12 ou de 18 ans, ne venaient à expiration qu'à une date éloignée.

Aussi, la terre ne change-t-elle guère de main dans le canton d'Ardentes. En consultant les registres de mutations, nous avons pu constater que la plupart des domaines étaient dans les mêmes familles depuis bon nombre d'années ⁽¹⁾.

TENDANCES DE LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE. — Toutefois, depuis la fin de la guerre, nous avons des exemples de ventes importantes au profit de la propriété paysanne. Sous l'influence des droits de succession, très élevés, surtout en ligne collatérale, les grandes propriétés ont tendance à se démembrer.

Mais souvent, les fermes sont vendues en bloc et achetées par un propriétaire voisin, de telle sorte que, malgré le changement de main, elles continuent à demeurer dans la catégorie des propriétés supérieures à 100 hectares ⁽²⁾. Parfois cependant, lorsqu'un domaine se trouve à proximité d'un bourg ou d'une agglomération quelconque, sa vente au détail devient possible. Alors, les amateurs se présentent en grand nombre et se montrent disposés à acheter l'hectare de terre un prix sensiblement plus élevé que s'il s'agissait d'un domaine vendu en bloc ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Recherches faites à la Conservation des Hypothèques.

⁽²⁾ Domaines de la Madrolle, des Minerais et des Pornets ; commune de Velles ; des Valets et des Petits-Chézeaux, commune d'Arthon ; des Magnollets, commune de Buxières.

⁽³⁾ Domaine du Bourg de Velles vendu en détail en 1925.

Néanmoins, ces ventes au détail ont été bien plus fréquentes dans diverses régions de l'Indre que dans le pays d'Ardentes. Dans le canton de Sainte-Sévère, par exemple, beaucoup de grandes propriétés ont été vendues à des paysans par fractions de 15 hectares environ et les bâtiments des fermes le plus ordinairement partagés entre deux ou trois acquéreurs différents.

Cette division de la propriété a généralement entraîné une diminution dans la qualité des produits. Les nouveaux propriétaires, cherchant à nourrir une grande quantité d'animaux sur des espaces restreints, n'obtinrent une augmentation du nombre qu'au détriment du poids. Ne disposant pas non plus d'avancés suffisantes, ils achetèrent de mauvais reproducteurs, d'où l'infériorité de l'ensemble du troupeau ⁽¹⁾.

Si la petite et la moyenne propriété paysanne ne tiennent pas une place plus importante dans le canton d'Ardentes, ce n'est pas que les paysans manquent de ressources suffisantes pour se constituer une propriété, mais bien plutôt que les terres mises en vente sont très rares. Le paysan berrichon a toujours en effet le désir de devenir propriétaire et, lorsqu'il l'est déjà, celui d'agrandir sa propriété. Avant la guerre, il ne craignait pas d'hypothéquer sa terre pour acheter, parfois à un prix très élevé, un champ contigu au sien. Souvent même, il s'endettait tellement qu'après plusieurs années de lutte et de misère il était obligé de revendre son bien.

George Sand dans ses romans peint à merveille cette passion du paysan berrichon ⁽²⁾. Elle la déplore d'ailleurs, prétendant que c'est s'appauvrir que d'emprunter pour acheter de la terre.

Depuis la guerre, les petites propriétés ne sont plus guère hypothéquées ⁽³⁾. Grâce à la dépréciation du franc, les paysans ont pu facilement rembourser sur leurs bénéfices annuels une dette qu'ils avaient contractée en francs-or et dont ils se libéraient en francs-papier. Si George Sand avait pu prévoir la débâcle de notre monnaie, elle n'aurait pas conseillé aux habitants de la Vallée Noire de ne pas s'endetter pour acheter un champ.

(1) Renseignements fournis par M. Bourbon, propriétaire à Poulligny-Notre-Dame.

(2) GEORGE SAND. — *François le Champi*, p. 180.

(3) Recherches faites à la Conservation des Hypothèques de Châteauroux.

L'ÉMIETTEMENT DE LA PETITE PROPRIÉTÉ. — Si la grande propriété tend à se démembrer au profit de la propriété paysanne, celle-ci se morcelle également en toutes petites propriétés.

Lorsque meurt un petit propriétaire laissant plusieurs héritiers, qui doivent avoir chacun une part égale dans la succession, il arrive bien souvent qu'aucun d'entre eux ne soit susceptible de conserver la propriété familiale en remboursant la part des autres. D'ailleurs, le pourrait-il et le voudrait-il, il lui faudrait encore obtenir l'assentiment de ceux-ci, puisque l'article 826 du Code civil donne à chacun des co-héritiers le droit de demander sa part en nature des meubles et immeubles dépendant de la succession. Et cet assentiment même est impossible à obtenir si l'on se trouve en présence de mineurs. Force est alors de rester dans l'indivision ou de procéder à une vente par licitation devant le Tribunal (art. 827 du Code civil). C'est ce qui arrive souvent. Les propriétés paysannes sont partagées ou bien vendues et, dans ce dernier cas, tous les enfants désertent la campagne pour la ville.

Ces ventes de propriétés d'une dizaine d'hectares se font même fréquemment au détail. En 1924, au village de Vasson, commune de Jeu-les-Bois, une locature de 7 hectares vendue par suite de succession a été achetée par 16 acquéreurs différents (1).

Il semble d'ailleurs que le Code civil se soit acharné à favoriser l'émiettement de la propriété, car l'article 832 s'occupant de la composition des lots se termine ainsi : « Il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. »

Les articles 858-859 et 866 exigeant dans certains cas le rapport en nature sont encore plus graves. Une réforme de ces différents articles du code s'impose. D'ailleurs, le Parlement a déjà été saisi de vœux et de projets de lois en ce sens (2). Les articles 73 et 228 de la loi du 1^{er} juin 1924 sur la mise en vigueur de la législation civile française dans les départements recouvrés font même dès maintenant bénéficier ces trois départements de la réforme réclamée par le reste de la France (3).

(1) Renseignements fournis par M. Charasson, notaire à Ardentes.

(2) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés le 7 mars 1924, tendant à modifier les articles 859 et 866 du Code civil. Vœux émis par la Société des Agriculteurs de France, août 1921-20 mai 1924 et Assemblée générale 1925 ; Bulletins Société des Agriculteurs de France.

(3) Bulletin de la Société des Agriculteurs de France, avril 1925.

MOYENS DE DÉVELOPPER LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE. — Les mesures prises par le législateur pour développer la propriété paysanne et en faciliter l'accès à des éléments nouveaux n'ont pas eu jusqu'ici une grande efficacité dans le Pays d'Ardentes.

Il existe à Châteauroux une caisse régionale de Crédit agricole, fondée après la promulgation de la loi du 5 août 1920. Le montant total des prêts individuels à long terme consentis par cet établissement s'élevait au 1^{er} janvier 1925 à 4.192.363 fr. 05.

En 1924 une somme de 1.370.800 francs fut consacrée par lui à 122 prêts à long terme ordinaires. A cela il faut ajouter une partie des prêts spéciaux faits aux mutilés et victimes civiles de la guerre, soit 175.000 francs ; mais, chose curieuse, sur trente-neuf caisses locales devant se partager l'activité de la caisse départementale, celle de Châteauroux en absorbe plus des trois quarts ; celle d'Ardentes, la seule du canton, n'a consenti en 1923 des prêts à long terme que pour un montant de 53.205 fr. 60 ; de 51.347 fr. en 1924 et en 1925 de 35.000 francs en deux prêts ⁽¹⁾.

Ces chiffres sont peu considérables, mais le Crédit agricole dispose de sommes limitées et le paysan n'y a pas volontiers recours. D'ailleurs ce n'est pas l'argent qui manque à celui-ci, mais plutôt la terre, la terre vendue au détail.

La proposition Boret voulait bien munir les caisses de Crédit agricole d'un droit de préemption sur les terres mises en vente, mais nous ne croyons pas que cette façon artificielle de développer la propriété paysanne puisse donner de bons résultats. Nous sommes d'autant plus autorisé à l'affirmer que c'est la conclusion de MM. H. et J. Hitier, dans leur ouvrage sur les problèmes actuels de l'agriculture ⁽²⁾.

Le projet de mise en société des domaines de M. Arnold Mascarel transformant la terre en société par actions ayant la forme d'une société civile particulière a bien pour but d'éviter l'émiettement des propriétés ; mais l'indivision qu'il entraîne et qui rappelle un peu celle des communautés taisibles aurait aussi sans doute de bien graves inconvénients.

⁽¹⁾ *Bulletin de la Société des Eleveurs, Agriculteurs et Viticulteurs de l'Indre*, années 1923 à 1926.

⁽²⁾ MM. H. et J. HITIER. — *Les problèmes actuels de l'Agriculture*, Paris 1923, p. 37.

VALEUR DE LA TERRE ET RENTE DU SOL. — Si nous envisageons la terre en tant que capital foncier, c'est-à-dire sans cheptels ni récoltes, nous constatons, d'après les actes de partages et de ventes que nous avons pu consulter que, dans la région Boischaut-Brenne, le prix de l'hectare pour les terres labourables variait entre 900 et 1.100 francs pour la période s'étendant de 1900 à 1914. Légèrement inférieur à ce chiffre pour les bois, il atteignait de 1.500 à 3.000 francs pour les prés suivant leur qualité ⁽¹⁾.

A cette époque, en Boischaut-Champagne, la terre avait sensiblement la même valeur qu'en Boischaut-Brenne. Ces prix avaient un peu plus que doublé depuis le milieu du XIX^e siècle. Nous trouvons dans les communes d'Ardentes et d'Arthon des propriétés vendues en 1941 sur la base de 350 à 450 francs l'hectare ⁽²⁾. La hausse de la valeur de la terre correspondant à une époque de crise agricole s'explique par les grandes améliorations foncières apportées; durant cette période, aux domaines de Boischaut-Brenne, dont une grande partie des terres étaient encore en friche au milieu du siècle dernier.

La rente du sol pendant les quinze dernières années d'avant-guerre atteignait, dans la région de Velles-Arthon-Buxières, 30 à 35 francs l'hectare ⁽³⁾, parfois 40 francs en bonnes terres de Boischaut-Champagne ⁽⁴⁾. Il fallait ajouter à ces chiffres quelques redevances en nature appelées menus suffrages, dépassant rarement 1 franc par hectare et n'arrivant jamais au chiffre de 2 francs. En les faisant entrer en ligne de compte nous pouvons admettre que la rente du sol était en 1913, pour des domaines de qualité moyenne, de 35 francs par hectare en Boischaut-Brenne et de 40 francs en Boischaut-Champagne.

Les propriétaires se contentaient alors d'un revenu modique d'environ 3 %. Déjà, en 1841, M. Muret de Bort, Président de la Société d'agriculture de l'Indre, expliquait la modicité de l'intérêt foncier : « Le sol est cher, écrivait-il, parce qu'il est limité, parce que le pays est riche en capitaux mobiliers, parce que, enfin,

(1) Conservation des hypothèques de Châteauroux.

(2) *Affiches de Châteauroux*, 21 mai 1841 : domaine de Buxerolle, 130 hectares, vendu 38.941 francs; domaine des Crubliers, 66 hectares, vendu 26.455 francs.

(3) Baux à ferme consultés en l'étude de M^e Gandon, notaire à Châteauroux.

(4) Domaine du Breuil, commune de Mâron.

l'amour de la possession territoriale n'est en aucun pays aussi profondément enraciné » (1).

Lorsqu'il s'agit de comparer les prix d'avant-guerre avec ceux de la période actuelle, il est indispensable de tenir compte des variations survenues dans la valeur de notre unité monétaire. Mais ces variations, pendant la première moitié de l'année 1926, ont été si fortes et si rapides que nous croyons préférable de comparer aux prix de l'année 1913 ceux de l'automne 1925, car, durant ce laps de temps, la valeur de notre franc demeurant à peu près stable, était environ le cinquième de celle d'avant-guerre, la livre et le dollar oscillant respectivement autour de 125 francs et de 26 francs.

A cette époque, exprimé en francs-papier, le prix de la terre avait dans cette région, comme partout ailleurs, notablement augmenté. Dans les communes de Buxières et de Velles des domaines se vendaient sur la base de 3.000 francs l'hectare, soit à peu près trois fois leur valeur d'avant-guerre (2). Mais cette hausse apparente cachait une baisse réelle, même très sensible. Le franc ne valait alors que 0 fr. 20 or ; ce n'était donc que 600 francs or que se vendait l'hectare de terre, soit à peine les deux tiers de sa valeur d'avant-guerre.

La rente du sol subissait à peu près le même sort. En 1925 les fermes de Boischaud-Brenne se louaient en nature 1 quintal de blé à l'hectare (3) et les menus suffrages tendaient à disparaître. Or, à cette époque le quintal de blé valait en moyenne 130 francs à la Bourse de Commerce de Paris (4), soit, en tenant compte d'un abattement de 6 % (différence normale entre les prix du marché de Châteauroux et ceux de la Bourse de Commerce de Paris), 122 francs environ dans le canton d'Ardentes. De 1913 à 1925 la rente du sol était donc passée de 35 francs à 122 francs l'hectare et avait augmenté ainsi en francs-papier dans la proportion de 1 à 3 1/2. Mais sa valeur or n'étant que de 122 n'atteignait que les 2/3 de celle de 1913.

5

(1) *Ephémérides de la Société d'Agriculture de l'Indre*, année 1841.

(2) Domaines des Lamberts et des Magnolets. Conservation des hypothèques.

(3) Bail du domaine du Petit Loubatière, commune d'Arthon. Etude de Me Gandon.

(4) 125 fr. 50 le 6 octobre ; 127 fr. 50 le 15 octobre ; 134 fr. le 29 octobre. Information Financière des 7, 16 et 30 octobre 1925.

En Boischaut-Champagne la rente et le capital foncier ont été un peu moins éprouvés. Loué 40 francs en 1913, l'hectare de terre semblait pouvoir être affermé 1 quintal 1/2 de blé en 1925, soit environ 180 francs. La baisse en valeur or n'atteignait guère ici qu'un dixième.

De même, l'hectare de terre qui valait 1.000 francs avant la guerre était passé en 1925 à 4.000 francs environ, ce qui, sous une hausse apparente de 400 %, dissimulait une baisse réelle de 20 %. Toutefois, il est difficile de donner des chiffres exacts, car, pendant ces dernières années, il n'y a eu dans cette région que très peu de transactions et les baux en nature y forment encore l'exception ; c'est à peine s'il en existe quelques-uns. Mais si le mouvement de baisse y est moins sensible qu'en Boischaut Brenne, cela tient à l'existence de deux facteurs qui sont venus atténuer dans une certaine mesure la hausse du prix de la main-d'œuvre : l'emploi du machinisme et le développement de la culture intensive.

La baisse réelle de la propriété foncière et de la rente du sol que nous constatons dans le Pays d'Ardentes ne lui est du reste pas spéciale. Elle s'est produite dans les autres régions du département dans des proportions sensiblement égales et elle est d'ailleurs générale pour l'ensemble de la France. M. Joseph Hitier, constate, en effet, que la hausse de la valeur de la terre en moyenne reste très inférieure à ce que commanderait une adaptation automatique des prix à la baisse du franc ⁽¹⁾.

C'est également l'opinion de M. André Lebon. Celui-ci remarque que la baisse du franc était de 500 % alors que le rehaussement dans les valeurs foncières n'était en moyenne que de 215 % au milieu de 1925.

CHARGES DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — Nous avons envisagé jusqu'ici la rente brute, c'est-à-dire la somme que le propriétaire reçoit effectivement de son fermier dans le cas de terres affermées. Mais le prix du fermage ne constitue pas le revenu net d'une propriété. Pour obtenir celui-ci il faut déduire du revenu brut les charges qui grèvent la propriété foncière et qui ont trois sources principales : les impôts frappant la propriété, les assurances contre l'incendie, et surtout enfin les réparations faites aux bâtiments

(1) *Bulletin de l'Académie d'Agriculture*. Séance du 10 janvier 1926.

ainsi que les constructions neuves exigées par la loi. Depuis 1913, ces charges, elles aussi, ont considérablement varié.

Les impôts qui avant la guerre représentaient une lourde charge pour la propriété foncière n'ont pas été aggravés depuis dans la proportion de la dévalorisation du franc. La révision de la propriété bâtie n'étant pas encore applicable en 1925 et celle de la propriété non bâtie n'étant pas même commencée, seuls les taux des contributions avaient varié, passant de 5 % à 12 % pour la part de l'Etat dans les contributions foncières sur les propriétés bâties et non bâties.

Si même on y ajoute les impôts rétroactifs de la loi Loucheur, le prélèvement fait par l'Etat était loin en 1925 d'atteindre le quintuple de celui de 1913, quintuple que cependant la dépréciation du franc à cette époque aurait rendu normal. C'est pourquoi les propriétaires fonciers ne s'élèveront pas contre les augmentations très importantes de leurs charges fiscales que leur demandent les lois de Finance de 1926. Ne les trouvant pas exagérées, ils feront ce sacrifice de gaieté de cœur avec l'espoir qu'il contribuera au redressement financier de la France et à la stabilisation du franc.

Par contre, c'est avec moins d'optimisme qu'ils envisagent l'aggravation considérable des droits de mutation sur les immeubles qui s'élèvent aujourd'hui à 18 % et le super-impôt de 7 % exigé par la loi de Finances du 3 août 1926 à la première mutation. Ils considèrent, en effet, ces derniers impôts comme un véritable prélèvement sur le capital, prélèvement qu'ils ont déjà subi du fait de la dépréciation du franc, puisque la valeur or de leurs propriétés a sensiblement diminué depuis 1913.

Il ne faut pas oublier non plus que la propriété rurale paye au titre de l'impôt foncier sur les propriétés bâties et non bâties une très forte part aux départements et aux communes. En 1925, dans le Pays d'Ardentes, par suite des charges toujours croissantes des administrations départementales et communales, cette part atteignait tout près du quintuple de celle payée au même titre en 1913.

La charge représentée par les primes d'assurance contre l'incendie des bâtiments est, elle aussi, plus lourde en 1925 qu'en 1913. Si plusieurs compagnies d'assurance n'ont pas modifié le taux de la cotisation, le montant des valeurs assurées a dû croître dans la proportion des prix de construction, c'est-à-dire de 500 % environ.

Le total de la cotisation a donc suivi cette progression, mais ici la charge est aggravée par l'augmentation des impôts frappant les polices d'assurance.

Le droit de timbre sur les valeurs assurées est, en effet, passé de 0 fr. 04 pour 1.000 en 1913 à 0.10 pour 1.000, plus 2 décimes, en 1925, le droit d'enregistrement sur les cotisations de 10 % à 11 % plus 2/10, soit 13,20 % et comme ceux-ci s'appliquent à des valeurs assurées et à des cotisations cinq fois plus fortes, ils représentent respectivement une charge 15 fois et 6 fois plus élevée.

Nous ne considérerons pas comme charges de la propriété les améliorations apportées au fonds, telles que constructions neuves, drainages, irrigations, etc. Ces dépenses ne sont généralement entreprises qu'en vue d'obtenir dans l'avenir des recettes supplémentaires, mais les simples réparations d'entretien sont devenues pour les propriétaires une charge déjà très lourde.

L'indice général des prix de construction dépassait 500 pour la France en octobre 1925 ⁽¹⁾. Dans l'Indre, le coût des réparations a suivi à peu près la même progression. Voici pour la commune d'Arthon les prix comparés des journées de couvreurs, de maçons et de menuisiers ainsi que de quelques matériaux d'utilisation commune pendant les deux années 1913 et 1925.

Prix comparés des réparations en juin 1913 et juin 1925 ⁽²⁾

	1913	1925
Journées de couvreurs.....	4 fr.	25 fr.
Relattage de couvertures.....	0 fr. 50 le m ²	3 fr. 50 le m ²
Journées de maçons.....	4 fr.	20 fr.
Journées de menuisiers.....	0 fr. 50 l'h ^{re}	2 fr. 50 l'h ^{re}
Sable de rivière 1 m ³	5 fr.	25 fr.
Chaux hydraulique 1 sac.....	1 fr. 60	10 fr.
Tuiles le 1.000.....	40 fr.	250 fr.

Nous pouvons constater que les prix de 1925 sont au moins cinq fois supérieurs à ceux de 1913, alors qu'ils auraient dû à peine

⁽¹⁾ *Bulletin de la statistique générale de la France*, tome XV, fascicule II. Ministère du Travail.

⁽²⁾ Mémoires de 1913 et de 1925. Propriété d'Arthon.

tripler pour rester en harmonie avec les mouvements de la rente foncière. Les propriétaires fonciers ont donc trouvé une aggravation à leur situation dans l'augmentation du coût des réparations. Pour certains, la question du couchage apporterait encore une charge nouvelle. En effet, une loi votée par la Chambre le 21 décembre 1924 interdit de faire coucher le personnel des exploitations agricoles dans les écuries ou les étables servant de logement aux animaux ⁽¹⁾. Or, dans beaucoup de fermes de la Champagne berrichonne, et aussi dans quelques-unes de la région Boischaut-Champagne qui nous intéresse, les bergers ont coutume de coucher dans un coin de la bergerie ou de l'écurie. Cette loi, si elle était appliquée, obligerait donc les propriétaires à bâtir des chambres pour le personnel agricole, et, par suite, quel que soit son bien-fondé basé sur des préoccupations d'hygiène et de salubrité, elle entraînerait, au prix actuel des constructions, des dépenses considérables pour les propriétaires fonciers.

CAUSES DE LA BAISSÉ RÉELLE DE LA RENTE DU SOL ET DE LA TERRE.

— De 1913 à 1925 la rente du sol (rente brute et rente nette) a donc notablement diminué en valeur or dans le Pays d'Ardentes et particulièrement dans sa partie Boischaut-Brenne.

Les rendements moyens du sol étant à peu près ceux d'avant la guerre, cette baisse est-elle due à une diminution corrélative dans les prix des produits agricoles, céréales et bestiaux ou bien à une augmentation des deux autres éléments constituant avec la rente le revenu total d'une propriété : le profit et le salaire ?

Le revenu d'une ferme du Pays d'Ardentes est formé principalement en parties presque égales par la culture du blé et l'élevage. Or, l'indice général des prix du blé était pendant le quatrième trimestre de 1925 de 586, celui de la viande de bœuf de seconde qualité de 571 ; celui de la viande de mouton, deuxième qualité, de 570 ; celui de la viande de porc, première qualité, de 663 ⁽²⁾. Ces indices sont tous supérieurs à celui de dépréciation du franc qui, nous l'avons vu, avoisinait à cette époque le chiffre de 500.

Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut chercher les causes de la baisse de la rente foncière, mais bien plutôt dans une augmen-

⁽¹⁾ *Agriculteurs de France. Op. cit.*, avril 1925, p. 114.

⁽²⁾ *Bulletin de la statistique générale de la France*, tome XV, fascicule II.

tation, plus que proportionnelle à la baisse du franc, des indices du coût de production.

La valeur de la terre, en grande partie fonction de la rente du sol, a suivi à peu près les mouvements de celle-ci ; l'accroissement du taux de l'intérêt n'a pas eu une sensible influence sur elle. Considérant à tort ou à raison le capital foncier comme une valeur de refuge, les nouveaux acquéreurs de propriétés ne se sont pas préoccupés beaucoup du revenu qu'ils pourraient en retirer. Aussi le taux de l'intérêt foncier est-il presque demeuré ce qu'il était avant la guerre, c'est-à-dire environ 3 %.

II. — L'Exploitation.

DIVISIONS CULTURALES. — Nous avons vu que dans le Pays d'Ardenes la propriété était assez fortement concentrée, toutefois avec une tendance marquée, depuis ces dernières années, à la diminution en nombre et en étendue de la grande propriété au profit de la petite. Mais l'étendue de la propriété ne coïncide pas avec celle des exploitations ; il arrive, en effet, fréquemment, qu'un même propriétaire ait une terre partagée en plusieurs exploitations distinctes.

Les enquêtes de 1862 et de 1892 nous donnent bien le nombre et l'étendue des exploitations rurales dirigées par un seul propriétaire ou un seul fermier, mais, outre que ces statistiques sont maintenant anciennes, établies un peu hâtivement comme beaucoup de documents de ce genre, elles ne présentent pas une exactitude bien rigoureuse. Nous avons mieux aimé nous référer à la statistique agricole de 1925 que nous avons essayé de compléter par des enquêtes faites sur place et par l'examen des matrices cadastrales.

Adoptant la division admise par M. Caziot nous séparerons les exploitations en toutes petites exploitations de moins de un hectare, petites exploitations de 1 à 10 hectares, moyennes exploitations de 10 à 40 hectares et grandes exploitations de plus de 40 hectares ⁽¹⁾.

(1) P. CAZIOT. — *La Terre à la famille paysanne*, p. 40.

CATÉGORIE DES EXPLOITATIONS	NOMBRE D'EXPLOITATIONS	PROPORTION	SUPERFICIE TOTALE CULTIVÉE	PROPORTION
Au dessous de 1 hectare.....	700	42,1 %	350 ^a	1,5 %
De 1 à 10 hect ^{res}	600	36 %	3.150 ^a	12,8 %
De 10 à 40 hect ^{res}	160	9,6 %	3.500 ^a	14,7 %
Plus de 40 hect ^{res}	205	12,3 %	17.500 ^a	71 %
TOTAUX....	1.665	100 %	24.500 ^b (1)	100 %

Voici la surface moyenne représentée par chacune des grandes catégories d'exploitations :

Moins de 1 hectare : 0 h. 50 ares ;

De 1 hectare à 15 hectares : 5 h. 25 ares ;

De 10 hectares à 40 hectares : 21 h. 87 ares ;

Plus de 40 hectares : 85 h. 36 ares.

Mais les toutes petites exploitations ne sont pas à proprement parler des exploitations agricoles, ce sont, en effet, presque exclusivement des vignes et des jardins, et, si nous n'en tenons pas compte, nous obtenons la répartition suivante :

CATÉGORIE DES EXPLOITATIONS	Nombre des exploitations	PROPORTION	Superficie totale cultivée	PROPORTION
De 1 à 10 hectares.....	600	62,2 %	3.150	13,4 %
De 10 à 40 hectares.....	160	16,6 %	3.500	14,3 %
Plus de 40 hectares.....	205	21,2 %	17.500	72,3 %
TOTAUX.....	965	100 %	24.150	100 %

Si nous comparons ces chiffres à ceux que nous donne M. Caziot pour la division du territoire agricole en France (2), nous pouvons

(1) Ce chiffre ne s'applique qu'aux terres labourables, prés, vignes et jardins.

(2) P. CAZIOU. — *Op. cit.*, p. 41.

constater que la grande exploitation occupe dans le Pays d'Arden-tes, tant par le nombre (21,2 % contre 4 %) que par l'étendue cultivée (72,3 % contre 38,7 %, une place sensiblement plus considérable que dans la France entière.

Le fractionnement parcellaire est une question distincte de l'étendue des exploitations. La parcelle est une portion de terrain plus ou moins grande, située dans un même canton, triage ou lieu dit, présentant une même nature de culture et appartenant à un même propriétaire. D'après M. de Foville, l'Indre est placé dans la catégorie des 25 départements où la parcelle moyenne est la plus forte, dépassant 50 ares avec 64 ares 1 (¹).

Mais les parcelles dont une exploitation est formée peuvent être groupées autour des bâtiments d'exploitation, ou bien, pour une bonne part, fort éloignées de ces derniers et parfois même séparées les unes des autres. La dispersion parcellaire obligeant les cultivateurs à des déplacements nombreux et fréquents qui leur prennent beaucoup de temps, offre de graves inconvénients pour la culture. Elle n'existe heureusement à peu près pas dans le Pays d'Arden-tes où les parcelles sont fortement groupées et entourent d'ordinaire les bâtiments d'exploitation. Seuls, plusieurs domaines de Boischaut-Champagne, toujours très privés de prairies naturelles, possèdent quelques parcelles de prés le long des cours d'eau du Boischaut-Brenne. Celles-ci, situées souvent à plusieurs kilomètres du siège de l'exploitation ne procurent pas de grands avantages à leurs exploitants, mais, nous le répétons, elles ne forment que l'exception dans le Pays d'Arden-tes où la dispersion de la propriété est très faible.

DIFFÉRENTS SYSTÈMES D'AMODIATION. — Nous avons déjà étudié la propriété, c'est-à-dire le capital foncier. Or, pour le fonctionnement de toute exploitation agricole, il faut ajouter au capital foncier deux éléments nouveaux : le capital d'exploitation et le travail. Ceci nous amène à l'étude des différents systèmes d'amodiation.

La coordination des trois éléments ; capital, direction et travail, peut se faire d'elle-même. C'est le cas de l'exploitation paysanne. Mais le propriétaire peut aussi faire cultiver ses terres par des

(¹) A. de FOVILLE. — *Le morcellement*, Paris 1885, p. 141.

domestiques rétribués par lui. C'est alors l'exploitation directe. Il peut également les louer moyennant un prix déterminé et payable chaque année. C'est le cas du fermage. Il peut enfin, apportant tout ou partie du capital d'exploitation, constituer une sorte d'association avec un cultivateur qui, moyennant un partage en nature des produits, apportera de son côté le travail et quelquefois aussi une partie du capital d'exploitation. C'est le métayage ou colonage partiaire.

Ces quatre systèmes d'amodiation existent dans le Pays d'Ardenes, mais ils y occupent des places différentes. Pour les grandes exploitations le métayage l'emporte nettement sur le fermage et la culture directe. Sur 205 exploitations de plus de 40 hectares, 145, soit 70,7 %, sont cultivées par des métayers ; 44, soit 21,4 % par des fermiers et seulement 16, soit 7,8 % sont en culture directe, et encore, parmi les domaines affermés, 9 sont-ils loués à des fermiers généraux qui exploitent eux-mêmes, avec des métayers, ce qui augmente le nombre de ces derniers.

C'est en Boischaut-Brenne d'ailleurs que le métayage est le plus en faveur (90 % du nombre total des grandes exploitations dans les deux seules communes de Velles et d'Arthon) et c'est au contraire en Boischaut-Champagne que le fermage occupe une place relativement importante.

Dans la petite et la moyenne exploitation le système d'amodiation le plus répandu est de beaucoup l'exploitation paysanne, mais là il nous est impossible de déterminer exactement la part revenant aux divers modes de culture. Nous avons simplement pu constater que le métayage y était à peu près inemployé, mais que le fermage y comprenait environ le quart des exploitations, tout le reste revenant à la culture directe par le paysan propriétaire.

L'EXPLOITATION PAYSANNE ET LE FAIRE-VALOIR DIRECT. — L'exploitation par le paysan propriétaire constitue bien à l'heure actuelle le type idéal d'exploitation tant au point de vue social qu'au point de vue économique. Il est indéniable, en effet, que le paysan propriétaire est l'ennemi des bouleversements sociaux qui mettraient en péril sa propriété. D'autre part, grâce au droit absolu qu'il possède sur elle, il apporte à l'amélioration et à la culture de sa terre une ardeur et une ténacité qu'on ne rencontre pas chez le

fermier et le métayer (¹). En outre, travaillant lui-même, et avec l'aide de sa famille il ne redoute pas la crise de la main-d'œuvre dont souffrent tant les autres exploitants.

On objecte bien qu'étant donné l'exiguïté de son exploitation, l'emploi intensif du machinisme lui est interdit. Mais, dans la région, lorsque la trop faible étendue de leurs terres ne leur permet pas l'achat d'instruments agricoles coûteux, tels que faucheuses ou moissonneuses, les paysans propriétaires ont souvent recours aux instruments des domaines voisins et s'acquittent des services qu'ils reçoivent ainsi en fournissant gratuitement des journées de travail pour la moisson ou les battages.

Dans le faire-valoir direct, le propriétaire fournit la totalité du capital d'exploitation et dirige son entreprise soit lui-même, soit avec le concours d'un régisseur, mais le travail manuel est exécuté par des ouvriers rétribués. Souvent, lorsqu'un propriétaire possède des terres assez étendues, il conserve autour de sa maison d'habitation quelques hectares qu'il régit ainsi avec l'aide de domestiques. C'est ce qu'on appelle une réserve. Quelquefois aussi un domaine entier est administré par faire-valoir direct. Le propriétaire place alors dans la ferme un ménage de maîtres-domestiques qu'il charge de la nourriture et de la surveillance des autres ouvriers. Outre un salaire fixe, ce ménage peut être intéressé aux bénéfices et il reçoit du patron, soit en nature, soit au moyen d'une somme forfaitaire, la nourriture nécessaire à l'administration de la ferme. Mais ce système d'exploitation exigeant de grandes qualités d'intelligence, de souplesse et d'honnêteté de la part des maîtres-valets et une grande surveillance de la part du propriétaire donne rarement de bons résultats ; aussi est-il peu répandu dans le canton.

FERMAGE. — Dans le fermage, le cultivateur qui prend une terre à bail s'engage uniquement à payer une rente fixe au propriétaire. Le bail à ferme n'étant pas particulier au Pays d'Ardenes nous ne nous occuperons ici que des conditions les plus importantes et les plus spéciales à la région.

La durée des baux était généralement longue avant la guerre. La plupart étaient de 9 et 12 années. Depuis, par suite de l'insta-

(¹) H. et J. HITIER. — *Les Problèmes actuels de l'Agriculture*, op. cit., p. 31.

bilité des conditions économiques, les baux de 3, 6 ou 9 ans tendent à devenir les plus nombreux. Les époques d'entrée en jouissance sont le 24 juin à la Saint-Jean et le 11 novembre à la Saint-Martin ; quelquefois aussi, mais très rarement le 23 avril à la Saint-Georges. La date de la Saint-Jean réduisant au minimum la cohabitation entre fermiers entrants et fermiers sortants semble la plus avantageuse et elle est aussi adoptée le plus fréquemment.

Le fermier apporte généralement le capital d'exploitation. Mais dans cette région les fermiers ne disposaient pas avant la guerre de sommes suffisantes pour bien garnir leurs domaines et faire de la bonne culture, aussi les propriétaires avaient-ils coutume de leur avancer une partie de leurs cheptels vivants et morts. L'importance de ces avances variait entre 60 et 80 francs par hectare ⁽¹⁾. Le plus souvent, les baux constatant la remise de ces cheptels contenaient à la fois une désignation précise des animaux livrés et une estimation de leur valeur vénale.

Depuis la guerre, la hausse considérable des bestiaux ayant accru dans de très fortes proportions la valeur des cheptels garnissant les fermes, il eût semblé logique que les propriétaires pussent à la fin de leur bail réclamer aux fermiers sortants la livraison en nature du cheptel avancé par eux. Mais l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 mai 1922 leur a enlevé cet espoir. Il pose, en effet, en principe que la valeur du cheptel envisagée dans les articles 1821 et 1826 du Code civil est sa valeur en argent et que, par conséquent, en cas de doute sur l'intention des parties, notamment lorsque la juxtaposition d'une estimation et d'une description détaillée du bétail rendent cette intention équivoque et ambiguë, c'est cette valeur pécuniaire qui doit être prise en considération ⁽²⁾.

Dès lors, les propriétaires ne possèdent plus dans leurs fermes que des fonds de cheptels insignifiants et disproportionnés avec la valeur actuelle du bétail, mais, là même où les baux ont été renouvelés depuis 1920, ces fonds de cheptels n'ont pas été augmentés, les fermiers étant actuellement très à même de fournir la totalité du capital d'exploitation.

Les améliorations foncières, apportées spécialement à la terre, telles que constructions, créations de prairies naturelles, drai-

⁽¹⁾ H. RATOUIS DE LIMAY. — *Le fermage dans le département de l'Indre*, Châteauroux 1892, p. 129.

⁽²⁾ *Agriculteurs de France*. Bulletin d'Août 1922, p. 214.

nages, etc., sont généralement faites par le propriétaire, le fermier se contentant de payer à celui-ci les intérêts annuels du capital engagé. Au contraire, les améliorations culturales, telles que chaulages, emploi d'engrais, créations de prairies temporaires, sont à la charge du fermier.

Cette question touche à celle de l'indemnité au fermier sortant, laquelle depuis si longtemps préoccupe le législateur et les agriculteurs. M. Ratouis de Limay, Président de la Société d'agriculture de l'Indre, considérait, dès 1892 ⁽¹⁾, que l'indemnité, si elle devenait obligatoire, serait une véritable spoliation pour les propriétaires. Depuis lors, son avis n'a pas changé.

Il peut, en effet, exister des propriétaires n'ayant pas de ressources suffisantes pour indemniser leurs fermiers. Comment leur en faire grief et pourquoi les obliger à vendre leurs domaines ? Ne serait-ce pas une atteinte au droit de propriété ? D'ailleurs, comment évaluer les améliorations faites par le fermier ? Il faudrait un point de départ servant de base, une estimation par experts. Or, il n'en existe pour aucun domaine ; l'indemnité ne pourrait donc être envisagée que pour les baux futurs. Mais, si elle était possible à la rigueur pour l'état des chemins, des clôtures, des bâtiments, comment pourrait-elle être établie pour la valeur réelle de la terre, sa teneur en éléments fertilisants ? Faudrait-il avoir recours à un chimiste ? et alors que de frais si une analyse était nécessaire pour chaque parcelle ! D'après M. Ratouis de Limay l'indemnité doit être rejetée pour ces diverses raisons. Tout au plus, le fermier pourrait-il prétendre à une légère compensation, par exemple à un pas-de-porte correspondant au pas-de-porte des commerçants.

Le montant des fermages consistait avant la guerre en une somme fixe d'argent versée annuellement au propriétaire. Toutefois il était d'usage dans la région d'y ajouter des redevances en nature ou menus suffrages représentés principalement par des volailles, des œufs et du beurre. Cette coutume, mal acceptée par les fermiers, surtout par ceux du Boischaut-Champagne, tendait d'ailleurs à disparaître.

Beaucoup de baux après la guerre furent encore renouvelés à prix d'argent, mais la dépréciation continue du franc faussant tout

(1) H. RATOUIS DE LIMAY. — *Op. cit.*, p. 133.

contrat basé sur notre unité monétaire, les propriétaires de la contrée ont aujourd'hui un penchant marqué à adopter, comme base du prix de fermage, le quintal de blé ou le kilogramme de viande.

Cette méthode n'est du reste pas nouvelle dans le département de l'Indre. Il existait autrefois dans les cantons de Buzançais, de Chatillon, de Levroux et de Vatan quelques baux, il est vrai assez rares, à redevances fixes en nature ⁽¹⁾. Mais, les fermiers remettant souvent à leurs propriétaires des produits de qualité médiocre, cet usage tomba vite en désuétude dès que les approvisionnements en produits de la ferme se firent plus facilement. Il fallut la débâcle de notre franc pour le faire revivre.

Le quintal de blé est presque exclusivement adopté dans le canton comme base du bail en nature. Le kilogramme de viande est en effet d'une application plus délicate, la livraison en nature étant dans ce cas plus difficile pour le preneur. Or, la livraison en nature doit être la condition essentielle des baux de ce genre. M. Joseph Hitier, dans une séance récente de l'Académie d'agriculture, après avoir démontré la validité de la clause qui stipule le paiement en nature en se basant sur l'article 75 de la loi de Finances du 15 mai 1918, met en garde contre le danger qu'il pourrait y avoir à stipuler dans le bail la conversion en argent, aux cours pratiqués lors des échéances, des denrées servant de base aux baux en nature ⁽²⁾. Si, en effet, il n'était pas spécifié que le bailleur pourrait exiger la livraison des denrées, le bail pourrait être annulé comme portant atteinte au cours légal de notre unité monétaire.

Mais, bien des domaines, et c'est la majorité, sont encore affermés à prix d'argent, certains même sont encore régis par des baux d'avant-guerre, parmi lesquels beaucoup faits avant 1920, c'est-à-dire à une époque où le franc n'était pas ou était très peu déprécié. Aussi la révision des baux ruraux est-elle vivement sollicitée.

La Fédération des Associations agricoles de l'Yonne et le Conseil général de Seine-et-Marne ont émis des vœux dans ce sens et des propositions de loi ont été déposées au Parlement pour l'extension à la propriété foncière de la révision des baux de longue

⁽¹⁾ *Recueil des usages locaux du Département de l'Indre*, Châteauroux 1912, article 374.

⁽²⁾ *Académie d'Agriculture*, novembre 1925.

durée. Il est, en effet, inique que certains propriétaires fonciers ne retirent de leurs domaines que des revenus à peine suffisants pour en acquitter les impôts et faire les réparations indispensables. La seule objection que l'on puisse faire à la révision des baux ruraux est basée sur le respect des contrats, mais la dépréciation monétaire que nous traversons est telle qu'il serait équitable de faire une place à la théorie de l'imprévision ⁽¹⁾.

LE FERMAGE GÉNÉRAL. — On appelle fermier général un fermier qui loue à un propriétaire, moyennant un prix convenu, un ou plusieurs domaines qu'il fait exploiter à son compte par des métayers.

Sous l'ancien régime, les seigneurs donnaient leurs terres à bail à des fermiers généraux qui prenaient à leur compte des métayers ⁽²⁾. Leur nombre diminua après la Révolution. Avant la guerre il existait encore trois fermiers généraux dans les communes de Buxières-d'Aillac et d'Arthon, mais ce système d'amodiation a de plus en plus tendance à disparaître, les propriétaires préférant affermer séparément leurs domaines ou traiter directement avec des métayers.

LE MÉTAYAGE. — Le métayage ou colonage partiaire est un contrat par lequel le bailleur, propriétaire du fonds, usufruitier ou fermier, donne au preneur, métayer ou colon partiaire, moyennant un partage des fruits en nature, la jouissance d'un capital constitué par des terres, bâtiments et tout ou partie du bétail et du matériel d'exploitation. Mais le bailleur conserve la direction de l'entreprise, les preneurs se chargent seulement d'apporter le travail nécessaire et d'acquitter une quote-part des dépenses d'exploitation.

La nature du contrat de métayage a été longtemps controversée. Était-ce un contrat de louage ou un contrat de société ? Le Code rural, sans trancher la question d'une façon explicite, semble en avoir fait un contrat d'une nature mixte participant à la fois du bail et de la société.

Nous avons vu que le métayage tient actuellement une place très importante dans le Pays d'Ardentes. Au commencement du

(1) P. CAZIOT. — *Agriculteurs de France*, janvier 1926.

(2) M. l'abbé CHAUSSEÉ. — *Op. cit.*

XIX^e siècle il semblait déjà l'emporter sur le fermage. Tout d'abord, l'abolition des privilèges et des juridictions seigneuriales, l'émancipation des classes rurales et la prohibition des baux perpétuels décrétée en 1789 et 1791 agirent peut-être plutôt en faveur du développement du fermage. Beaucoup de propriétaires, en effet, ne pouvant s'occuper directement de leurs terres, les affermèrent à des fermiers généraux qui souvent les exploitaient eux-mêmes avec le concours de métayers ⁽¹⁾.

Toutefois les grands travaux d'amélioration qu'exigeait la mise en valeur des plaines encore arides et monotones du Boischaut-Champagne et surtout des terres incultes du Boischaut-Brenne recouvertes de fougères, de genêts et d'ajoncs, nécessitaient la collaboration constante du propriétaire et de l'exploitant que seul permet le métayage. Puis si vers le milieu du siècle dernier beaucoup de métayers, trouvant les affaires plus aisées, cherchaient à devenir fermiers, la crise agricole qui survint dans la seconde moitié de ce siècle vint grossir le nombre des métayers. Bien des exploitants et des propriétaires préféraient, en effet, comme dans toute période difficile, un partage de fruits en nature à une contribution fixe que les premiers n'étaient pas sûrs de pouvoir acquitter et qui prenait par conséquent pour les autres un caractère aléatoire.

Aujourd'hui, dans toute la région Boischaut-Brenne, le nombre des domaines exploités par métayage l'emporte nettement sur celui des domaines affermés ; en Boischaut-Champagne, il est vrai, il y a à peu près égalité, mais la dépréciation constante du franc, rendant incertain tout contrat basé sur notre unité monétaire, est plutôt en faveur du développement du métayage.

La durée des baux n'a qu'une importance relative dans le métayage, la confiance et l'estime mutuelles étant une garantie suffisante entre maîtres et colons. Ceux-ci n'ont pas non plus, comme les fermiers, à faire des avances foncières importantes que seuls les baux de longue durée peuvent permettre. Les baux les plus répandus sont de trois, six ou neuf années consécutives, avec faculté de résilier à l'expiration de chacune des périodes triennales, mais il existe aussi des baux d'une année renouvelables par tacite reconduction.

(1) M. l'abbé CHAUSSE. — *Op. cit.*

Avant 1914, il n'était pas rare de voir des métayers se succéder de père en fils dans la même ferme pendant plusieurs générations. Mais la guerre fit de grands vides parmi les familles de métayers, puis la hausse des cheptels qui se manifesta brutalement après l'armistice donna l'illusion de la richesse aux survivants, et beaucoup, ne croyant pas généralement au maintien des prix élevés du bétail, se retirèrent pour consolider leurs bénéfices en transformant en Bons du Trésor les animaux dont ils étaient propriétaires.

Les nouveaux métayers qui entrèrent alors dans les domaines n'apportèrent pas les vieilles habitudes d'attachement au sol qui faisaient honneur à leurs prédécesseurs. Presque tous étaient des ouvriers agricoles, sans avances, qui, stimulés par les gains qu'avaient réalisés leurs devanciers, arrivaient dans une ferme avec le désir et l'espoir d'y faire rapidement fortune. Mais l'habitude prise par les propriétaires de donner les cheptels au poids et la hausse toujours croissante du coût de la main-d'œuvre leur montrèrent bien vite que la chose n'était pas aussi aisée qu'ils l'avaient pensé, ce qui fait qu'à l'heure actuelle les métayers quittent plus fréquemment les domaines et que leur recrutement est devenu difficile.

Les époques d'entrée presque toujours adoptées sont, comme pour le fermage, le 11 novembre, à la Saint-Martin, et le 24 juin à la Saint-Jean ; quelquefois, mais plus rarement, le 23 avril à la Saint-Georges ⁽¹⁾.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier toutes les clauses et conditions générales des baux à moitié fruits, profits et pertes, M. Ratouis de Limay ayant écrit avant la guerre sur ce sujet un ouvrage des plus complets ⁽²⁾, mais nous voudrions simplement signaler les clauses qui, depuis l'armistice, ont été le plus communément modifiées.

Autrefois le métayage, suivant son sens étymologique, consistait généralement en une division par moitié de tous les profits et de toutes les charges de l'exploitation, sauf les dépenses de main-d'œuvre supportées intégralement par les colons. Le capital d'exploitation était constitué par un fonds peu important attaché au domaine et l'excédent était partagé en parties égales entre

⁽¹⁾ *Recueil des Usages locaux*, Châteauroux 1912, art. 238.

⁽²⁾ H. RATOUIS DE LIMAY. — *Le métayage et les baux à colonage partiaire dans le Département de l'Indre*, Châteauroux 1896.

propriétaire et métayer. Cependant il n'était pas rare que le colon apportât la totalité du cheptel mort et en supportât les charges d'entretien, mais alors, le plus souvent, il conservait, comme compensation, la totalité du bénéfice des grosses volailles.

Les dépenses d'exploitation, chaux, engrais et semences, frais de battage, etc., sauf les frais de culture et de récoltes, étaient partagées par moitié ⁽¹⁾. Toutefois, dans le canton d'Ardes, il était et il est encore d'un usage fréquent que le maître fournisse pour la moisson un ouvrier qu'il paye, mais que le métayer nourrit ⁽²⁾. Cet usage tend cependant à disparaître depuis que l'emploi de la moissonneuse rend les frais de moisson moins élevés. Par contre, beaucoup de baux de métayage fixaient un droit de cour ou de redevance en argent dû par le métayer au propriétaire. Les colons avaient également coutume de donner à leurs patrons, à titre de menus suffrages, un certain nombre de volailles et quelques journées de charrois.

D'ordinaire l'impôt foncier et celui des portes et fenêtres étaient supportés par le propriétaire, tandis que les prestations ou la taxe vicinale l'étaient par les colons.

Si le partage des produits du domaine se fait généralement par moitié, les métayers ont le droit de prélever sur les pommes de terre, haricots, raves et autres légumes récoltés dans les champs, tout ce qui est nécessaire à leur nourriture et à celle de leur famille et de leurs ouvriers. Ils ont aussi la jouissance entière du jardin, de la chènevière (au temps où il en existait), et des fruits des arbres sauvages ; s'il y a un petit clos de vigne, la plupart du temps ils en jouissent intégralement et cet avantage contribue pour beaucoup à les attacher à la ferme. En général ils ont également le droit d'engraisser, sans en tenir compte au propriétaire, les porcs nécessaires à la consommation du domaine ⁽³⁾.

Depuis la guerre, les métayers se faisant plus rares et leurs charges croissant avec l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, leurs exigences sont devenues plus grandes. Aussi, existe-t-il bien peu de baux de métayage qui n'aient été modifiés ces dernières années à l'avantage des colons. Les concessions consenties par les propriétaires n'ayant pas été partout les mêmes, il est diffi-

(1) *Recueil des Usages locaux. Op. cit.*, articles 386 et 390.

(2) *Id.*, art. 391.

(3) M. RATOUIS DE LIMAY. — *Op. cit. et Usages locaux.*

cile de les indiquer exactement. Toutefois, les clauses essentielles des baux à portion de fruits (partage par moitié des récoltes et des produits du cheptel et frais de culture à la charge des métayers) ont été toujours respectées. Les modifications ont porté principalement sur le partage des charges d'exploitation. Ici, le propriétaire prend à son compte les $\frac{2}{3}$ ou les $\frac{3}{4}$ de l'achat de la chaux ; là, les frais d'engrais dans les mêmes proportions. Ici, tout en abandonnant la totalité des grosses volailles, il participera aux dépenses de charroinage et de maréchalerie ; là, il remettra au métayer à titre d'indemnité une somme forfaitaire basée sur l'étendue cultivée en betteraves, en pommes de terre ou en blé. Partout, le droit de cour a été supprimé et, si les menus suffrages ont été la plupart du temps maintenus, le nombre de charrois fournis gratuitement par les métayers a été souvent restreint.

Mais le changement le plus important porte sur la façon dont le cheptel est fourni. Le cheptel vif est constitué par les animaux de toute nature, attachés au domaine et nécessaires à sa bonne exploitation. Le propriétaire en possède toujours en propre une part formant une souche appelée cheptel de fer. Autrefois, ce cheptel de fer était estimé en francs et représentait alors, dans la totalité du cheptel vif, une part ayant son importance. Tout l'excédent était partagé entre le propriétaire et le métayer, celui-ci à son entrée remboursant à son prédécesseur, sur estimation contradictoire, la portion appartenant à ce dernier. Ici, comme dans le fermage, la baisse du franc profita à l'exploitant au détriment du propriétaire. Supposons, en effet, un domaine où le cheptel vif avait, avant la guerre, une valeur de 20.000 francs avec une souche de 8.000 francs de cheptel de fer. Le métayer ayant la moitié de l'excédent avait apporté pour sa part $\frac{12.000}{2} = 6.000$ fr. de cheptel vif. Le propriétaire fournissait la souche de 8.000 fr., plus l'autre moitié de l'excédent 6.000 francs, soit en tout 14.000 francs.

A l'heure actuelle, ce même cheptel, qui n'a cependant varié ni en qualité ni en quantité, voit à peu près sa valeur de 1913 multipliée par le coefficient 6, soit $20.000 \times 6 = 120.000$ francs. La souche de cheptel de fer exprimée en francs étant restée invariable à 8.000 francs, l'excédent atteint 112.000 francs, dont le

métayer possède la moitié, soit 56.000 francs. Celui-ci a donc vu son capital initial passer de 6.000 francs à 56.000 francs c'est-à-dire presque décupler alors que le propriétaire, dont la mise originaire était de 14.000 francs, voyait sa part passer à $56.000 + 8.000 = 64.000$ francs, c'est-à-dire seulement à un peu plus du quadruple.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, cet enrichissement rapide des métayers les incita à se retirer et leurs successeurs, ne disposant d'aucune avance, se trouvèrent dans l'impossibilité de leur rembourser leur part de cheptel. Ce furent donc les propriétaires qui durent déboursier cette somme et fournir ainsi la totalité du cheptel vif ; mais, craignant une nouvelle dépréciation du franc, ils changèrent alors généralement les termes de leur contrat en ce qui concerne le cheptel de fer. Au lieu de convenir que les métayers devraient à leur sortie leur remettre, avant tout partage, des animaux pour une valeur identique à la valeur reçue, il fut décidé, dans les nouveaux baux, que les animaux dont les colons seraient responsables seraient de même nature, même âge, même qualité et même poids que ceux qu'ils recevaient à leur entrée. De cette façon, toute désignation de valeur étant écartée, le cheptel de fer doit suivre les variations des cours des animaux et les propriétaires n'ont plus à craindre une dépréciation en valeur or du capital ainsi engagé. Cependant, il n'en est pas moins vrai que, fournissant actuellement sous forme de cheptel de fer la totalité du cheptel vif, alors que, avant la guerre, ils ne donnaient qu'une simple souche et partageaient l'excédent avec les colons, les propriétaires ont vu de ce fait leurs charges augmenter.

Le métayer, au contraire, profite de ce sacrifice, puisque, sans bourse délier, il jouit de la moitié du coût des animaux. C'est là, dans le Pays d'Ardentes et dans beaucoup de régions environnantes, l'avantage le plus considérable et le plus répandu parmi ceux que les propriétaires ont, depuis la guerre, consentis à leurs métayers.

Les voitures, charrettes et instruments agricoles, connus sous le nom de cheptel mort, appartiennent d'ordinaire aux métayers ; cependant, il était d'usage, comme pour le cheptel vif, qu'une portion en fût fournie par le propriétaire sous forme de cheptel de fer, de telle sorte que là encore le colon profita, au détriment

de son patron, de la hausse du matériel prêté. Néanmoins, comme cette part de cheptel de fer ne représente en somme qu'une faible valeur, cette clause fut généralement maintenue dans les nouveaux baux, sauf toutefois lorsque le colon partage l'acquisition du cheptel mort avec le propriétaire.

LES BÉNÉFICES D'EXPLOITATION ET LE PROFIT. — C'est l'excédent des recettes sur les dépenses qui constitue le bénéfice d'exploitation. Si nous considérons comme charges de l'exploitation la rente du sol et la rémunération du travail de l'exploitant et de sa famille, le bénéfice net constituera la part revenant aux exploitants pour la rémunération de leur travail de direction et de leur capital d'exploitation (cheptels vif et mort et fonds de roulement). Nous l'appellerons le Profit.

Dans l'exploitation directe, par le paysan propriétaire, celui-ci réunira sur sa propre tête rente, profit et salaire ; dans le fermage, le fermier, s'il se contente du travail de direction, ne conservera pour lui que la totalité du bénéfice d'exploitation, versant la rente au propriétaire et les salaires aux ouvriers agricoles qu'il emploiera. Dans le métayage, au contraire, le bénéfice d'exploitation sera partagé entre le métayer et le propriétaire, celui-ci y ajoutant la rente du sol, celui-là la rémunération de son travail.

En comparant une entreprise agricole à une Société industrielle, la rente correspondrait aux arrérages versés aux obligataires ; les salaires seraient dans les deux cas la part revenant au personnel et le bénéfice d'exploitation équivaldrait aux tantièmes des administrateurs et aux dividendes des actionnaires.

Le bénéfice d'exploitation ou profit est donc la partie variable du bénéfice de toute entreprise, mais elle est particulièrement mobile pour une entreprise agricole où l'influence des saisons et l'état sanitaire des animaux peuvent agir considérablement sur les résultats. Force nous sera donc de nous contenter d'approximations en cherchant à dégager ce qu'était avant la guerre le bénéfice moyen d'exploitation et ce qu'il a été en francs-or en 1924-1925. Nous allons prendre à titre d'exemple une métairie du Boischaut-Brenne (commune d'Arthon), d'une contenance de 60 hectares environ, dont une dizaine en prés, exploitée par un fermier général avec métayage.

Nous supposerons que les conditions du bail à moitié fruits

et le capital d'exploitation (exprimé en nature) sont demeurés les mêmes pendant les années 1912-1913 et 1924-1925. Si le produit des récoltes et le croît des animaux avaient été absolument identiques, le total des ventes et achats aurait été à peu près le suivant :

Compte de métayage d'une ferme de 60 hectares Boischaut-Brenne

ACHATS

ANNÉES 1912-1913		ANNÉES 1924-1925	
20 m ³ de chaux à 13 fr. le m ³	260 fr.	à 65 fr.	1.300 fr.
40 poches de superphos. à 5 fr. 90.....	236 fr.	à 22 fr.	880 fr.
6 kil. graines de betteraves à 3 fr. 20.....	19 fr. 20	à 5 fr.	30 fr.
40 kil. graines de trèfle violet à 2 fr. 20.....	88 fr.	à 7 fr. 75	310 fr.
50 kil. ray-grass à 0 fr. 50..	25 fr.	à 1 fr. 40	70 fr.
200 kil. maïs à 18 fr. 30 les 100 kil.	37 fr.	à 105 fr.	210 fr.
Note du meunier pour frais de mouture.....	140 fr.		504 fr.
Assurance incendie (bestiaux et fourrages).....	47 fr.		125 fr.
Assurance incendie (grains en meules).....	11 fr.		60 fr.
Assurance grêle.....	110 fr.		490 fr.
Assurance accidents.....	»		700 fr.
Total.....	973 fr. 20		4.679 fr.

VENTES

	1912-1913	1924-1925
1 paire de bœuf.....	1.470 fr.	6.200 fr.
1 vache.....	410 -	2.000 -
2 génisses.....	480 -	2.800 -
1 poulain.....	400 -	2.000 -
15 petits porcs.....	300 -	1.950 -
Totaux.....	3.060 fr.	14.950 fr.

Soit pour l'année 1912-1913 un excédent de recettes de (3.060 fr. — 973 fr. 20) = 2.086 fr. 80, et pour l'année 1924-1925 un excédent de recettes de (14.950 fr. — 4.679 fr.) = 10.271 fr.

Nous avons supposé que le bénéfice des grosses volailles (oies et dindons) compensait les dépenses d'entretien du cheptel mort et que la nourriture des animaux composant le cheptel vif, y compris celle des porcs, avait été trouvée entièrement dans le domaine ; enfin, que les semences, tant en céréales qu'en pommes de terre, avaient été prises sur la récolte de l'année précédente. La balance du compte d'exploitation se partageant en général par parties égales entre propriétaire ou fermier général et métayer, la part de chacun était donc de 1.043 fr. 40 en 1912-1913 et de 5.135 fr. 50 en 1924-1925.

Mais, il faut ajouter au compte de métayage le montant des recettes et des dépenses perçues et réglées directement par chacune des parties, c'est-à-dire, pour le propriétaire ou le fermier général, la vente de sa part de grains et les frais de battage et d'ouvriers de moisson (le bail de métayage que nous avons envisagé ici comporte en effet un ouvrier de moisson payé par le bailleur, mais nourri par les preneurs). Les frais de charbon et de location de la machine à battre sont presque toujours payés par le bailleur, le personnel nécessaire à la machine l'est au contraire par les preneurs.

Les terres se cultivant au cinquième, la récolte de blé pour une ferme de 60 hectares, dont 10 hectares de prés, est en moyenne de 10 hectares $\times$ 15 quintaux = 150 quintaux, desquels il faut déduire 20 quintaux pour la semence. Il reste 130 quintaux à partager entre le bailleur et les preneurs, soit 65 quintaux pour chacun.

La quantité de quintaux d'avoine susceptibles d'être vendus peut être évaluée environ à un peu moins de la moitié du nombre de quintaux de blé. L'orge et le seigle sont consommés par les porcs.

Voici pour le blé et l'avoine la part de chacun en 1913 et en 1925 :

ANNÉE 1913		ANNÉE 1925	
65 quintaux de blé à 27 fr.	1.755 fr.	à 122 fr.	7.930 fr.
30 quintaux d'avoine 20 fr.	600 fr.	à 88 fr.	2.640 fr.
TOTAUX.....	2.355 fr.		10.570 fr.

Frais de battage et d'ouvriers de moisson (1) :

ANNÉE 1913		ANNÉE 1925	
3 journées de battage à 70 fr.	210 fr.	à 320 fr.	960 fr.
21 journées de moisson à 5 fr.	105 fr.	à 25 fr.	525 fr.
TOTAUX.....	315 fr.		1.485 fr.

Soit un bénéfice de (2.355 fr. — 315 fr.) = 2.040 fr. en 1913 et de (10.570 fr. — 1.485 fr.) = 9.085 fr. en 1925 à ajouter au bénéfice du compte de métayage 1.043 fr. 40 en 1913 et 5.135 fr. 50 en 1925, ce qui donne un bénéfice total de 3.083 fr. 40 en 1913 et de 14.220 fr. 50 en 1925.

Pour obtenir la part du bénéfice d'exploitation revenant au fermier général, il nous faut déduire de ces chiffres la rente du sol qu'il paye à son propriétaire. Nous avons vu précédemment qu'elle était de 35 fr. l'hectare en 1913 et de 1 quintal de blé ou 122 fr. l'hectare en 1925, soit pour un domaine de 60 hectares, respectivement : 2.100 fr. et 7.320 fr. Amputé de ces sommes, le bénéfice net d'exploitation revenant au bailleur d'un domaine en métayage de 60 hectares était donc de : 3.083 fr. 40 — 2.100 fr.

(1) Chiffres fournis par M. Bardeau, expert et fermier général à Arthon.

= 983 fr. 40 en 1913 et de 14.220 fr. 50 — 7.320 fr. = 6.900 fr. 50 en 1925.

Il se serait donc accru à peu près dans la proportion de 1 à 7 alors que le franc ne se dépréciait que dans la proportion de 1 à 5.

Mais nous avons raisonné à priori comme si les conditions du bail à métayage étaient restées les mêmes. Nous avons donc artificiellement fait bénéficier le chef d'exploitation du sacrifice consenti par le propriétaire dans la diminution de la valeur or de la rente du sol.

En effet, nous pouvons remarquer, que c'est bien la rente qui fait les frais de l'augmentation du profit, car, avant déduction du montant des fermages, les bénéfices bruts n'ont pas même progressé dans la proportion de 1 à 5, passant de 3.080 fr. environ en 1913 à 14.220 fr. en 1925. Mais, en fait, le chef d'exploitation ne garde pas pour lui la somme qu'il prélève en 1925 sur le propriétaire foncier. Celle-ci correspond seulement aux sacrifices que lui-même a consentis aux métayers ⁽¹⁾; sacrifices équivalant à peu près à l'augmentation des salaires, plus que proportionnels à la dépréciation du franc, ainsi que nous le verrons dans la dernière partie de ce chapitre.

Le profit en tant que rémunération du capital d'exploitation et du travail de direction fournis par le fermier, le fermier général, ou, ce qui est plus fréquent dans cette région de métayage, par le propriétaire lui-même, ne semble donc pas avoir sensiblement varié en valeur or de 1913 à 1925. Si même nous comparons le profit à l'importance du capital engagé dont il est la rémunération, nous pouvons constater que l'intérêt des capitaux placés dans une exploitation agricole n'a pas beaucoup augmenté depuis 1913 et qu'il est notablement inférieur au taux normal de l'intérêt. En effet, alors que le profit ne croissait, de 1913 à 1925, que dans la proportion de 1 à 5 à peine, les sommes nécessaires à l'acquisition d'un cheptel et à la constitution d'un fonds de roulement décuplaient à peu près, puisque le prix du bétail quintuplait et que, les métayers retirant leur part à leur sortie, le chef d'exploitation se trouvait dans l'obligation de doubler la sienne ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, Le Métayage, même chapitre, p. 84 et suivantes.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, Le Métayage, même chapitre, p. 86.

Les propriétaires ou les fermiers, qui ont continué après la guerre à s'occuper d'une exploitation qu'ils régissaient déjà auparavant, ont vu leur propre capital croître peu à peu et n'ont eu qu'à rembourser à leurs métayers le montant de leur part, lorsque ceux-ci, croyant le moment favorable, désirèrent réaliser le bénéfice acquis. Encore bien souvent ont-ils pu faire ce remboursement peu après l'armistice, alors que la hausse des animaux n'était encore que modérée. Aussi les bénéfices actuels leur semblent-ils suffisamment rémunérateurs. Mais il n'en est pas de même pour les fermiers ou les propriétaires qui ont entrepris l'exploitation d'un domaine depuis peu de temps. Pour ces derniers, les bénéfices annuels ne viennent que faiblement rémunérer le capital engagé et le travail fourni, le taux du profit étant resté en valeur or sensiblement ce qu'il était il y a douze ans, tandis que le taux général de l'intérêt a augmenté et que le travail manuel a crû dans des proportions supérieures à la dépréciation du franc. C'est que, depuis la guerre, deux charges nouvelles sont venues grever le bénéfice d'exploitation : les assurances agricoles et l'impôt sur les bénéfices agricoles.

La loi du 15 décembre 1922 ⁽¹⁾, établissant la responsabilité de l'employeur pour tout accident survenu pendant le travail et rendant l'assurance obligatoire pour tout salarié agricole, constitue pour l'exploitant une dépense nouvelle qui n'est compensée par aucune recette supplémentaire.

Suivant les compagnies d'assurances, les primes sont calculées d'après le nombre d'hectares exploités ou le montant des salaires payés, et même, le plus souvent, en tenant compte de ces deux facteurs. Elles s'élevaient en 1925 pour les exploitations de notre région à une somme avoisinant 10 fr. par hectare ⁽²⁾.

Dans les exploitations par métayage, cette dépense est partagée entre propriétaire et métayer. Pour un domaine de 80 hectares, elle s'élève donc pour chacun d'eux à une somme de 400 francs environ.

S'il fallait ajouter à ces sommes les primes élevées qu'exigeraient les assurances sociales, le prix de revient de toute denrée agricole se trouverait fortement augmenté et il en résulterait

(1) Loi sur les accidents du travail agricole.

(2) Polices d'assurances de la Compagnie l'Union.

fatalement une hausse des prix de vente ou une diminution appréciable des bénéfices des exploitants.

CHARGES FISCALES. — Avant la guerre, les exploitants, outre la contribution personnelle mobilière, ne payaient guère que les prestations ou la taxe vicinale, les contributions sur les voitures, chevaux, mules et mulets et la taxe sur les chiens.

A ces différents impôts qui continuent à leur incomber et qui ont été considérablement majorés, particulièrement les prestations et la taxe vicinale en raison du mauvais état des routes, s'ajoute actuellement l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Cet impôt qui, jusqu'ici, n'a que peu rapporté au Trésor (47.119.500 francs pour toute la France en 1924) ⁽¹⁾, fut dans nos campagnes de l'Indre aussi impopulaire qu'improductif. C'est que le paysan berrichon n'aime pas voir les agents du fisc s'ingérer dans ses affaires personnelles et qu'il redoute d'instinct tout impôt susceptible de prendre une forme inquisitoriale. En outre, par suite de forts abattements à la base, tous les petits et moyens exploitants, c'est-à-dire la presque totalité des paysans propriétaires et des métayers, y échappaient ; de là, son faible rendement.

La loi de Finances du 4 avril 1926 établissant que cet impôt serait basé, non plus sur les bénéfices des exploitations, mais sur la valeur locative de celles-ci, le rendra peut-être plus acceptable et plus productif ⁽²⁾. Mais, si l'exemption à la base de 2.500 fr. doit encore ranger le plus grand nombre des métayers dans la première tranche taxée à 50 fr., la progression de l'impôt, jointe à la majoration de 75 % de la valeur locative et au coefficient des cultures, en fera une lourde charge pour les propriétaires de plusieurs domaines, exploitant avec des métayers ou directement.

PART DES OUVRIERS AGRICOLES. — GAGES ET SALAIRES. — Nous avons vu que la part revenant aux propriétaires fonciers sous la forme de rente avait sensiblement diminué en valeur or depuis la guerre et que le bénéfice des exploitants, s'il s'était à peu près maintenu au niveau de la dépréciation du franc, n'avait pas suivi la hausse du taux de l'intérêt. Il nous reste maintenant à exami-

⁽¹⁾ *Journal Officiel* du 17 janvier 1925.

⁽²⁾ *Loi de Finances* du 4 avril 1926. Exposé analytique Dalloz.

ner ce qu'est devenue la part revenant aux ouvriers agricoles sous forme de gages et de salaires.

Les domestiques de ferme se louent deux fois par an, aux environs de la Saint-Jean (24 juin) pour les quatre mois d'été et un peu avant la Toussaint pour les huit mois d'hiver. Seuls les maîtres bergers, et souvent les petits bergers, vachers et servantes de ferme se louent plutôt à l'année. La location des domestiques a lieu dans des assemblées ou loués à des jours fixes précédant la Saint-Jean et la Toussaint. Pour notre région, les plus importantes de ces loues sont les foires aux valets qui se tiennent à Châteauroux, les lundis avant la Saint-Jean et la Toussaint.

Voici les prix pratiqués aux foires aux Valets de Châteauroux en 1913 et 1925.

Foire aux Valets des 19 juin 1913 et 22 juin 1925 (1)

POUR QUATRE MOIS	1913		1925	
	PRIX EXTRÊMES	PRIX MOYENS	PRIX EXTRÊMES	PRIX MOYENS
1 ^{ers} laboureurs ..	420/450	435	2.600/3.200	2.900
2 ^{mes} laboureurs ..	350/400	375	2.200/2.500	2.375
3 ^{mes} laboureurs ..	330/370	350	2.000/2.300	2.150
Bricolins.....	350/400	375	2.600/3.000	2.800
Maîtres bergers ..	700/800	750	5.200/5.800	5.500
Bergers.....	400/460	430	3.200/3.600	3.400
Petits bergers ..	550/420	385	2.600/3.200	2.900
Cuisinières.....	350/480	415	3.200/4.000	3.600

Ces prix sont en 1925 sept fois plus élevés qu'en 1913, alors que le 24 juin 1925 le franc avait conservé environ le quart de sa valeur d'avant-guerre. La hausse réelle des gages était donc d'au moins 50 % sur les prix de 1913.

Il faut cependant remarquer que, les gages étant payables à terme échu (2), c'est-à-dire à la Saint-Jean pour les huit mois d'hiver et à la Toussaint pour les quatre mois d'été, la hausse réelle de 50 %, en ces temps de dépréciation continue du franc, est souvent fort réduite lors des échéances.

(1) Journal du Département de l'Indre du 21 juin 1913 et du 24 juin 1925.

(2) Usages locaux. Art. 521.

Si maintenant nous considérons les salaires des ouvriers agricoles employés à la journée, nous remarquons que la hausse réelle a été un peu moins sensible que pour les domestiques de ferme :

Salaires journaliers d'un ouvrier nourri en 1913 et en 1925 (1)

	JANVIER	AVRIL	JUILLET		OCTOBRE
			moisson	battages	
1913	2 fr.	2 fr. 50	5 fr.	3 fr.	2 fr. 50
1925	10 fr.	12 fr.	25 fr.	18 fr.	17 fr.

Si sous une hausse apparente de 400 % jusqu'en juillet et de 500 % pour octobre se cache une hausse réelle de 25 % seulement, tandis que la hausse réelle des gages des domestiques est de 50 %, c'est que les ouvriers agricoles n'attendent pas quatre ou huit mois pour toucher leurs salaires, mais sont d'ordinaire payés à la fin de chaque semaine. Ils n'ont donc pas à redouter une dépréciation possible du franc entre la date de leur engagement et celle où ils reçoivent la rémunération de leur travail.

Ces prix s'appliquant à des domestiques et à des ouvriers agricoles nourris, il faut encore y ajouter le coût de la nourriture. En octobre 1925, l'indice des prix de détail comprenant 13 denrées était de 4.713 (2).

L'augmentation des frais de nourriture était donc à peu près proportionnel à la baisse du franc. Mais l'indice des prix suppose un genre de vie invariable. Or, depuis la guerre, la nourriture du cultivateur s'est considérablement améliorée.

Voici le détail de l'alimentation journalière en 1912 : au lever, soupe ; à 8 heures, fromage ou harengs ; à midi, l'hiver, soupe aux légumes ; au printemps (et en automne, viande quatre fois par semaine ; en été, viande tous les jours ; à 4 heures, fromage et salade ; à 7 heures, soupe aux légumes et salade. La boisson courante était la boisson de marc de raisins légèrement aigrie et un demi-litre de vin l'été, un litre pendant la moisson (3).

(1) Chiffres fournis par M. Bardeau, fermier général à Arthon.

(2) *Statistique Générale de la France*. Indre, Paris, octobre 1925. Ministère du Travail.

(3) *Enquête sur les salaires agricoles*. Indre, Paris, 1912. Ministère de l'Agriculture.

Actuellement l'usage de la viande est à peu près pratiqué en toutes saisons, au repas principal et pendant les forts travaux d'été à deux repas au moins. Le vin de son côté remplace de plus en plus la boisson. Ainsi, tant dans sa nourriture que dans son salaire, l'ouvrier agricole a vu sa situation se modifier en sa faveur. Le niveau d'existence auquel il peut légitimement prétendre, son « *Standard of life* » comme disent les Anglais, s'est sensiblement élevé.

Les pertes énormes que les classes rurales ont éprouvées pendant la guerre et le départ en masse vers les villes qui semble s'être précipité pendant ces dernières années ont rendu les demandes de main-d'œuvre très supérieures aux offres et il en est résulté cette conséquence heureuse : une meilleure adaptation des prix aux efforts fournis par le travailleur de la terre dont le salaire est aujourd'hui au moins égal et même souvent supérieur à celui de son camarade de l'usine.

Il est d'ailleurs équitable qu'il en soit ainsi, car l'agriculture exige de la part de ses ouvriers une assiduité, un labeur et une endurance que ne réclame pas l'industrie, et ce changement avantageux survenu dans la condition de ces derniers nous permet d'espérer la fin de l'exode rural que des prix trop inférieurs joints à l'attrait de la ville avaient rendu inévitable.

Mais, ainsi que nous l'avons vu, seuls de tous les agriculteurs les ouvriers ont actuellement une situation meilleure qu'en 1913. Les propriétaires fonciers, au contraire, et les exploitants ne travaillant pas par eux-mêmes (nous exceptons toutefois certains d'entre eux auxquels leurs contrats ont permis de réaliser une fortune rapide) se sont, sous une apparence fallacieuse d'enrichissement, appauvris peu à peu et continuent tous les jours à s'appauvrir davantage sous l'influence de la baisse du franc.

CHAPITRE IV

LA VIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

L'industrie et le commerce sont loin d'avoir, dans le pays d'Ardentes, une place comparable à celle qu'y occupe l'agriculture. Nous voulons cependant d'autant moins passer sous silence ces deux branches de l'activité humaine qu'ici plus encore qu'ailleurs, ne se livrant guère qu'à la transformation et au trafic de produits agricoles ou de produits nécessaires aux agriculteurs, elles sont en contact direct avec l'Economie rurale.

Nous parlerons enfin des voies de communication dont le rapide développement pendant le siècle dernier a eu une si heureuse influence sur l'expansion agricole.

I. — L'Industrie

LE MINERAI DE FER ET LES FORGES. — Le pays est riche en minerais de fer. On le trouve sous forme de limonite dans la couche superficielle du sol formée d'argile sidérolithique, plus ou moins remaniée à l'époque pliocène ⁽¹⁾.

Ce fer fut exploité dès l'époque gallo-romaine, ainsi que le prouvent les nombreux dépôts de laitier que l'on rencontre en Forêt de Châteauroux, à la Feuge, à Greuille, à Sassiérges (une pièce de monnaie romaine a été découverte à Greuille dans une ancienne forge) ⁽²⁾ et les multitudes de trous en forme d'enton-

⁽¹⁾ Renseignements fournis par M. Charbonnier, instituteur à Sassiérges.

⁽²⁾ *Id.*

noirs qui n'étaient autres que des « *minières* » et que l'on peut voir encore aux environs de Sassierges et en Forêt de Châteauroux.

Jusqu'au ^{xvii}^e siècle, ces Forges étaient alimentées par des souffleries à bras. Ce n'est qu'en 1667 que le moulin Farin, situé près d'Ardentes, fut transformé en forge hydraulique, appelée depuis Forge Haute. Les « Forges, Fourneaux et Fonderies » de Clavières (devenus Forges Basses) furent construits peu après, de 1672 à 1680, en même temps que s'élevaient sur les fonds de la seigneurie de l'Isle une forge et un fourneau appelés désormais La Forge de l'Isle.

A partir de cette époque, les Forges qui faisaient partie du Domaine de Châteauroux en suivirent le sort. Elles furent affermées dans le courant du ^{xviii}^e siècle, puis vendues le 15 frimaire an V pour la somme de 10.000 livres en même temps qu'une fonderie de canons construite à Etrechet au moment de la Révolution. Elles furent alors et restèrent jusqu'en 1864, époque de leur déclin, la propriété de maîtres de forges qui les exploitèrent eux-mêmes ⁽¹⁾.

En 1805, chaque forge comprenait un haut-fourneau, trois affineries, une chaufferie, deux gros marteaux et une fonderie. Elles produisaient ensemble 1.100 milliers de fonte en gueuse, 1.500 milliers de fer en barres et 850 milliers de fer fondu, le tout d'une valeur annuelle de 240.000 livres. Le minerai venait de Diors, de Montierchaume, de Brives et de Lourouer-les-Bois. La cassine était trouvée sur place ; quant au bois, la Forêt de Châteauroux le fournissait en abondance ⁽²⁾.

Les fourneaux étaient allumés en octobre et fonctionnaient pendant six ou sept mois. Chaque forge employait une cinquantaine d'ouvriers occupés à la fusion du minerai et travaillant sous la direction d'un maître forgeron. Celui-ci touchait 300 francs par mois, était logé, pouvait élever des animaux et jouissait du droit de pêche, ce qui représentait à cette époque une très large aisance.

Les ouvriers forgerons vivaient très près de leur maître. Chaque famille avait une maison, un jardin, un petit champ permettant à ses membres de nourrir une vache ou des chèvres. Le bois

⁽¹⁾ E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, Op. cit., p. 35.

⁽²⁾ *Id.*

nécessaire à chaque foyer était fourni gratuitement et, lorsque le manque d'eau ou les réparations mettaient l'usine en chômage, l'ouvrier recevait un franc par jour pour subvenir à ses premiers besoins. Cette vie, pour ainsi dire de famille, était une précieuse garantie pour la morale et le bien-être des ouvriers. Aussi ceux-ci formaient-ils « une classe d'hommes sobres, honnêtes, rangés et paisibles » ⁽¹⁾.

Mais, en dehors de ces ouvriers permanents, les Forges occupaient encore pendant une partie de l'année un bon nombre de familles répandues dans la campagne. L'hiver se faisait l'exploitation du bois et au printemps l'extraction et le lavage des minerais que les laboureurs conduisaient aux usines dans l'intervalle de leurs travaux. Pour le transport du combustible, les maîtres de forge avaient souvent recours aux muletiers bourbonnais qui, au XVIII^e siècle, formaient une véritable corporation crainte et respectée dans tout le bas pays ⁽²⁾.

Les forges de la vallée de l'Indre produisaient des fers au bois bien supérieurs aux fers anglais, tous fabriqués à la houille. Très malléables et très ductibles, ils avaient la faculté de se plier et de s'étirer avec beaucoup de facilité. On en faisait des clous, des fils de fer très minces, et le reste était expédié sous forme de fonte brute dans les grands établissements de la Nièvre (Fourchambault, Imphy, Guérigny), ainsi qu'au Creusot et à Indret.

Mais les traités de commerce de 1860 portèrent un coup fatal à une situation jusqu'alors florissante. Les fers du Berry, dont le prix de revient était élevé, ne purent lutter contre la concurrence anglaise et, en 1864, les forges de Clavières et de l'Isle cessèrent de fonctionner. Elles ont été détruites depuis et seuls subsistent aujourd'hui les retenues d'eau et le souvenir d'une industrie déchuë.

LA PIERRE ET LA CHAUX. — L'industrie de la chaux et celle de la marne ont subi un sort à peu près identique. Elles étaient prospères l'une et l'autre au début du XIX^e siècle, alors que la mise en valeur de vastes étendues de brandes exigeait l'emploi du

⁽¹⁾ L. GALLICHER. — *Quelques renseignements sur l'état et les productions des forges en Berry*, 1841, par la *Revue Archéologique du Berry*. Tome IV. Châteauroux, 1898.

⁽²⁾ GEORGE SAND. — *Les Maîtres Sonneurs*.

calcaire. Celui-ci se rencontrant, en bien des points, au-dessous de la couche arable et les matières ligneuses se trouvant en abondance dans la région, on construisit un peu partout de petits fours à chaux dans lesquels on faisait usage de bois comme combustible. En 1789, on en comptait 12 dans le canton ⁽¹⁾ et d'ailleurs ceux-ci subvenaient uniquement aux besoins de la consommation locale. En outre, en divers endroits, à Sassièrges principalement et à Loche aux Loups, on extrayait de la marne calcaire.

Mais le développement des voies de communication et la création de fours à feu continu chauffés à la houille n'ont pas permis aux fours locaux de soutenir la concurrence. Aujourd'hui, ces derniers sont tous éteints et les agriculteurs de la région s'approvisionnent en chaux à Saint-Gaultier, Argenton, Mosnay ou Issoudun. Toutefois, les carrières de moellons servent encore à l'extraction de pierres à bâtir.

LE BOIS ET LES SCIERIES. — Il y a toujours eu abondance de bois dans le pays d'Ardes, mais c'est seulement depuis quelques années que l'on s'est inquiété de lui faire subir sur place certaines transformations.

Une scierie fut ouverte à Ardes un peu avant la guerre. Exploitée depuis par la Société des Bois et Forêts du Centre, elle a cessé de fonctionner il y a quelques mois, mais deux scieries de création plus récente sont encore en activité à Ardes même. En outre, on en trouve deux autres dans les communes de Jeules-Bois et de Vellés et en 1920 l'Association Ouvrière du Poinçonnet voulut avoir la sienne, mais celle-ci n'eut qu'une durée éphémère.

LA MEUNERIE. — Jadis, le grain était écrasé dans de nombreux moulins à eau. C'étaient sur l'Indre les moulins de Fourches, de Virollon où, en 1826, on installa une usine d'outils agricoles qui ne subsista que peu de temps, de Bonnet, de Villejovet, du Quatre, de Chemée, du Foulon, de Faren et, sur la Bouzanne, ceux du Moulin Juillet, des Moulins de Veneix, de Puymoreau, d'Aubère, de la Roche, de Corbilly, du Moulin-Neuf, des Chézeaux, de Blésais, de Vauzelle, de Forges et de Villedoin ⁽²⁾. Actuellement,

⁽¹⁾ *Archives de l'Indre*, Série M. 13, n° 14. Situation industrielle en 1789.

⁽²⁾ E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, op. cit., p. 40.

beaucoup ont disparu ou sont abandonnés, d'autres sont encore des « moulins à pratique ». Pourvus d'un outillage ancien, ils ne travaillent guère que pour les cultivateurs de la région qui leur confient la mouture des orges et autres grains destinés à la nourriture de leurs animaux.

Deux seulement, le Moulin-Neuf et celui de Forges sur la Bouzanne, munis de cylindres et de turbines, font partie des « moulins de commerce ».

LES BATTAGES ET LES BOUILLEURS DE CRU. — Les exploitations agricoles de la région (sauf deux exceptions à Velles et à Etrechet), ne sont pas suffisamment importantes pour qu'une machine à battre soit attachée à chacune d'elles, mais il existe des entrepreneurs de battage (deux à Ardentes et un à Arthon) dont les machines parcourent le pays depuis la fin de la moisson jusqu'au commencement de l'hiver.

La distillation du vin, du marc et des fruits de toutes sortes, surtout des prunes, est très répandue. Il n'y a guère de maisons où chaque année on ne fasse quelques litres d'eau-de-vie, et, lorsque la saison a été favorable, les bouilleurs de cru passent quelquefois deux mois dans le chef-lieu d'une même commune.

En 1854, le docteur Beaufumé essaya d'extraire de l'alcool des tubercules d'asphodèles, très abondantes dans ses propriétés d'Arthon. Mais, n'ayant obtenu que 3 % d'alcool des tubercules employés, il dut renoncer à poursuivre ses expériences (1).

L'USINE D'ARDENTES. — LES TUILIERIES. — Pendant la guerre, on construisit une poudrerie près d'Ardentes, le long de la voie ferrée, à Forge Haute. A peine achevée à la fin des hostilités, elle fut depuis complètement abandonnée, mais les Etablissements Cassagne, Fleck et C^{ie} l'ayant rachetée en 1925, elle est actuellement en voie de réfection et ses nouveaux propriétaires désirent en faire une usine spéciale pour la réparation de wagons-foudres. Toutefois, Ardentes n'est pas un centre de main-d'œuvre assez considérable pour qu'une usine s'y établisse avec quelques chances de succès.

Le canton possédait autrefois un certain nombre de tuileries. Le registre des délibérations du conseil municipal de Saint-Vin-

(1) Société du Département de l'Indre. 2^e année 1854-1855, p. 35.

cent d'Ardentes notamment parle d'une tuilerie qui, en 1832, se trouvait sur le territoire de cette commune et Mâron en avait une autre qui chauffait deux ou trois fournées par an ⁽¹⁾. Les registres paroissiaux de Buxières-d'Aillac font également mention d'une tuilerie existant au XVII^e siècle au village de Guévetau ; enfin il y en avait encore une près du village de la Bruyère, laquelle fut vendue en 1849 ⁽²⁾. Toutes du reste ont disparu.

L'INDUSTRIE A DOMICILE ET LES USINES DE CHATEAUROUX. — Naguère, la modicité des salaires agricoles obligeait les femmes de la campagne à se procurer des ressources supplémentaires. Elles prenaient alors à domicile du travail que leur fournissaient les chemiseries d'Argenton ou de Châteauroux, mais, depuis la hausse du prix de la main-d'œuvre, la femme se consacre à peu près exclusivement aux soins du ménage.

Il existe cependant à Ardentes une chemiserie qui emploie une douzaine d'ouvrières à l'atelier et une cinquantaine à domicile, ces dernières appartenant surtout aux communes d'Ardentes, d'Etrechet et de Mâron. Les Etablissements Denis, de Châteauroux, qui transforment la flanelle Balsan en chemises, caleçons et gilets, ont aussi quelques confectionneuses et brodeuses dans les communes du Poinçonnet et de Velles.

Les Usines de Châteauroux (les Etablissements Balsan, Debard et Cusson, la Manufacture des Tabacs et, peut-être davantage encore, les fabriques de chaussures), emploient aussi, mais à l'usine, une partie de la main-d'œuvre du Poinçonnet. Soixante hommes et vingt femmes vont chaque matin travailler à la ville pour en revenir le soir, une fois leur journée terminée.

LES ARTISANS. — Au temps où la culture du chanvre était en faveur dans le pays d'Ardentes, on comptait au moins un tisserand par commune et toutes les femmes savaient filer, mais cette industrie s'en est allée avec les chènevières.

On a toujours fait un grand usage du fer dans la région. En 1813, il y avait un taillandier et deux maréchaux à Ardentes et un maréchal dans chacune des autres communes ⁽³⁾. On en compte vingt aujourd'hui dans l'ensemble du canton.

⁽¹⁾ Archives de l'Indre. Série S. 8. Industrie 1813.

⁽²⁾ M. L'ABBÉ CHAUSSÉ. — *Op. cit.*

⁽³⁾ Archives de l'Indre. Série S. 8.

L'Industrie du bâtiment y occupe actuellement 12 maîtres maçons, 8 charpentiers et 13 charrons et il y a en outre plusieurs sabotiers, quelques cordonniers, 3 bourreliers et un plâtrier.

II. — Commerce

Nous pouvons distinguer deux sortes d'activité commerciale : le commerce d'exportation et le commerce d'importation.

Le Commerce d'exportation porte principalement sur les produits agricoles : bestiaux, grains, volailles et laines. Autrefois, presque toutes les transactions se faisaient dans les foires ou les marchés.

Les foires notamment avaient une importance considérable. Les principales étaient et sont encore : la Saint-Martin, pour les bêtes à cornes, grasses et maigres, se tenant à Saint-Martin d'Ardentes le 11 novembre ; la Saint-Vincent, pour les chevaux et également pour les bêtes à cornes, le 21 janvier, à Saint-Vincent d'Ardentes, et au même lieu les foires de bêtes à laine des 21 mai et 1^{er} septembre.

Dans le courant du xix^e siècle, les foires se multiplièrent en même temps que chacune d'elles perdait de l'importance. Actuellement Ardentes en a une par mois et presque toutes les autres communes du canton une par an, mais ces dernières sont totalement dépourvues d'activité, d'autant plus que, depuis quelques années, il y a une tendance très marquée à faire les ventes à l'étable. Aussi l'importance des foires a-t-elle beaucoup diminué. Les transactions faites en 1925 à la Saint-Vincent d'Ardentes, l'une des meilleures foires du canton, ont porté, les chevaux exceptés, sur un nombre de bêtes moitié moindre qu'en 1914 ⁽¹⁾.

Les marchés absorbent le commerce des volailles, des légumes, du beurre, des œufs et des fruits. Les plus fréquentés par les agriculteurs de la région sont ceux d'Ardentes, le jeudi de chaque semaine, et surtout ceux de Châteauroux, le samedi. Lorsque les ménagères ont terminé leurs achats, les volailles sont ramassées par des marchands qui les expédient sur Paris. Il existe à Ardentes un « cocassier » qui s'approvisionne sur le marché de cette ville et sur ceux des localités environnantes et dont les envois bi-heb-

(1) *Echo des Marchés* du 23 janvier 1914 et du 25 janvier 1925.

domadaires portent sur une grande quantité de paniers d'oies, de dindons, de poulets et d'œufs.

Les ventes de céréales se font sur les marchés de Châteauroux ou bien en maisons. Le blé est acheté par des meuniers, des courtiers ou des représentants de grandes minoteries et tout ce qui excède la consommation locale est expédié à Paris et aux environs ou vers Lyon et Marseille. Pour l'avoine, l'excédent est dirigé sur Paris, sauf toutefois pour l'avoine grise d'hiver qui s'écoule plutôt vers le Midi. Ce sont en général les brasseries de Châteauroux qui se rendent acquéreurs de l'orge, quand celle-ci ne sert pas à l'alimentation du bétail ⁽¹⁾.

Le commerce des chevaux est la plupart du temps local. Les éleveurs du Boischaut-Brenne vendent leurs poulains aux cultivateurs du Boischaut-Champagne lors des foires d'Ardes, mais ces transactions offrent peu d'intérêt et pour l'espèce équine l'importation l'emporte sur l'exportation. Il n'en est pas de même pour l'espèce bovine. Beaucoup de veaux, malgré une importante consommation locale, sont abattus dans le pays et envoyés à Paris. Les animaux adultes et gras sont expédiés vivants à la Villette. Les porcelets sont achetés en Boischaut et en Brenne par des marchands qui les revendent en Champagne. Les animaux gras sont expédiés sur Paris, néanmoins on en consomme beaucoup dans le pays même. Par contre, le berrichon mange très peu de viande de mouton. Les agneaux gras sont dirigés sur Paris, les antennais sur la Brie ou la Beauce ⁽²⁾.

La vente du lait et du beurre est locale. Il n'existe pas dans le pays d'Ardes, comme en Champagne berrichonne, de laitiers se livrant à la préparation de beurre et de fromages avec le lait recueilli dans les fermes voisines. Il y a cependant au Poinçonnet plusieurs exploitants qui, chaque matin, se rendent à Châteauroux pour y vendre le lait de leurs vaches. On exporte aussi un peu de miel, mais la plus grosse quantité est achetée par la maison Mathieu, de Châteauroux, qui, à la confection de ruches, joint la transformation du miel et de la cire en confiseries, encaustiques et cirages. Les laines sont vendues aux Etablissements Balsan.

⁽¹⁾ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Notice sur le commerce des produits agricoles*. Tome I. Paris 1906, p. 162.

⁽²⁾ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Notice sur le commerce des Produits agricoles*. Tome II. Paris 1906, p. 232.

Le commerce du bois, très développé dans la région, occupe un bon nombre d'ouvriers et de rouliers. Les coupes sont généralement achetées par des marchands qui écoulent le bois de corde à Châteauroux comme bois de chauffage et transforment le reste en charbon. Les arbres alimentent les scieries du canton ; beaucoup de ceux-ci sont expédiés au-dehors sous forme de merrains ou de poteaux et d'étais destinés aux mines.

Le Commerce d'Importation s'applique à l'achat de matières nécessaires à l'agriculture et d'objets ou de produits utiles aux agriculteurs.

Au premier rang, il faut placer les engrais. Le pays d'Ardentes en fait une large consommation, bien que cette dernière soit encore sensiblement inférieure au chiffre qu'elle devrait atteindre. Les achats d'engrais se font en grande partie par l'intermédiaire des coopératives d'approvisionnement dont nous avons précédemment parlé ⁽¹⁾. En contrôlant les prix et la qualité des produits, elles rendent aux agriculteurs les plus grands services, tout en n'ayant pas cependant anéanti le commerce privé.

Les importations portent également sur les machines agricoles dont les Etablissements Cusson, Hidien et Guillon, de Châteauroux, fournissent une quantité importante.

Dans sa partie Boischaut-Champagne, le pays d'Ardentes fait aussi appel à des chevaux étrangers, percherons pour la plupart. Enfin, les meilleurs taureaux viennent du Limousin et, pour la race Charolaise, de la région de La Châtre ou de celle de Saint-Amand.

Les étoffes, les objets de ménage, les aliments que le sol du pays ne produit pas, étaient autrefois presque uniquement fournis par le commerce local, mais, depuis quelque temps déjà, les prospectus, les catalogues illustrés ont inondé la contrée, pendant que les « planteurs de Caiffa », souvent remplacés aujourd'hui par les bazars ambulants et les épiceries automobiles, la parcouraient en tous sens.

La vente au détail des produits indigènes est même souvent faite par des étrangers à la région. Des bouchers, des charcutiers venant de Châteauroux ou de Neuvy-Saint-Sépulcre approvisionnent diverses communes du canton.

(1) Voir ci-dessus chap. II, (IV^e partie).

Malgré tout, le commerce local n'a cependant pas complètement disparu. Chaque bourg a au moins son boulanger, plusieurs épiciers, quelquefois un charcutier, parfois, mais rarement, un boucher. La petite ville d'Ardentes est plus favorisée avec des chapeliers, des horlogers, des coiffeurs, un loueur d'automobiles, etc...

Les débits de boissons existent un peu partout, même en dehors des bourgs. On en compte plus d'une cinquantaine dans le canton, c'est-à-dire un environ par 150 habitants. Aussi la consommation vinicole dépasse-t-elle sensiblement la production. Les vins importés venant du Midi sont coupés avec ceux du pays.

MESURES ET USAGES LOCAUX. — Il existait autrefois une foule de mesures particulières qui souvent variaient suivant les régions. Il en résultait de graves inconvénients que le système métrique est venu supprimer; mais le berrichon d'Ardentes, qui renonce difficilement à ses vieilles coutumes, a conservé l'usage de plusieurs anciennes mesures.

Pour les longueurs, on se sert encore de la toise se divisant en six pieds, le pied en 12 pouces et le pouce en 12 lignes, et également de la perche ayant 18 pieds de long. En ce qui concerne les volumes, le bois de chauffage ne se vend qu'à la corde, celle-ci ayant 8 pieds de couche sur 4 de hauteur; la longueur de la bûche est variable, mais elle est d'ordinaire de 3 pieds, ce qui donne 3 stères et demi à la corde.

Les grains se mesurent au « double » ou « grand boisseau », égalant deux décalitres; les fruits au « quarteron » de 24 à 30 pièces; les vins au « poinçon » de 220 litres. La « chopine » de 0 l. 50 centilitres est aussi d'un usage courant pour les liquides.

Les mesures agraires sont : « la boisselée » pour les terres arables. Elle correspond à l'étendue de terrain qu'un « boisseau » de blé suffisait à ensemençer; on en compte de 12 à 16 à l'hectare. Pour les prés et les vignes, on emploie « l'arpent » et, pour les bois, « la perchée » ⁽¹⁾.

Dans les foires, on compte bien souvent encore en écus de trois francs ou en pistoles. Les bœufs gras se vendent à la livre; les

⁽¹⁾ E. HUBERT. — Archives de l'Indre. Répertoire numérique, série Q. Annexe : anciennes mesures locales.

porcs gras aux cent livres ; les jeunes bovins, les chevaux, les moutons, les porcelets, à la pièce. Il est bien rare que l'on se serve du kilogramme.

Un usage courant est que le vendeur demande en sus du prix une « pièce » à l'acheteur, mais ce dernier, si c'est un marchand, retient fréquemment une petite somme comme « étrenne ». Les débats sont toujours fort longs et souvent passionnés, car le paysan, qui est méfiant et âpre au gain, a généralement l'habitude de surfaire sa marchandise.

III. — Voies de communication et viabilité

LES ROUTES ET LES CHEMINS. — A la veille de la Révolution, il n'y avait pour ainsi dire pas de routes dans le pays d'Ardentes. Seule, la route royale de Tours à Clermont-Ferrand le traversait, mais encore celle-ci était-elle simplement tracée et impraticable sur bien des points. Le pont d'Auzan sur l'Indre ne fut construit qu'en 1786 ⁽¹⁾. « En fait, de ce que nous appelons route aujourd'hui, écrivait George Sand, il n'y en avait point du tout de La Châtre à Châteauroux. On suivait l'Indre par de jolis chemins ombragés qui, en hiver, devaient être impraticables ; et puis, on s'engageait dans une lande où les voies se croisaient au hasard ; nous faillîmes nous y perdre » ⁽²⁾.

En 1791, la route de Châteauroux à Aigurande existait bien aussi, mais plutôt à l'état de chemin que de route. Après l'enquête de l'an IX ordonnée par Bonaparte, l'administration départementale s'occupa de sa réfection. En l'an X le pont du Gué de Venay fut restauré ⁽³⁾.

En 1786, on éleva sur l'Indre un pont à tablier de fer destiné à relier Saint-Vincent à Saint-Martin d'Ardentes et qui remplaçait, après une longue interruption, un vieux pont de bois bâti au xv^e siècle ⁽⁴⁾. Puis on construisit la route de Lothiers à Ardentes et à Mâron qui, sur une portion de son parcours, suit l'ancienne voie romaine de Poitiers à Bourges.

⁽¹⁾ DE GIRARDOT. — *Essai sur les Assemblées provinciales*, op. cit.

⁽²⁾ Nanon. Page 170.

⁽³⁾ *Archives de l'Indre*. Série Q, 1.163.

⁽⁴⁾ E. HUBERT. — *Le Bas-Berry*, op. cit. p. 17.

Cependant l'état des chemins était tel que, durant toute la première partie du xix^e siècle, on ne pouvait circuler qu'en voitures attelées de bœufs ou de forts chevaux. La plupart des transports se faisaient d'ailleurs à l'aide de bêtes de somme ; les gens les plus fortunés allaient à cheval, les autres à âne.

A dater du xix^e siècle, on fit un gros effort pour la construction des routes. Une loi de 1836 permit à l'administration de se procurer des ressources au moyen de prélèvements sur les revenus ordinaires des communes, de centimes spéciaux communaux, de prestations en nature, d'impositions extraordinaires, de subventions départementales ou de l'Etat, enfin de souscriptions volontaires. Pour la seule période de 1852 à 1856, ces différentes ressources produisirent 3.612.023 francs dans l'ensemble du département. Le prix moyen pour la construction d'un mètre de chemin de grande communication était alors de 4 fr. 58⁽¹⁾.

Mais c'est surtout après la promulgation de la loi du 13 mars 1881 que le réseau routier s'est considérablement étendu. L'Etat s'engageait en effet par cette loi à verser aux communes des subventions importantes lors de la création de chemins vicinaux⁽²⁾.

Aujourd'hui, le canton d'Ardentes possède 20 kilomètres de routes nationales, 180 kilomètres de chemins de grande communication dont 80 kilomètres d'anciennes routes départementales déclassées en 1885, et plus de 100 kilomètres de chemins vicinaux ordinaires⁽³⁾. Il faut y ajouter un très grand nombre de chemins ruraux dont quelques-uns sont entretenus par les communes. « Ce sont des chemins larges comme des prairies, incessamment tondus par les troupeaux du prolétaire, couverts d'une herbe courte où la ronce et le chardon croissent en liberté »⁽⁴⁾.

VOIES D'EAU ET DE FER. — Le canton n'a aucune rivière navigable ni flottable et il est assez mal partagé en voies ferrées. La grande ligne de Paris-Toulouse ne le traverse pas, mais plusieurs de ses stations cependant s'en trouvent peu éloignées et desservent

(1) *Revue du Berry*, Années 1858-1859. De la situation des chemins vicinaux dans le département de l'Indre.

(2) Renseignements fournis par M. Sassier, l'ingénieur des T. T. P. E. Les Archives des Ponts et Chaussées du département ayant été détruites par un incendie en 1918, nous n'avons pu avoir d'autres précisions.

(3) Renseignements fournis par M. Amillet, agent-voyer à Ardentes.

(4) GEORGE SAND, par HARDOUIN-DUMAZET. — *Voyage en France*, 26^e série, Paris 1901, p. 314.

les parties septentrionale et occidentale du pays d'Ardentes. Mais bientôt on comprit en France la nécessité d'établir des lignes transversales et, pour la région qui nous occupe, la vallée de l'Indre, outre qu'elle constituait le chemin le plus direct de Tours à Clermont, offrait une excellente voie naturelle. Néanmoins on hésita longtemps entre la création d'une ligne de chemin de fer allant de Tours à Montluçon par Châteauroux, Ardentes et La Châtre, et d'une autre reliant Poitiers à Montluçon par Argenton et La Châtre en passant un peu au sud du pays d'Ardentes. Ce fut toutefois le premier projet qui prévalut et la ligne de Tours à Montluçon fut inaugurée en septembre 1882 dans sa fraction Châteauroux - La Châtre avec une gare et deux haltes dans le canton (Ardentes, la Forge-de-l'Isle et Fourches-Jeu-les-Bois). La ligne d'Argenton à La Châtre ne fut créée qu'au début du xx^e siècle (1).

SERVICE DES POSTES ET AUTOBUS. — Le service des postes s'est généralisé vers 1840. A partir de cette époque, des facteurs ruraux parcoururent l'ensemble du canton ; néanmoins, encore aujourd'hui, seuls Ardentes, Arthon, Le Poinçonnet et Velles possèdent des bureaux de poste. Mâron, Sassierges et Jeu sont desservis par Ardentes, Buxières-d'Aillac l'est par Arthon et Etretchet par Châteauroux. Des courriers quotidiens réunissent Arthon et Le Poinçonnet à Châteauroux et Velles à Lothiers.

Le télégraphe existe partout, sauf à Buxières et à Mâron, et, bien que le dernier venu, le téléphone est installé actuellement dans toutes les communes.

Des services quotidiens d'autobus ont été créés en 1921 pour relier à Châteauroux les localités que le chemin de fer ne desservait pas. Une ligne va de Châteauroux à Ambrault par Etretchet et Mâron, une autre de Châteauroux à Neuvy-Saint-Sépulcre par Le Poinçonnet, Arthon et Buxières. Un troisième service, organisé plus récemment et n'ayant lieu que certains jours de la semaine, rattache en outre Bouesse et Velles au chef-lieu du département. Toutefois, à part le samedi, jour de marché à Châteauroux, la population utilise peu ce mode de communication et son souhait le plus cher serait de voir inaugurer un moyen de transport pour les produits agricoles.

(1) *Revue du Berry*. Années 1859-1860 et 1860-1861 et *Société du Département de l'Indre*, Années 1854-1855.

CHAPITRE V

LE MILIEU HUMAIN

Cette étude ne serait pas complète si nous ne parlions de l'homme, de l'habitant du pays d'Ardentes. C'est l'homme, en effet, qui discipline la nature, qui fertilise des campagnes arides, qui transforme un rare et maigre bétail en gras et abondants troupeaux, qui, enfin, exploite les richesses latentes du sol et du sous-sol. Mais aussi le nombre d'hommes qui peuple une région n'est pas sans rapport avec l'activité qui s'y développe. Il agit sur l'évolution agricole et industrielle qui, à son tour, réagit sur l'état des habitants.

Nous étudierons donc le caractère du berrichon d'Ardentes, puis les variations de la population, ses causes et ses conséquences et enfin les remèdes qu'il serait possible d'apporter à la situation actuelle.

LE BERRICHON DU PAYS D'ARDENTES. — En général, le paysan a le teint brun, il est de taille moyenne, légèrement trapu et d'une assez grande force musculaire. Il a « le regard timide et les yeux sans vivacité » ⁽¹⁾, l'air soucieux et réfléchi. Il est peu ouvert et, lorsqu'on l'interroge, ne répond qu'avec beaucoup de circonspection, car il a toujours peur de se compromettre.

Il est travailleur et ne craint guère sa peine, mais il n'a pas le travail vif. Comme les grands bœufs, qu'il a l'habitude de conduire, il va jusqu'au bout, mais sans se presser.

(1) DALPHONSE. — *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, p. 109.

Il est économe et même peut-être un peu avare. Il prend un soin jaloux de son bas de laine qui représente le prix de son labeur et avec lequel il achètera le coin de terre si longtemps désiré, car il aime la terre, il l'aime passionnément. C'est cet amour qui le soutient dans sa pénible existence et lui fait accepter bien des privations et bien des fatigues. Aussi, ses deux affections : l'argent et la terre, qui chez lui n'en font qu'une, puisque l'un lui procure l'autre, le rendent très hésitant et retors en affaires. Il est « *châchoin* », c'est-à-dire long à se décider, car il craint d'être exploité, alors qu'il a le plus vif désir d'exploiter les autres. Si même comme voisin, comme ami, vous lui achetez quelque chose, il n'en connaît jamais le prix, mais, s'il vous répond : « Soyez tranquille, nous nous arrangerons bien », méfiez-vous, car il n'a pas l'intention de vous consentir un rabais.

Il est frondeur et « *chapardeur* ». Il ne considère pas comme un vol de vous extorquer avec adresse quelques menus produits de votre bien, tels que morceaux de bois, fagots ou légumes, mais au fond il est plutôt honnête et a le respect de la propriété et de l'ordre établi.

L'amour du sol lui attire souvent maintes difficultés avec ses voisins qu'il appelle impitoyablement devant le Juge de Paix pour le moindre incident et, comme il est tenace et têtù, il ne se contente guère d'ordinaire des décisions de celui-ci. Aussi l'amour de la chicane est-il pour lui une grosse source de dépenses.

En politique, il n'a pas d'idées bien arrêtées si ce n'est un sentiment très marqué de jalousie à l'égard de tous ceux qui possèdent plus que lui ou qui lui semblent plus favorisés. Il votera pour un homme, mais rarement pour un parti, et le candidat le plus heureux sera généralement celui qui lui fera le plus de promesses, mais on ne saura jamais pour qui il aura voté.

Il ne croit plus « *aux fades, aux jeux follets, à la Grande Bête* » ; mais avec ses superstitions, il a perdu une bonne part de son esprit religieux.

Autrefois, c'était un honneur d'assister à la messe, un réconfort de confier son âme à Dieu. Aujourd'hui, il ne prie plus qu'en se cachant. Il faut affecter d'être libertin et frondeur, car c'est l'esprit du jour, et les autres se moqueraient de lui s'il paraissait dévot. Mais au fond il a confiance en la Providence et, s'il ne va plus guère à l'église que lors des grandes fêtes, c'est la plupart

du temps par respect humain et aussi parce qu'il croit de son intérêt d'avoir l'air de penser comme ses maîtres du jour. Il a malgré tout conservé en partie les sentiments chrétiens de son enfance et, lorsqu'il sent ses derniers moments approcher, il tient à recevoir le prêtre et à être enterré religieusement comme l'ont été ses parents. Il a en outre une grande dévotion à ses morts et ne manque pas à la Toussaint et le dimanche des Rameaux de faire sa visite traditionnelle au cimetière.

Très résigné aux coups du sort, il est plutôt fataliste, et c'est bien rarement qu'on le voit se révolter contre la destinée.

Il faut bien reconnaître cependant que les jeunes n'ont pas conservé la mentalité de leurs pères et que, depuis ces vingt dernières années notamment, le sectarisme politique et le laïcisme ont cherché à saper chez eux les bases de leur foi et leur croyance en l'Au-delà et ne leur ont laissé en échange qu'un grand vide et une grande sécheresse de cœur qui les ont déconcertés et ont faussé leur jugement.

L'instruction que le paysan berrichon a reçue, la Guerre également, lui ont appris à connaître le monde extérieur. Il s'est imaginé, et peut-être quelquefois avec raison, qu'il était méprisé par les habitants des villes, que travailler la terre, avoir des mains calleuses, chausser des sabots, c'était aux yeux de bien des citadins un déshonneur. Son orgueil en a été profondément froissé et alors les uns, les vieux surtout, se sont renfrognés dans leur amour-propre, dans leur passion de la terre et sont restés accrochés à leur sol natal, mais non sans amertume, tandis que les autres sont allés chercher à la ville des travaux qu'ils considéraient comme plus honorables et plus attrayants. « Depuis qu'on a voulu faire de lui un savant, écrit Hugues Lapaire, depuis qu'on l'oblige à savoir des choses qu'il n'avait aucun désir de connaître, il semble perdu dans ses horizons ; il se croit appelé à d'autres destinées et de tous côtés on tire sur les racines de ce chêne qui avait poussé là » (1).

Les importants bénéfices qu'il a faits à la fin de la guerre, les allocations qui ont été jetées çà et là un peu partout, les gains plantureux réalisés par certains fermiers par suite des baux qu'ils avaient contractés en francs-or et dont ils s'acquittaient en francs

(1) Hugues LAPAIRE. — *Le Pays berrichon*. Paris, 1908, p. 93.

dépréciés ont avivé chez lui la soif du lucre. Il s'est aperçu que les grosses différences de cours, dues aux oscillations du franc, avaient ouvert la porte toute grande à la spéculation et que, grâce à celle-ci, des fortunes s'étaient rapidement édifiées. Et alors, pourquoi ne ferait-il pas de même la sienne ? Pourquoi s'astreindre à un dur labeur, pourquoi faire des économies si chèrement acquises pour les voir se déprécier avec le franc, tandis qu'en vendant son blé ou son bétail au moment favorable, il réaliserait sans peine un bénéfice plus substantiel ? L'esprit mercantile s'est peu à peu emparé de lui et, au lieu de travailler courageusement comme autrefois pour acquérir dans sa vieillesse le morceau de terre qu'il convoitait, il veut maintenant avec un labeur moindre s'enrichir en moins de temps.

Tels sont les maux, maux profonds, dont souffre le berrichon d'Ardentes, mais maux qui ne lui sont pas particuliers et dont il n'est malheureusement pas seul à souffrir, car la disparition de l'esprit religieux, le dégoût du paysan pour les travaux de la terre et le désir de la spéculation remplaçant l'amour du travail règnent dans la France entière.

Examinons maintenant leur répercussion sur l'importance de la Population de la région qui nous intéresse.

VARIATIONS BRUTES DE LA POPULATION. — En 1801, la population totale du canton d'Ardentes s'élevait à 6.188 habitants. Augmentant progressivement dans le courant du XIX^e siècle, elle était de 9.171 habitants en 1896, puis retombait à 9.015 habitants en 1911 après avoir atteint le chiffre de 9.221 en 1906.

D'après le tableau suivant, nous pouvons constater que la population du canton a augmenté de 3.033 unités de 1801 à 1906, soit un accroissement de 49 % dépassant sensiblement celui de la population du département de l'Indre qui, dans la même période était de 41 % ⁽¹⁾.

La superficie du canton étant de 34.819 hectares, la population présentait une densité de 17,7 habitants par kilomètre carré en 1801 et de 26,5 en 1906. Ces chiffres semblent très faibles, mais il ne faut pas oublier que les bois occupent une vaste étendue.

(1) Eugène GUILLÉMAIN. — *Les variations de la population dans le département de l'Indre*. Poitiers, 1910.

Nous pouvons cependant remarquer que, même en 1906, le pays d'Ardenes était loin de souffrir d'un excès de population ; il ne nous sera donc pas possible d'attribuer au surpeuplement la diminution de la population qui va se produire pendant la période suivante.

Les deux recensements d'après guerre accusent une forte régression (8.198 en 1921 et 7.798 en 1926) et la densité de la population est retombée à 22,4 au kilomètre carré.

Nous appliquant plus spécialement à la période contemporaine, nous allons essayer de voir si la diminution très sensible de la population que nous observons depuis 1906 est due à un excédent des décès sur les naissances ou à un excédent de l'émigration sur l'immigration ou bien encore, ce qui est plus probable, à ces deux causes réunies, et, dans ce cas, nous nous efforcerons d'établir la part de chacune d'elles.

LE MOUVEMENT DE LA POPULATION. — Nous pouvons étudier l'action des divers phénomènes démographiques : natalité, nuptialité, mortalité, sur les variations de la population d'après les registres de l'Etat-civil. En enregistrant le nombre des naissances, des mariages et des décès qui se sont produits dans l'intervalle de deux recensements, nous verrons quelle a pu être l'influence de la natalité, de la nuptialité et de la mortalité sur le mouvement de la population.

Négligeant tous les phénomènes secondaires, âge des décédés, des mariés, moyenne de la vie, morts-nés, illégitimité, divorces, suicides, nous pouvons nous demander s'il faut attribuer la stagnation, puis la diminution de la population dans le pays d'Ardenes, depuis le commencement du xx^e siècle, à l'insuffisance de la natalité en même temps que des mariages ou à l'excès de la mortalité, ou s'il faut, au contraire, en rechercher les causes dans un phénomène d'un autre ordre : l'émigration ?

De 1901 à 1906, les registres de l'Etat-civil nous donnent les chiffres suivants ⁽¹⁾ :

(1) Registres de l'Etat-Civil des neuf communes du canton.

	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENTS DES NAISSANCES
1901	79	221	142	79
1902	78	216	122	94
1903	49	212	133	79
1904	78	201	134	67
1905	75	174	129	45
Total..	359	1.024	660	364
Moyennes annuelles.	72	205	132	

La nuptialité est alors de 7,93 pour 1.000 habitants, la natalité de 22,60 et la mortalité de 14,55. Ces chiffres sont supérieurs pour la natalité et inférieurs pour la mortalité à la moyenne du département pendant la période de 1900-1904 (respectivement 20, 15 et 15,85) ⁽¹⁾. C'est donc une période favorable au cours de laquelle s'accroît la population.

Pour la période quinquennale 1906-1911, nous obtenons le tableau suivant :

	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENTS DES NAISSANCES
1906	79	207	131	76
1907	78	175	137	38
1908	107	190	145	45
1909	72	211	138	73
1910	71	205	109	96
Total..	407	988	660	328
Moyennes annuelles.	81	197	132	

Tandis que le nombre des décès est resté immuable, les naissances ont légèrement diminué, ne suivant pas ainsi les mariages qui eux sont en assez sensible augmentation. Les moyennes

⁽¹⁾ Eugène GUILLEMAIN. — *Op. cit.*, p. 157.

annuelles sont passées de 72 à 81 pour la nuptialité et de 205 à 197 pour la natalité, celles de la mortalité demeurant à 132, ce qui donne pour 1.000 habitants la proportion ci-après :

	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS
1901 à 1906	7,93	22,60	14,55
1906 à 1911	8,78	21,36	14,31

Les naissances l'emportent encore de 328 unités sur les décès. Mais dans la période suivante, de 1911 à 1921, sont les douloureuses années de guerre qui vont grossir prodigieusement le nombre des décès. Nous avons classé à part les tués et disparus, car, si nous les avons compris dans le chiffre global, la moyenne annuelle de la mortalité se serait trouvée considérablement faussée.

	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENT DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS	EXCÉDENT DES DÉCÈS SUR LES NAISSANCES
1911	63	169	132	37	—
1912	74	179	116	63	—
1913	80	149	114	35	—
1914	44	172	127	45	—
1915	7	99	135	—	36
1916	21	95	123	—	28
1917	24	92	124	—	32
1918	46	131	156	—	25
1919	113	122	115	7	—
1920	155	158	100	58	—
Tués et disparus			388		388
TOTAL...	627	1.366	1.630	245	509

Ainsi, en ne comptant pas les victimes de la guerre, la moyenne annuelle de la mortalité aurait légèrement diminué, passant de 132 à 124, mais celles de la nuptialité et de la natalité sont, en retour, très inférieures aux moyennes de 1911.

	MARIAGES		NAISSANCES	
	Moyenne annuelle	Proportion pour 1000 habitants	Moyenne annuelle	Proportion pour 1000 habitants
1911 à 1913	72	7,98	165	18,30
1913 à 1918	28	3,11	118	13,09
1919 à 1920	134	14,86	140	15,52
Ensemble de la décade.	62	6,87	136	15,08

Les naissances l'emportent encore sur les décès de 124 unités, mais, en tenant compte des 388 morts et disparus de la grande guerre, le nombre de décès dépasse de 264 celui des naissances.

Voici maintenant la période d'après guerre de 1921 à 1926 :

	MARIAGES	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENTS DES NAISSANCES
1921	106	183	137	46
1922	90	163	115	48
1923	68	147	108	39
1924	93	156	85	71
1925	91	150	108	42
Total...	448	799	553	246
Moyennes annuelles.	89	160	110	

La population totale ayant notablement diminué, la moyenne annuelle des décès tombe à 110, mais, tandis que la moyenne annuelle des mariages est supérieure à celle d'avant-guerre, la moyenne annuelle des naissances est en forte régression.

Voici une comparaison entre les deux périodes 1906-1911 et 1921-1926 :

	MARIAGES		NAISSANCES		DÉCÈS	
	Moyenne annuelle	Prop. pour 1000 Hab.	Moyenne annuelle	Prop. pour 1000 Hab.	Moyenne annuelle	Prop. pour 1000 Hab.
1906-1911	81	8,78	197	21,36	132	14,31
1921-1926	89	10,85	160	19,51	110	13,41

Néanmoins, malgré la diminution importante des naissances, celles-ci l'emportent encore sur les décès de 246 unités.

Toutefois, la densité de la population est bien moindre. Elle n'est plus que de 22,4 habitants au kilomètre carré. Ce chiffre, très inférieur à la moyenne générale de la France, n'excède pas d'une façon sensible celui que présentait en 1783 la densité de la population de tout le Berry (17 habitants au kilomètre carré). Et cependant, dès cette époque, l'Assemblée provinciale se montrait fort émue de la faible population de nos campagnes (1).

LES MIGRATIONS ET DÉPLACEMENTS DE POPULATION. — En examinant les recensements nous avons constaté la courbe de la population du canton d'Ardentes et par l'étude des mouvements nous avons calculé le chiffre que cette dernière aurait dû atteindre. Or, entre la population constatée et la population calculée il y a de 1901 à 1926 une différence de 1.945 habitants. La seule explication possible de cet écart est que ces 1.945 habitants ont quitté le Pays d'Ardentes.

Peut-être ne faut-il pas tenir ce chiffre comme absolument exact, car quelques erreurs ont pu se glisser dans l'établissement des statistiques, mais il fournit malgré tout une indication précieuse et on peut admettre qu'il s'est produit une forte émigration hors du Pays d'Ardentes pendant le premier quart du XX^e siècle.

Ce chiffre qui ne donne que l'excédent de l'émigration sur l'immigration masque peut-être une émigration plus intense, atténuée par un certain mouvement d'immigration. Cependant, nous ne croyons pas que l'immigration ait été considérable dans le canton pendant cette période. Peut-être quelques métayers et quelques ouvriers étrangers se sont-ils installés dans la région, mais le nombre en tout cas en est très restreint.

(1) GANDILHON. — *Causes de la dépopulation du Berry en 1783*. Paris 1906.

Les dénombrements permettant de recueillir des renseignements sur la population étrangère, il est facile de constater la présence de 24 étrangers en 1926 contre 5 en 1901, en outre entre les deux recensements de 1921 et de 1926 une cinquantaine de pupilles du département de la Seine ayant été placés dans la commune de Mâron, la population de cette dernière a, de ce fait, légèrement augmenté alors que celle de ses voisines diminuait notablement.

Ce phénomène d'émigration n'a pas toutefois suivi une marche régulière pendant ces vingt-cinq années. Comptant 212 individus de 1901 à 1906 il s'élevait à 534 de 1906 à 1911, à 653 de 1911 à 1921 et à 646 de 1921 à 1926, soit pour ces cinq dernières années une moyenne annuelle de 129 individus. Ce mouvement, déjà très élevé avant la guerre, s'atténuait un peu durant les hostilités ; il semble depuis s'être précipité.

Ce sont d'ailleurs les communes les plus exclusivement rurales qui ont été le plus éprouvées. Le Poinçonnet et Arthon qui en 1901 avaient un chiffre de population à peu près identique (respectivement 1.110 et 1.151 habitants), offraient en 1926 une différence de près de 200 habitants, soit 1.047 pour le Poinçonnet et 864 pour Arthon.

Et, comme pendant cette période, l'excédent de la natalité sur la mortalité a été à Arthon bien plus considérable qu'au Poinçonnet, nous pouvons juger de l'importance de l'émigration dans la première de ces communes. De 1901 à 1926 elle a dépassé à Arthon l'immigration de 455 individus, dont 118 pendant les cinq dernières années, tandis qu'au Poinçonnet, durant la même période, elle ne lui a été supérieure que de 44 individus, l'immigration prenant sa revanche de 1921 à 1926 avec un excédent de 22 individus.

Mais Arthon est une commune exclusivement rurale, éloignée de tout centre et à 12 kilomètres du chemin de fer, tandis que le Poinçonnet, situé seulement à 6 kilomètres de Châteauroux comprend un grand nombre d'ouvriers travaillant aux usines de la ville voisine.

LA DIMINUTION DES NAISSANCES ET L'EXODE RURAL. — Il nous est aisé maintenant de répondre à la question que nous nous sommes posée : peut-on dire qu'il y ait depuis le commencement du siècle crise de la population ou désertion des campagnes ?

Il est évident que le chiffre de la population a fortement diminué, mais ce fait n'est pas imputable à une situation démographique nettement défavorable, puisque, sauf pendant la période de guerre, les naissances l'emportent constamment sur les décès.

Toutefois, il convient de remarquer que cet excédent est dû plutôt à la faiblesse de la mortalité qu'à l'importance de la natalité et que depuis vingt-cinq ans la moyenne annuelle des naissances n'a cessé de diminuer. De 1901 à 1906 celle-ci atteignait le chiffre de 205 donnant un rapport de 22,60 pour 1.000 habitants ; de 1906 à 1911 elle n'était plus que de 197, soit 21,36 % et après la guerre, de 1921 à 1926, elle tombait à 160 avec 19,51 seulement pour 1.000 habitants.

M. l'abbé Chaussé a constaté dans la commune de Buxières-d'Aillac que pendant les cinq années qui suivirent la guerre de 1870 (1872 à 1876) 70 ménages avaient eu 79 enfants, tandis que de 1920 à 1924 on ne comptait que 48 enfants pour 81 ménages. La période actuelle est donc marquée par un ralentissement de la natalité qui semble profondément menaçant pour l'avenir.

En outre, le faible excédent des naissances que nous avons constaté a été absorbé bien au-delà par l'émigration. L'exode rural a été considérable puisque, en un quart de siècle, il a porté sur près de 2.000 individus, le quart environ de la population totale. Les principaux centres d'attraction ont été Châteauroux et Paris. Ici, jeunes gens et jeunes filles, attirés par l'attrait de la grande ville y sont allés chercher des places dans des maisons bourgeoises ou commerciales ; là les veuves et les blessés de guerre ont trouvé des emplois à la manufacture des tabacs ou dans d'autres administrations de l'Etat, mais beaucoup, même parmi la population valide, ont quitté l'agriculture pour entrer dans le service des chemins de fer, dans l'industrie ou le commerce.

Cet exode rural, portant principalement sur la population active, a entraîné une forte crise de la main-d'œuvre agricole, d'autant plus redoutable que la très faible densité de la population ne permettait pas, déjà avant la guerre, une nouvelle diminution. Le Boischaut-Brenne souffre tout particulièrement de cette crise, car dans cette région il est plus difficile qu'en Boischaut-Champagne de suppléer à la pénurie des ouvriers de la terre par le développement de la grande culture et l'emploi du machinisme.

LES CAUSES DE L'EXODE RURAL ET DE LA DIMINUTION DE LA NATALITÉ. — A quelles causes pouvons-nous attribuer l'exode rural et la diminution de la natalité dont souffre le Pays d'Ardentes depuis le commencement du XX^e siècle ? Ce n'est pas hélas ! un mal qui lui est spécial, mais qu'il partage avec la France entière et dont les causes principales sont les mêmes.

On a d'abord accusé la modicité des salaires ruraux. Il est certain qu'avant la guerre ceux-ci étaient inférieurs aux salaires d'usines, mais nous avons vu qu'ils leur sont actuellement plutôt supérieurs, et cependant ce changement en leur faveur ne paraît pas avoir eu d'effets très appréciables, du moins jusqu'à ces derniers temps.

Incontestablement la rareté des terres disponibles a également fait sentir son influence. Le paysan aime la propriété. Ne serait-il propriétaire que d'une parcelle de champ, celle-ci le retiendrait un peu à la campagne. Mais, depuis plus d'un siècle, les aliénations de biens fonciers, particulièrement les ventes au détail, n'ont pas été nombreuses dans la région. Notre régime successoral établissant le partage forcé et détruisant ainsi les propriétés familiales a eu aussi sa part de responsabilité dans la dépopulation rurale.

En outre, la protection légale des travailleurs dont jouissent les ouvriers d'usine ne profite pas aux ouvriers agricoles. Aussi l'exode rural a-t-il été favorisé par la loi de huit heures, le repos hebdomadaire obligatoire, les lois sur les accidents du travail.

Mais à coup sûr c'est l'attrait de la ville qui fut l'une de ses causes les plus importantes. Le cinéma, les magasins, la possibilité de se retrouver plus facilement avec ses semblables ont brillé démesurément aux yeux des paysans. La femme, la jeune fille, a été plus particulièrement sensible à ces plaisirs. C'est elle qui le plus souvent a eu la première le désir d'habiter la ville, y entraînant son mari ou son fiancé. « Là-bas, c'est l'heure, où toute tâche cessante, commencent le repos, la promenade, les espérances du crépuscule et du hasard ; à la campagne c'est l'heure inexorable où les vaches rentrées commencent à se plaindre et à vouloir qu'on les traie. A quoi bon l'argent, si les plaisirs sont loin ? et la toilette, si on ne la peut montrer ? » (1).

Le mépris, la compassion que souvent le citadin n'a pas cachés

(1) Daniel HALÉVY. — *Visite aux paysans du Centre*. Paris, 1921, p. 92.

au paysan ont froissé son orgueil. Rougissant alors de leur profession, beaucoup ont eu le désir de l'abandonner.

Mais, si ces causes ont contribué à l'exode rural, du moins n'auraient-elles pas dû avoir d'influence sur la partie de la population qui s'y est montrée insensible en demeurant à la campagne. Et alors comment expliquer pour elle la diminution de la natalité ?

Il faut tout d'abord remarquer que l'émigration portant surtout sur l'élément jeune de la population, il est naturel qu'elle exerce son action sur la natalité ; toutefois, la nuptialité ayant au contraire augmenté depuis la guerre, l'émigration n'est assurément pas seule responsable de la diminution des naissances.

M. Aubertin explique en partie ce phénomène démographique par l'alcoolisme, la tuberculose, la mortalité infantile ⁽¹⁾. Mais l'alcoolisme est moins répandu qu'autrefois, principalement parmi les jeunes, et, l'hygiène étant mieux observée, il ne semble pas que la tuberculose et la mortalité infantile se soient accrues.

Mais la cause essentielle du mal est la restriction volontaire. On veut avoir peu d'enfants, parce qu'ils donnent de la peine à élever et parce qu'on veut leur procurer plus de jouissances, plus de bien-être. « Les causes de l'abaissement de la natalité, écrivait M. Souchon, c'est d'un côté, le développement de la richesse et, de l'autre, ce que Taine appelait déjà « notre retour au paganisme » avec tout ce qu'il comporte de souci égoïste, de jouissances matérielles » ⁽²⁾.

LES REMÈDES. — Serait-il possible de faire bénéficier les agriculteurs de la législation protectrice du travail ? MM. Henri et Joseph Hitier ne le pensent pas, car la vie rurale comporte des situations trop variées et réclame dans son application une souplesse que la loi serait impuissante à assurer. Puis, les répercussions financières seraient telles qu'un accroissement du prix de revient entraînerait fatalement un accroissement du prix de vente ⁽³⁾.

Il n'est pas souhaitable non plus que l'Etat intervienne par voie d'autorité dans la répartition de la propriété, mais les proprié-

⁽¹⁾ *Agriculteurs de France. Op. cit. Juillet 1924.*

⁽²⁾ A. SOUCHON. — *La crise de la main-d'œuvre agricole en France.* Paris 1914, p. 124.

⁽³⁾ *Agriculteurs de France. Août 1924.*

taires pourraient en faciliter l'accès au paysan en détaillant plus fréquemment les terres qu'ils désirent vendre.

Tout au moins, en logeant leurs ouvriers agricoles dans de petites locatures auxquelles un ou deux hectares de terre seraient attachés, ils leur procureraient, en dehors d'un salaire en argent, l'avantage d'une habitation distincte et d'une récolte dont ils jouiraient personnellement. Peut-être pourraient-ils les retenir à la campagne en leur accordant pour leur maison une promesse de vente dont la réalisation serait la récompense d'un long attachement à la même exploitation.

Nous avons vu plus haut que la péréquation des salaires agricoles et des salaires industriels nous paraissait établie dans le Pays d'Ardentes, néanmoins l'ouvrier chargé de famille qui trouve à l'usine dans le sursalaire familial un allègement à ses charges ne connaît pas encore cet avantage dans l'agriculture. L'allocation familiale, qui est une prestation supplémentaire attribuée par l'employeur à son personnel en considération des charges de famille de celui-ci, est encore bien peu répandue à la campagne et en tout cas complètement inconnue dans la région d'Ardentes.

L'établissement de Caisses agricoles de compensation rencontre certes des difficultés qui n'existent pas pour les caisses industrielles similaires, car à l'usine le personnel salarié est groupé en noyaux importants au lieu qu'à la campagne il est disséminé dans une foule d'exploitations. Néanmoins, il existe déjà en France quelques Caisses agricoles de compensation ; il serait donc possible et désirable de les voir se multiplier ⁽¹⁾. Le Ministre de l'Agriculture a bien voulu s'y intéresser en inscrivant au budget une somme destinée à leur développement ⁽²⁾.

Mais les causes principales de la dépopulation des campagnes étant d'ordre moral et religieux, c'est surtout dans une nouvelle adaptation des programmes d'éducation et dans un redressement des consciences que l'on trouvera la solution du problème.

Dans une lettre adressée le 10 mai 1922 à la France rurale, M. Pierre de Monicault écrivait : « Ce qu'on demande au fond, c'est que, pendant l'école primaire, le cerveau de l'enfant soit déjà orienté vers les questions agricoles, qu'il comprenne non seu-

⁽¹⁾ *Académie d'Agriculture*. Discours de M. Thomassin. Séance du 3 février 1926.

⁽²⁾ Circulaire du 13 octobre 1925.

lement l'intérêt du métier qu'exercent ses parents, mais qu'il comprenne surtout qu'il y a des progrès à réaliser. Or, pour atteindre ce but, ce n'est pas par les livres qu'on y arrivera ; il faut de la part du maître une conviction qu'il a trop rarement aujourd'hui » ⁽¹⁾. Si cette conviction, qui existe assurément chez certains instituteurs pouvait être développée, l'enfant, habitué à ne plus mépriser le métier de ses pères et connaissant désormais toute la grandeur de la tâche qui l'attend, serait moins tenté de l'abandonner pour en rechercher un autre qui bien souvent est susceptible de lui réserver plus de mécomptes.

Mais le mal ne peut être guéri sans une profonde réforme des cœurs, sans une lutte acharnée contre toutes les passions égoïstes qui ont pris récemment une si fâcheuse extension : le luxe, le bien-être, le vice, la stérilité voulue. Or, quelle est la force capable de procurer ce résultat ? « Il n'y a que la religion pour agir efficacement sur les mœurs, pour les purifier, pour les assainir, pour les revivifier » ⁽²⁾. « Le vrai remède, le voilà. Il faut croire en Dieu. Il faut craindre la justice de Dieu. Il faut avoir confiance dans la Providence de Dieu » ⁽³⁾.

Souhaitons que la foi qui en somme n'est qu'endormie dans l'âme du paysan se réveille bientôt totalement. Sa tranquillité et son bonheur, la prospérité complète de l'agriculture et par conséquent celle de la France dépendent de ce réveil.

⁽¹⁾ *Agriculteurs de France*. Bulletin de juin 1922, p. 189.

⁽²⁾ *Le dépeuplement de la France*. Enquête de la *Revue Hebdomadaire*. Paris 1909, p. 53.

⁽³⁾ *Id.* p. 54.

CONCLUSION

Bien souvent le Paysan est méconnu par le citadin qui tantôt lui reproche de réaliser des gains exagérés au détriment du consommateur, tantôt affecte de s'apitoyer sur son isolement, sur sa vie austère, éloignée des plaisirs bruyants des villes et des nouveautés du siècle, tantôt enfin se plaint de son ignorance, de ses idées arriérées, de ses mœurs dépourvues de délicatesse.

Aussi, le but de cette étude a-t-il été, en apprenant nous-mêmes à mieux connaître le Pays d'Ardentes, de chercher à redresser quelques erreurs et à le faire mieux apprécier autour de nous.

« Not'pays ne fait pas d'embarras » a dit le poète Gabriel Nigond. Effectivement, il appartient aux régions moyennes où la terre, sans être trop avare, ne distribue ses bienfaits qu'avec parcimonie, mais, partagé entre la culture et l'élevage, il offre un caractère fait à la fois d'équilibre et d'ordre. Pouvant ainsi compenser par la vente des animaux les pertes que lui apporte une mauvaise récolte, l'agriculteur retire dans le canton d'Ardentes des bénéfices présentant plus de stabilité que ceux obtenus dans bon nombre d'autres régions.

Que cette stabilité revienne dans les cours de notre unité monétaire, sans qu'une valorisation brutale entraîne une crise agricole, que l'on cesse en même temps de semer dans les cœurs l'incrédulité et le découragement, et le Paysan d'Ardentes, moins attiré vers les centres urbains par la perspective, souvent trompeuse, d'une existence moins uniforme et plus facile, retrouvera, avec le calme et la sérénité d'âme qu'il possédait jadis, l'amour de la terre, du travail, de la famille et de l'épargne.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- Académie d'Agriculture* (Compte-rendu des séances) Paris, 1923-1926.
- M. AUGÉ-LARIBÉ, *Le Paysan français après la guerre*, Paris, 1923.
- J. BRUNHES, *Principes de Géographie humaine de la France*, 3 volumes, Paris (Félix Alcan).
- P. CAZIOT, *La Terre à la famille paysanne*, Paris, mais. rust., 1919.
- E. CHÉNON, *Le Démembrement de la Propriété foncière en France*, Paris, 1923.
- Albert DEMANGEON, *La Picardie et les régions voisines*, Paris, 1923.
- Le dépeuplement de la France*, Enquête de la Revue Hebdomadaire, par MM. de FOVILLE, Ch. GIDE, Mgr GIBIER, MM. BURLUREAU, LYON-CAEN, H. JOLY, Paris, 1909.
- DE FOVILLE, *Enquête sur les conditions de l'habitation en France*, tome I, Paris, 1894. — *Le Morcellement*, Paris, 1883.
- GROSSOUVRE et JACQUOT, *Carte géologique détaillée de l'Etat-Major*, Paris, 1888. Châteauroux-Sud.
- Daniel HALÉVY, *Visite aux paysans du Centre*, Paris, 1921.
- Hardouin DUMAZET, *Voyage en France*, 26^e s., Poitou et Berry, Paris, 1901.
- H. et J. HITIER, *Les Problèmes actuels de l'Agriculture*, Paris, 1923.
— *L'Intervention de l'Etat dans le domaine agricole*, Paris, 1918.
- A. JOANNE, *Géographie de l'Indre*, Paris (Hachette), 1888.
- V. A. MALTE BRUN, *La France illustrée*, tome IV, Paris (Jules Rouff).
- Notice sur le Commerce des Produits agricoles*, 2 tomes, Ministère de l'Agriculture, Paris, 1906.
- René MUSSET, *Le Bas Maine. Etude géographique*, Paris, 1924.
- Société des Agriculteurs de France*, Revue agricole mensuelle, Paris, Années de 1922 à 1926.
- Auguste SOUCHON, *La crise de la main-d'œuvre agricole en France*, Paris, 1914. — *La Propriété paysanne. Etude d'économie rurale*, Paris, 1899.
- Statistique générale de la France* (Bulletin de la). Tome xv, fasc. II, Ministère du Travail, Paris, 1926.
- H. TRUCHY, *Cours d'Economie politique*, 2 volumes, Paris, 1921.
- Arthur YUNG, *Voyages en France pendant les années 1787-88-89*. — Nouvelle traduction par M. Lesage, Paris (Guillaumin) 1860.
- M. D. ZOLLA, *Etudes d'Economie rurale*, Paris (Masson) ; 1896. — *Les questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, 2 séries. Paris, 1894.

Ouvrages sur le Berry

- Affiches de Châteauroux*, Journal hebdomadaire, Châteauroux, 1817 à 1841.
- Archives de l'Indre*. Séries L, M, S et Q.
- Archives communales des 9 communes du canton*. — Matrices cadastrales. Registres de l'Etat Civil. Délib. des Conseils municipaux. Stat. agr. etc...
- LOUIS BÉNARD, *Etude sur les ouvriers agricoles de l'Indre*. Chât. 1907.
- EUGÈNE BIDOUËT, *La production agricole et son organisation dans le Bas-Berry*, Paris, 1907.
- Abbé E. CHAUSSÉ, *Buzières-d'Aillac, Paroisse, Seigneurie, Commune*. Châteauroux, 1926.
- C. DALPHONSE, *Mémoire statistique du Département de l'Indre*, Paris, an XII.
- Ephémérides de la Société d'Agriculture de l'Indre*, Châteauroux, années 1802 à 1926
- GANDILHON, *Causes de la dépopulation du Berry en 1783*, Paris, 1906.
- DE GIRARDOT, *Essai sur les Assemblées provinciales*, Bourges, 1845.
- Jean GODEFROY, *Leçons de choses sur le Département de l'Indre*, Châteauroux, 1883.
- Jean GOYON, *Essai sur la Brenne agricole*, Macon, 1925.
- Eugène GUILLEMAIN, *Les Variations de la Population dans le Département de l'Indre*, Poitiers, 1910.
- Eugène HUBERT, *Le Bas-Berry, Histoire et archéologie du département de l'Indre*, tome I, Paris (Picard), 1902. — *Dictionnaire historique, géographique et statistique de l'Indre*, Paris (Picard), 1889. — *Répertoire numérique des Archives de l'Indre*, série Q (annexes).
- L'Illustration économique et financière*, l'Indre, Paris, 1926.
- HUGUES LAPAIRE, *Le Pays Berrichon*, Paris (Bloud et C^{ie}), 1908.
- H. RATOUIS DE LIMAY, *Le Métayage et les baux à colonage partiaire dans le Département de l'Indre*, Châteauroux (Langlois), 1896. — *Etude du fermage et des baux à ferme dans le Département de l'Indre*, Châteauroux, 1892. — *La statistique agricole du Département de l'Indre pendant la période d'un siècle*, Châteauroux, 1889.
- RAYNAL, *Histoire du Berry*, 4 volumes, Bourges (de Vermeil), 1845. — *Revue du Centre et Revue du Berry*, Châteauroux, 1879-1926.
- GEORGE SAND, *Correspondance*, 6 volumes, Paris (Calmann Lévy) 1882. — *Histoire de ma vie*, 4 volumes, Paris (Calmann-Lévy), 1879. — *Les Maîtres sonneurs*, Paris (Calmann-Lévy), 1881. — *Le Meunier d'Angibault*, Paris, 1884. — *Nanon*, Paris, 1924. — *La Vallée Noire*, Œuvres illustrées, Paris, 1834.
- Société du Département de l'Indre et Société du Berry*, Paris, 1853-1866.
- La Terre du Plessis*, Paris, 1901.
- Usages locaux du Département de l'Indre*, Châteauroux (Badel), 1912.
- THAUMAS DE LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales du Berry*, Bourges, 1679.
- Antoine VACHER, *Le Berry, Contribution à l'étude géographique d'une région française*, Paris (Armand Colin), 1908.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU PHYSIQUE

I. — Généralités sur le Pays d'Ardentes

Régions composant le Bas-Berry : Champagne, Brenne et Boischaut	3
Le Pays d'Ardentes. Situation. Unité économique. Divisions en Bois-chaut-Brenne et Boischaut-Champagne	5
Nature du sol. Relief. Hydrographie et Climat	8

II. — La Forêt

Situation. Etendue. Nature du sol. Essences	11
Aménagement. Anciens plans. Revenu. Exploitation	12
Ses rapports avec l'homme	13

CHAPITRE II

LA VIE AGRICOLE

I. — La Production agricole

L'Agriculture en Boischaut-Champagne et en Boischaut-Brenne	16
Les Cultures. Céréales. Plantes sarclées. Prairies naturelles et artificielles. Graines fourragères. Culture maraîchère et fruitière. La vigne ..	18
Le Bois. Les haies et les arbres épars	25
Le Bétail. Equidés. Bovidés. Ovidés et Suidés	27
Les Volailles et les Abeilles	31
Les Animaux nuisibles, le gibier et la chasse	32

II. — La Conquête du sol par la Culture

Situation agricole jusqu'en 1852	34
Améliorations foncières. Dessèchements et drainages. Défrichement et reboisement	39
Améliorations culturales. Amendements calcaires. Engrais. Irrigations	41
Instruments agricoles et Electrification des Campagnes	43

III. — Les Etablissements humains

Le Domaine. La petite exploitation rurale. La Maison de l'ouvrier ..	45
Les Matériaux de la Maison	47
Répartition des Maisons	48

IV. — Les Associations et la Mutualité

Société d'Agr. de l'Indre. Syndicat des Agr. et Coopérative agr. Assoc. des Elev. Agr. et Vit. de l'Indre. Syndicats locaux	49
L'Office agricole départemental	50
La Mutualité agricole	51

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ ET L'EXPLOITATION

I. — La Propriété dans le Pays d'Ardentes

Histoire de la Propriété	53
Domaine Public et Privé de l'Etat. Propriétés des Communes	54
Propriété individuelle	55
Répartition de la Propriété dans l'ensemble du canton, dans différentes Communes	56
Causes de la concentration de la propriété. Tendances de la Propriété paysanne	62
L'Emiettement de la petite propriété. — Moyens de développer la Propriété paysanne	65
Valeur de la terre et rente du sol	67
Charges de la propriété foncière et causes de la baisse réelle de la rente du sol et de la Terre	69

II. — L'Exploitation

Divisions culturelles	73
Différents systèmes d'amodiation	75
L'Exploitation paysanne et le faire-valoir direct	76
Le Fermage. Cheptels. Travaux d'améliorations. Prix du fermage. Le Fermage général	77
Le Métayage ou colonage partiaire	81
Les Bénéfices d'exploitation et le Profit	87
Parts des ouvriers agricoles. Gages et salaires	93

CHAPITRE IV

LA VIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

I. — L'Industrie

Le Minerai de fer et les Forges	97
La Pierre et la Chaux	99
Le Bois et les Scieries	100
La Meunerie. Les Battages et les Bouilleurs de cru	100
L'Usine d'Ardentes et les Tuileries	101
L'Industrie à domicile et les Usines de Châteauroux	102

II. — Commerce

Le commerce d'Exportation	103
Le Commerce d'Importation	105
Mesures et Usages locaux	106

III. — Voies de communication et viabilité

Les Routes et les Chemins	107
Voies d'eau et de fer	108
Service des Postes et Autobus	109

CHAPITRE V

LE MILIEU HUMAIN

Le Berrichon du Pays d'Ardentes	110
Variations brutes de la Population	113
Le Mouvement de la Population	115
Les Migrations et Déplacements de Population	119
La Diminution des naissances et l'exode rural	120
Leurs causes et leurs remèdes	122
CONCLUSION	126
Bibliographie	127

CHATEAUROUX. — IMPRIMERIE LANGLOIS
